

011.35

G
4
1

UNIVERSITE DE MONTREAL

UNE FONCTION D'OFFRE D'AIDE INTERNATIONALE BILATERALE:

CAS DE LA FRANCE ET DU ROYAUME-UNI

PAR

TCHABOURE AIME GOGUE

DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES

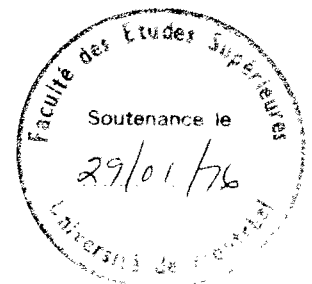
FACULTE DES ARTS ET DES SCIENCES

THESE PRESENTEE A LA FACULTE DES ETUDES SUPERIEURES

EN VUE DE L'OBTENTION DU

PHILOSOPHIAE DOCTOR (ECONOMIQUE)

DECEMBRE 1975



Une fonction d'offre d'aide internationale bilatérale:

cas de la France et du Royaume Uni

Tchabouré Aimé GOGUE

Thèse présentée à la Faculté des Etudes Supérieures
en vue de l'obtention du
Philosophiae Doctor (Economique.)

L'objet du présent travail est la construction, l'estimation et l'analyse des fonctions d'offre d'aide internationale de la France et du Royaume-Uni. Afin d'intégrer indirectement les motifs des pays donateurs et bénéficiaires de l'aide publique au développement, et ce pour pallier à l'une des carences majeures de la plupart des études antérieures, nous avons supposé que l'aide est un facteur de production du pouvoir du pays donateur i sur le pays bénéficiaire j . Des éléments essentiels au pouvoir à savoir l'existence d'une relation entre i et j et le consentement de j , nous avons déduit comme autres facteurs de production du pouvoir de i sur j le revenu per capita y_j et la population n_j de j , le degré de concentration géographique des exportations de j vers i , e_j , une variable auxiliaire, dum, prenant la valeur 0 ou 1 selon que i et j font partie ou non de la même coalition et de X_1 indiquant la durée de toute relation privilégiée, qu'elle soit formelle ou non, directe ou indirecte entre i et j . Il a été postulé que la fonction d'utilité collective du pays i a deux variables:

- h_j , service de pouvoir de i sur j ,
- X , bien agrégé représentant tous les autres biens dans l'économie.

A partir des conditions de premier ordre de maximisation de cette fonction d'utilité sous les contraintes budgétaire de i et de la fonction de production du pouvoir, nous avons déduit une fonction où l'aide publique au développement de i à j est une variable dépendante de y_j , n_j , e_j , dum et X_1 .

Une double transformation logarithmique permet d'apprêter cette fonction à l'estimation économétrique par la méthode des moindres carrés ordinaires et d'obtenir indirectement les élasticités des différents facteurs de production du bien pouvoir.

Pour fin d'estimation les données de 1964 à 1971 ont été utilisées et l'aide a été souvent mesurée respectivement sous forme de don, de prêt et d'aide totale. A part les piètres résultats pour les prêts, comme il fallait s'y attendre, les résultats sont fort concluants, et révèlent l'importance de presque toutes les variables retenues dans l'explication de l'aide, d'une part, et confirme surtout dans le cas de la France, l'hypothèse selon laquelle l'aide est une source de pouvoir, d'autre part. Tout en reconnaissant que les degrés de multicollinéarité fort élevés entre e_j , dum et X_i pris deux à deux dans le cas du Royaume-Uni rendent difficile les inférences statistiques, nous pouvons soutenir que les résultats sont meilleurs pour la France.

Une extension de l'étude pourrait se faire par l'acquisition de données pertinentes pour un tel exercice (ce que nous n'avons pas pu faire ici à cause des moyens financiers) et par une analyse précise de ce que fait le pays donateur de l'aide avec la partie du pouvoir qu'il utilise comme produit intermédiaire.

Table des matières

	Page
Introduction	1
PREMIERE PARTIE: POLITIQUE D'AIDE INTERNATIONALE	7
Chapitre 1 - Brève historique de/et la politique d'aide de la France et du Royaume-Uni	8
A. Le cas de la France	8
B. Le cas du Royaume-Uni	11
Chapitre 2 - Les différentes théories de l'aide internationale.	20
Section I: Etude des besoins des pays bénéficiaires	20
A. Aide étrangère comme épargne	22
1) Etude du groupe d'experts des Nations-Unies	22
2) Modèle de Rosenstein-Rodan.	24
B. Aide internationale comme source d'acquisition de devises internationales	25
1. Etude des Nations-Unies	25
2. Etudes de Gerda Blau	26
3. Travaux de Bela Balassa	26
C. Influx net de capitaux comme palliatif à l'insuffisance de l'épargne domestique et de devises étrangères	29
D. Critiques à ces théories	32
1. Critiques de J. Fei et G. Ranis et de J. Bruton	33
2. Aide substitut ou complément à l'épargne domestique	36
3. Aide et endettement	37
4. Le capital n'est pas le seul facteur nécessaire au développement	38

Section 2 - Etudes des motifs des pays donateurs	41
A. Etudes du volume d'aide internationale	41
B. Motifs des pays donateurs comme variables explicatives des flux d'aide publics au développement	44
1. Aide internationale en vue de promouvoir les exportations du pays donateur	47
2. Aide pour garantir des sources de matières premières .	50
3. Aide pour des raisons politiques et idéologiques . . .	51
Section 3 - Nouvelle approche	52
DEUXIEME PARTIE: ANALYSE DU POUVOIR	62
Chapitre 3 - Une définition du pouvoir	63
Chapitre 4 - Conditions nécessaires et suffisantes du pouvoir . .	70
1. La base du pouvoir	70
2. Le pouvoir est vécu dans une relation	71
3. Le consentement ou soumission	71
Chapitre 5 - Moyens d'obtention du consentement de B.	76
A. La légitimité	76
B. Possession des moyens de sanction	79
1. Force Physique.	81
2. Richesse	84
Chapitre 6 - Une mesure du pouvoir de i sur j: le modèle d'Harsanyi.	88
Une mesure de la force du pouvoir de A sur B.	90
TROISIEME PARTIE: POUVOIR COMME CAPACITE GENERALISEE.	97
Chapitre 7 - Pouvoir comme bien durable	98
A. Les faiblesses du modèle d'Harsanyi.	98

B. Pouvoir comme bien durable	104
Chapitre 8 - Un modèle statique de demande de pouvoir.	109
Section I.	
Justification et hypothèses concernant les arguments de la fonction de production du pouvoir	113
A. Facteurs de production du pouvoir actif du pays i	113
1. Aide offerte par le pays i au pays j	113
a) comme facteur de punition potentiel	114
b) l'aide peut être considérée comme une récompense	114
2. e_j part des importations de i en provenance de j dans les exportations totales de j	116
B. Facteurs de production du pouvoir passif du pays j	119
1. Le degré de flexibilité de l'économie de j: y_j	119
2. La population du pays j: n_j	120
3. Variable de coalition: dum	121
4. Durée de contact particulier entre i et j: X_1	122
Section II.	
C. Justification de l'omission de certaines variables	123
1. M_{ij} = importations de j en provenance de i/importa- tions totales de j	123
2. Aide du reste du monde a_{mj}	124
Chapitre 9 - Aide comme variable dépendante	132
QUATRIEME PARTIE: RESULTATS STATISTIQUES DE L'ESTIMATION DES FONCTIONS D'OFFRE D'AIDE ET DE DEMANDE DE POUVOIR DE LA FRANCE ET DU ROYAUME-UNI	141
Chapitre 10 - Les données	142
1. Aide	142
2. Justification du choix de la France et du Royaume-Uni pour l'analyse empirique.	144
3. Variable de coalition: Dum.	146
4. Variable de contact, de relations particulières: X_1	147
5. Les observations	148

5. Sources des données	148
Chapitre 11 - Les résultats statistiques	150
I. Probit	151
A. ADO & ADOP	151
1. France	151
2. Royaume-Uni	153
B. ADO + PB	156
1. France: 1964 à 1971	156
2. Royaume-Uni	159
II. Forme réduite	162
A. Don comme variable dépendante	162
1. France	162
2. Royaume-Uni	165
B. Prêts bruts comme variable dépendante	167
C. Aide totale = ADO + PB comme variable dépendante	170
1. France	170
2. Royaume-Uni	172
D. ADOP comme variable dépendante (les observations où les dons sont nuls sont éliminés)	174
1. France	174
2. Royaume-Uni	178
III. Forme structurelle: $h_j = A_j^\gamma y_j^\phi e_j^\gamma \text{Dum}^C n_j^\alpha X_1^\theta$	184
1. France	184
2. Royaume-Uni	190
CONCLUSION	193
APPENDICE	200

BIBLIOGRAPHIE	212
BIBLIOGRAPHIE sur le pouvoir	213
BIBLIOGRAPHIE sur l'aide	215

Liste des tableaux

France: Aide bilatérale: distribution régionale et forme d'aide en millions de dollars U.S.	12
France: Aide bilatérale: distribution régionale en pourcentage	13
Royaume-Uni: Aide bilatérale: distribution régionale et forme d'aide en millions de dollars U.S.	16
France: Aide bilatérale: distribution régionale en pourcentage	17
Estimates by the United Nations Experts (1951) of Capital Required by Under-Developed Areas	23
Projections of Exchange Requirements of LDC's: 1970 and 1975	28
Evaluation des coûts supplémentaires dûs à l'aide liée	47
Exportations américaines financées par l'aide en 1965	48
Evolution du pourcentage des exportations des pays africains de la Zone Franc à destination de la France et de la C.E.E.	128
France: Résultats de Probit avec ADO comme variable dépendante	152
Royaume-Uni: Résultats de Probit avec ADO comme variable dépendante	154
France: Résultats de Probit avec ADO + PB comme variable dépendante	157
Royaume-Uni: Résultats de Probit avec ADO + PB comme variable dépendante	160
France: Forme Réduite: ADO comme variable dépendante	163
Royaume-Uni: Forme Réduite: ADO comme variable dépendante	166
France: Forme Réduite: PB comme variable dépendante	168
Royaume-Uni: Forme Réduite: PB comme variable dépendante	169

France: Forme Réduite: ADO + PB comme variable dépendante	171
Royaume-Uni: Forme Réduite: ADO + PB comme variable dépendante	173
France: Forme Réduite: ADOP comme variable dépendante	175
Royaume-Uni: Forme Réduite: ADOP comme variable dépendante.	179
Résultats de la Forme Structurelle	185

Appendice

A: Dérivation des élasticités des différents facteurs de production du bien pouvoir	201
B: Dérivation de la matrice des variances-covariances de la forme structurelle	202
Durée de relation privilégiée avec la France	205
Durée de relation privilégiée avec le Royaume-Uni	206
Liste des pays auxquels la France accorde généralement de l'aide	207
Liste des pays auxquels le Royaume-Uni accorde généralement de l'aide.	208
France: Estimation de la Forme Réduite avec ADO comme variable dépendante et en n'éliminant pas les observations nulles .	209
Royaume-Uni: Estimation de la Forme Réduite avec ADO comme variable dépendante et en n'éliminant pas les observations nulles	210

Sommaire

Les théories traditionnellement avancées pour expliquer les flux d'aide publique au développement, et qui sont présentées dans la première partie, ont souvent considéré l'aide comme variable exogène. Dans cette étude, par contre, ces montants des ressources mises à la disposition des pays en voie de développement deviennent dépendants du revenu per capita et de la population du pays bénéficiaire j , du degré de concentration géographique des exportations de j vers le pays donneur i , d'une variable auxiliaire indiquant si i et j font partie ou non d'une même coalition et de la durée de toute relation privilégiée ayant existé ou existant entre i et j .

Cette fonction d'aide est dérivée dans la troisième partie, à partir des conditions de maximisation de la fonction d'utilité à deux variables du pays i , à savoir:

- les services du bien pouvoir i sur j , h_j , dont nous avons présenté une théorie synthétique dans la deuxième partie et
- un bien agrégé X , représentant les autres biens dans l'économie.

L'estimation et l'analyse des différents coefficients des fonctions d'offre d'aide et de demande de pouvoir de la France et du Royaume-Uni font l'objet de la dernière partie de l'étude.

Introduction

Les concepts de sous-développement et développement ont pris de l'expansion surtout après la deuxième guerre mondiale. L'écart énorme existant entre les pays en voie de développement d'une part, et les pays développés d'autre part, est de plus en plus révélé et soumis à la conscience internationale surtout des responsables politiques de presque tous les pays du monde. La volonté de réduire cet écart s'est matérialisée à tort ou à raison par des transferts de ressources financières, techniques, économiques, etc... vers les pays du Tiers-Monde. Même si le plan Marshall a été très imposant dans la nature et le volume des fonds que les Etats-Unis d'Amérique ont alloué pour la reconstruction de l'Europe Occidentale au lendemain de la seconde guerre mondiale, la politique d'aide au développement à laquelle nous assistons de nos jours se trouve amplifiée à cause du nombre de pays impliqués et de l'importance des ressources engagées. En effet, son expansion et/ou sa contagion internationale peut permettre la dichotomisation du monde en pays donateurs nets d'une part, et en pays bénéficiaires nets de l'aide, d'autre part. Les fonds publics au développement impliqués ont augmenté de 4,272.23 millions de dollars en 1960 à plus de 7,727.23 millions de dollars en 1972, ce qui représente un taux moyen de croissance annuelle de 6.8%.

Cette double importance de l'aide internationale est alors à la base de la prolifération de la littérature tentant de justifier

et/ou d'expliquer l'assistance publique au développement.

La volonté et le désir déclarés d'élever le niveau de vie des populations des pays en voie de développement seraient la principale raison de la politique d'aide. La réalisation de cet objectif désiré à travers la coopération devrait coïncider avec une conception optimiste du développement et être dérivée d'une transposition, fondée ou non, des résultats obtenus avec l'application du plan Marshall en Europe Occidentale après la guerre 1939-45. Aussi, l'examen des résultats tant sur le plan des idées que sur le plan des faits n'ayant pas conduit à des conclusions positives, nous assistons à des analyses critiques constructives ou négatives, critiques de plus en plus précises et répandues de la volonté d'impérialisme des pays développés occidentaux. C. Kindelberger résumait assez bien la thèse des protagonistes de cette "théorie" lorsqu'il disait que "The developed countries impose their will on developing countries particularly in trade and investment and to some extent through the use of foreign aid, administered directly or through international bodies which the developed countries control". (1)

Aussi, selon les adeptes et les penseurs de cette théorie, l'indépendance légale obtenu par les pays en voie de développement surtout depuis 1960 ne les mettent pas à l'abri de toute influence étrangère. Le changement de statut légal qui a mis un terme aux

(1) C. Kindelberger, "International Economics", 6th. edition, Richard D. Irwin, Inc. Homewood, Illinois, p. 382.

"lutttes armées ou non de libération nationale" et qui a conduit à la substitution des dirigeants autochtones aux administrateurs coloniaux désignés par les puissances coloniales, n'aurait donc réussi que théoriquement, mais non pratiquement, à substituer des rapports fondés sur le principe d'égalité des états souverains aux rapports de domination que caractérisait la pratique coloniale. La décolonisation ne marquerait donc qu'une transformation du mode d'influence des puissances coloniales où l'influence coloniale "interne" plus ou moins forte fera place à une influence exogène aux pays actuellement souverains, mais venant des institutions des anciennes métropoles.

Ainsi, selon eux⁽²⁾, d'une part, une étude théorique et/ou empirique de la politique d'aide au développement ne devrait donc pas ignorer cette idée d'impérialisme, et d'autre part, une étude des relations de domination entre les pays développés industrialisés et les pays en voie de développement devrait nécessairement passer par une analyse de l'aide internationale.

Notre travail consiste à l'estimation d'une fonction d'offre d'aide internationale aux pays en voie de développement.

Cette étude, tant sur le plan théorique qu'empirique, se caractérise par sa triple importance:

i) d'abord, elle permettra une analyse synthétique du concept pouvoir dont nous vérifierons l'existence dans une relation entre les pays développés et les pays en voie de développement.

(2) Voir note (28), page 44.

ii) Ensuite, coupant avec la tradition de la grande partie de la littérature courante sur la politique d'aide qui ne tient compte que des objectifs des pays développés uniquement ou des variables des pays en voie de développement exclusivement, nous nous proposons d'intégrer les variables pertinentes des donateurs et des bénéficiaires de l'aide.

iii) Enfin, sur le plan de politique économique, le modèle que nous présenterons sera utile pour les autorités compétentes dans la mesure où il permet au pays en voie de développement (pays développé) de déterminer de (à) quel pays il peut recevoir (octroyer) de l'aide et quel sera le montant de cette assistance.

Le travail s'organisera donc comme suit:

Dans la première partie, après un chapitre introductif sur l'historique et la politique de l'aide de la France et du Royaume-Uni, nous passerons en revue la littérature expliquant les flux d'assistance internationale. Nous commencerons alors par résumer les études s'inspirant en grande partie des modèles de la théorie des deux écarts. Ensuite, nous exposerons les grandes lignes de la pensée de l'école surtout marxiste qui voit en l'aide un instrument de domination.

La deuxième partie du travail sera consacrée à l'analyse théorique du concept du pouvoir d'un pays. Même si le pouvoir a été jusqu'à très récemment négligé dans la théorie économique, les autres sciences sociales l'ont étudié de façon extensive. Aussi, après avoir précisé le concept du pouvoir et retenu une définition, nous analyserons les conditions nécessaires et suffisantes à son existence et les éléments essentiels

au pouvoir en nous inspirant surtout des travaux des sociologues, psychologues et politicologues. Nous terminerons par le modèle de Harsanyi qui est une tentative de quantification du pouvoir d'un agent A sur un agent B.

Les limites théoriques et empiriques de la contribution d'Harsanyi nous induira, dans la troisième partie, à la formulation d'un modèle théorique du pouvoir du pays i sur le pays j . Les travaux de L. Dudley et C. Montmarquette sur l'aide ne nous seront utiles qu'après que nous aurions posé des hypothèses simplificatrices concernant le "marché" du bien pouvoir que nous présenterons comme un bien durable⁽³⁾.

Notre modèle inclura l'aide de l'agent A à l'agent B comme input dans la production du pouvoir de A sur B. Des conditions du premier ordre de maximisation de la fonction d'utilité collective sous la contrainte budgétaire usuelle et la fonction de production du bien pouvoir, nous déduirons l'offre d'aide internationale comme fonction du revenu y_j , de la population n_j , du degré de concentration des exportations du pays bénéficiaire j vers le pays donateur i , e_j , de la durée d'une relation particulière ayant existé entre j et i , x_1 , et d'une variable auxiliaire dum indiquant le fait que i et j appartiennent ou non à la même coalition.

Pour plus de facilité de manipulation, nous avons supposé que notre fonction d'utilité collective u a deux variables: h_j le service du pouvoir et x un bien agrégé représentant tous les autres biens dans l'économie.

(3) Dudley, L. and Montmarquette, C., "A Model of Supply of Bilateral Foreign Aid, Forthcoming, American Economic Review, March 1976.

L'estimation de cette fonction d'offre d'aide internationale facilite l'obtention des élasticités des différents inputs du bien pouvoir qui est une variable qualitative, plus ou moins subjective donc difficile à quantifier directement. Les variables explicatives de l'aide du pays i au pays j sont les facteurs de production du pouvoir de i sur j .

Même si le degré de collinéarité est élevé entre e_j , x_1 et dum dans le cas du Royaume-Uni, les résultats statistiques confirment l'hypothèse d'une multiplicité des motifs gouvernant la politique d'aide internationale. De meilleurs résultats ont été obtenus en éliminant des observations les pays n'ayant bénéficié exclusivement que des prêts bruts.

La France et le Royaume-Uni, à cause de leur passé historique colonial, ont été choisis pour l'étude empirique. Aussi commencerons-nous par une analyse de leur politique d'aide au développement que les différentes théories proposées tentent d'expliquer.

PREMIERE PARTIE

POLITIQUE D'AIDE INTERNATIONALE

Chapitre 1

Brève historique de/et la politique d'aide de la France et du Royaume-Uni

A. Le cas de la France

La politique de transferts de ressources de la France pour fin de développement international a commencé durant la période coloniale du pays. Le F.I.D.E.S. octroyait des subventions aux investissements dans les dépendances françaises uniquement. Son activité prit fin en 1958 avec la constitution de la Communauté Française.⁽¹⁾

Alors qu'avant 1954 l'Afrique du Nord et les Départements d'Outre-Mer (D.O.M.) ne bénéficiaient pas de ce programme, l'Indochine et les pays de l'Afrique Noire francophone en avaient été exclus à partir de 1954 et 1958 respectivement.

La politique d'aide au développement finançant des programmes de développement établis dans/et par les territoires mêmes, reposait sur les principes suivants:

- caractère économique et social du développement,
- coordination de l'initiative privée et des efforts du secteur public.

(1) Ce n'est toutefois qu'en 1946 qu'un organisme compétent les Fonds d'Investissements pour le Développement Economique et Social d'Outre-Mer (F.I.D.E.S.) a été créé pour gérer ce programme d'aide. Une revue de l'historique de la politique d'aide de la France et du Royaume-Uni peut être trouvée dans Reicher-Sgard, R. "Introduction à l'aide aux pays sous-développés". Tome 2. Historique, Dunod, Paris, 1966.

Le budget métropolitain subvenait à des dépenses administratives et à des frais courants. Entre 1954 et 1959, les fonds ainsi transférés se situaient entre 500 et 800 millions de dollars US.

Le développement de chaque territoire Outre-Mer était réalisé à partir de plan quadriennal dit d'équipement. La proportion du financement de ces plans fournie par la métropole entre les différentes périodes 1949-1953, 1953-1955 et 1955-1957 se situait respectivement à 55%, 75% et 90%.

Avant son indépendance, l'Algérie bénéficiait d'un statut particulier et était placée sous un régime d'autonomie budgétaire. Durant cette période, l'assistance française finançait partiellement les dépenses algériennes en enseignement et dans l'administration publique. En 1958, l'aide à l'Algérie se répartissait comme suit:

- 57 millions de dollars US de subventions et \$45 millions de prêts pour les dépenses d'équipement du budget.
- \$13 millions de subventions pour la construction de HLM en Algérie.

Avec l'accession à l'autonomie de 18 pays africains en 1958, le F.I.D.E.S. a été scindé en deux:

- F.I.D.E.S. pour l'Union Française,
- F.A.C. pour les pays indépendants.

La Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) succède à la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer. Ainsi, après l'indépendance, la France continuait à collaborer avec ses anciennes colonies. Des subventions budgétaires accordées par les F.A.C. (Fonds d'Aide et de

Coopération) sont maintenues.

Par le décret du 26 Décembre 1961, le Trésor Français était autorisé à accorder des garanties sur les emprunts en France en vue de financer le développement des Etats de la Communauté.

Mais, à partir de 1960, on constate une ouverture de la politique d'aide française vers des pays que la France n'avait pas colonisés. Ainsi, les assurances crédits pour les exportations vers les pays en voie de développement favorisaient surtout les pays de l'Amérique Latine. En conséquence, on assiste à une baisse de la part de l'aide bilatérale française destinée aux anciennes colonies et aux D.O.M. Ce rapport a baissé de 96% en 1962, à 83% en 1969.

Lorsque nous ne tenons compte que de l'aide publique au développement (APD), nous constatons, qu'excepté le cas de l'Afrique du Nord, la distribution de l'assistance française aux pays en voie de développement a été assez stable. L'apport public français au développement va surtout à l'Afrique au Sud du Sahara et à l'Amérique Centrale, deux régions où se trouvent concentrés les anciennes colonies de la France, et les DOM. Alors que le pourcentage de l'APD française reçu par l'Amérique Centrale varia de 15 à 18% entre 1964 et 1972, celui dont bénéficiait les pays de l'Afrique Noire se situait en général entre 41% et 49% de 1964 à 1971. Plus du tiers de l'aide française était destinée à l'Afrique Noire francophone qui s'est vue octroyer \$269.40 millions des \$783.60 millions que la France a consacrés à l'APD en 1960. Ces deux montants ont passé respectivement à 368.50 et 941.80 en 1968. L'Afrique Noire francophone membre de la Zone Franc recevait ainsi 34%,

48% et 39% de l'APD française en 1960, 1967 et 1968 respectivement.

Par contre, nous remarquons un désintérêt de plus en plus marqué à l'égard de l'Afrique du Nord. En effet, après avoir été la région la plus favorisée en 1960 avec 49%, l'Afrique du Nord n'avait reçu en 1972 que 7% des \$1611.72 millions de l'APD française.

Le Moyen-Orient et l'Asie du Sud ont été deux régions géographiques pratiquement ignorées par la France dans sa politique de distribution de l'APD.

L'un des avantages de la politique d'aide publique au développement de la France consiste au fait qu'elle favorise particulièrement les dons. Ce n'est qu'en 1970 que la France avait accordé proportionnellement parlant moins de dons, soit 71% des \$967.20 millions d'APD.

La part de l'APD de la France dans celle octroyée par tous les pays membres du Comité d'Aide au Développement a été assez instable de 1960 à 1972. En effet, elle a varié de 18% en 1960 à 20% en 1972 après avoir passé par son creux de 12% en 1966 et 1967.

Même si le rapport de l'APD et du PNB de la France a baissé de 1.34% à 0.65% de 1960 à 1970, la France demeure toujours le pays qui accorde le plus fort pourcentage de son PNB à l'assistance internationale.

B. Le cas du Royaume-Uni

La politique d'aide au développement du Royaume-Uni a ses

France: Aide biltatérale: distribution régionale et forme d'aide, en millions de dollars U.S.

	1960	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Europe	6.00	13.50	4.70	17.00	17.90	38.20	35.00	28.50	14.20	25.59
Afrique du Nord	383.20	282.30	195.60	144.90	128.60	153.80	176.60	169.90	165.30	109.35
Afrique Noire dont	307.50	345.60	319.20	327.00	386.00	422.00	436.90	421.80	525.60	856.67
Zone Franc	269.40	316.10	259.70	325.60	381.40	368.50				
Amérique du Nord et Centrale	41.40	118.60	107.30	124.30	136.90	144.10	141.10	152.10	218.40	297.87
Amérique Latine	3.20	18.60	14.70	25.60	9.50	32.80	42.70	45.50	49.00	86.42
Moyen-Orient	2.00	3.80	3.10	4.70	4.40	24.30	6.90	16.40	6.20	7.87
Asie du Sud	-	-	-	1.20	1.80	5.60	16.10	22.20	35.10	53.89
Extrême-Orient	6.60	16.80	16.00	16.30	41.90	37.40	31.80	29.90	51.80	43.44
Océanie	15.50	24.20	31.00	33.60	30.20	40.70	40.80	33.30	48.60	117.50
Total bilatéral	783.60	810.40	786.70	716.20	787.20	941.80	968.40	967.20	1184.70	1611.62
Dons	708.20	644.70	614.70	632.90	671.20	730.00	704.60	687.00	872.80	1242.08
Prêts	75.40	214.30	172.00	161.30	116.00	211.80	263.80	280.20	311.90	269.64

Source: Publications du Comité d'Aide au Développement

Années: 1960-64, 1965, 1966-67, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972.

France: Aide bilatérale: distribution régionale en pourcentage

	1960	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Europe	1	2	1	2	2	4	4	3	1	2
Afrique du Nord	49	32	25	20	16	16	18	18	11	7
Afrique Noire	39	43	41	46	49	45	45	44	44	53
dont Zone Franc	34	39	33	45	48	39				
Amérique du Nord et centrale	5	15	14	17	17	15	15	16	18	18
Amérique Latine	-	-	2	4	1	3	4	5	4	5
Asie du Sud	-	-	-	-	-	-	2	2	3	4
Extrême-Orient	1	2	2	2	5	4	3	3	4	3
Océanie	2	3	4	5	4	4	4	3	4	7

Les calculs ont été effectués à partir des donnés du tableau précédent.

racines dans l'histoire coloniale de ce pays. La continuation de cette politique, après la dislocation de l'empire colonial le plus important qu'ait connu l'humanité, a été souvent considérée comme répondant à la responsabilité morale que le Royaume-Uni avait à l'égard de ses anciennes dépendances.

A ses débuts, l'aide publique prenait trois formes:

- crédit pour le développement et le progrès social des colonies (140 millions de livres sterlings ont été versés entre 1959 et 1964)
- crédits pour équilibrer le budget des colonies
- emprunts consentis au "Colonial Development Corporation" qui faisait des projets en coopération avec les entreprises ou territoires étrangers.

Le Colonial Development and Welfare Act de 1940 fixait à 5.5 millions de livres sterling, les dépenses annuelles pour l'assistance; le Colonial Office était l'organisme de gestion de ces fonds.

Des crédits à l'exportation étaient consentis par les lois de 1949 et 1957. Il faut noter que la dernière lui permettait déjà des accords avec des pays qui ne faisaient pas partie du Dominion. Les avances ainsi consenties portaient des intérêts excédant seulement de 1/4% ceux que le gouvernement du Royaume-Uni devrait payer sur ses propres emprunts. Les titres émis par les pays emprunteurs étaient acquis par l'Export Credits Guarantee Department.

L'assistance financière du Royaume-Uni aux pays non membres du Commonwealth avait commencé en 1957-1958 et prenait surtout la forme

d'assistance technique et de formation de techniciens originaires de ces pays.

Les bourses d'études à tout pays bénéficiant de l'assistance économique du Royaume-Uni étaient accordées surtout par le Colonial Development and Welfare Funds, la British Industries Federation et le British Council.

Sur le plan administratif, le Department of Technical Cooperation remplaçait en 1961 le Colonial Office comme organisme officiel de la gestion de l'assistance financière, technique et économique du Royaume-Uni. A partir de 1970, le Ministry of Overseas Development qui avait pris la place du Department of Technical Cooperation en 1964 devenait le Overseas Development Administration intégré au Foreign and Commonwealth Office.

En 1970, le Royaume-Uni fournissait 1% de son PNB comme aide au développement. Ce chiffre se compare pourtant désavantageusement à celui de la France dans la mesure où plus des 3/5 de ces ressources proviennent du secteur privé. En plus de celà, le gouvernement du Royaume-Uni fournissait pratiquement le même montant en don comme en prêt. Ce n'est qu'en 1972 que le Royaume-Uni a accordé plus de la moitié de son APD sous forme de dons, soit 54%. Durant les autres années, les prêts bruts représentaient plus de 50% de l'APD du Royaume-Uni, soit 61% en 1971.

Une analyse statistique de la distribution régionale de l'APD du Royaume-Uni nous indique une diminution de l'importance accordée préalablement à l'Afrique au Sud du Sahara. Après avoir atteint son

Royaume-Uni: Aide bilatérale: distribution régionale et forme d'aide en millions de dollars U.S.

	1960	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Europe	27.34	21.83	33.40	30.45	28.99	31.59	19.06	33.37	28.19	88.99
Afrique du Nord	9.13	11.52	2.86	.64	.06	.13	.22	1.10	.40	14.75
Afrique Noire	123.58	211.25	210.01	191.58	176.62	176.45	150.89	145.93	195.16	211.54
Amérique du Nord et Centrale	21.44	18.33	15.72	23.74	23.37	28.94	32.04	37.43	52.82	54.08
Amérique Latine	1.97	3.85	11.31	9.23	.74	9.19	11.14	11.60	6.65	12.60
Moyen-Orient	13.02	29.68	37.51	43.47	38.53	13.14	8.85	6.42	5.99	5.29
Asie du Sud	86.26	126.64	95.42	129.91	122.50	140.23	127.54	147.26	183.62	234.39
Extrême-Orient	12.43	14.64	16.97	21.08	23.26	27.22	34.95	46.32	51.65	50.25
Océanie	3.08	7.14	9.40	11.54	11.46	14.57	18.67	19.93	47.77	31.21
Total bilatéral	311.52	447.69	427.80	469.73	444.80	460.39	429.76	465.18	609.71	749.97
Dons	161.61	235.40	260.22	269.32	269.02	223.94	207.62	204.49	236.18	401.49
Prêts	236.16	264.20	235.57	284.73	254.01	236.45	222.14	260.69	373.53	348.48

Source: Publication du Comité d'Aide au Développement

Années: 1960-64, 1965, 1966-67, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972.

Royaume-Uni: Aide bilatérale: distribution régionale en pourcentage

	1960	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Europe	9	5	8	6	7	7	4	7	5	12
Afrique du Nord	3	3	1	-	-	-	-	-	-	2
Afrique Noire	40	48	49	41	40	38	35	31	32	28
Amérique du Nord et Centrale	7	4	4	5	5	6	7	8	9	7
Amérique Latine	1	1	3	2	-	2	3	2	1	2
Moyen-Orient	4	7	9	9	9	3	2	1	1	-
Asie du Sud	28	28	22	28	28	30	30	32	30	31
Extrême-Orient	4	3	4	5	5	5	8	10	9	7
Océanie	1	2	3	2	3	3	4	4	8	4
Total bilatéral										
Dons										
Prêts										

Les calculs ont été effectués à partir des données de la page précédente

maximum de 49% en 1965, le pourcentage de l'APD du Royaume-Uni à cette région de l'Afrique a continuellement baissé jusqu'en 1972, année durant laquelle il ne représentait que 28% de l'assistance du Royaume-Uni aux pays en voie de développement.

Par contre, l'Asie du Sud a été de plus en plus favorisée par les responsables de la politique d'aide au développement du Royaume-Uni. Le pourcentage de l'APD de ce pays à cette région du monde a passé de 22% en 1960 à 30% depuis 1968. Le désintéressement vers l'Afrique se traduit aussi par une importance de plus en plus grande accordée à l'Extrême-Orient dont la part a augmenté de 4% à 7% de 1960 à 1972.

L'Afrique du Nord n'a pas été considérée dans la distribution régionale de l'aide alors que les pays du Moyen-Orient tendent à ne plus recevoir de l'APD du Royaume-Uni.

Le montant de l'aide publique bilatérale accordée par le Royaume-Uni pour le développement économique des pays du Tiers-Monde a passé de \$311.52 millions à \$749.97 millions ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de plus de 10%, entre 1960 et 1972.

Ces chiffres se situaient entre 7% à 9% du total de l'APD octroyée par les pays membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE qui ont accordé une aide publique au développement de 7,154.39 et 7,727.23 millions de dollars en 1971 et 1972 respectivement.

Cette stabilité plus ou moins grande, reflète le conservatisme relatif qui a caractérisé la politique d'aide au développement de la

France et surtout du Royaume-Uni. En plus de ce degré de fluctuation assez faible, nous remarquons un point commun majeur. En effet, même si les autorités compétentes de ces deux pays donateurs ont eu tendance à accorder de moins en moins d'aide à l'une des régions comprenant en majorité de leurs anciennes colonies (Afrique du Nord pour la France et Afrique Noire pour le Royaume-Uni), ce sont toujours les zones politiques en grande partie anciennement colonisées par ces deux pays qui sont les plus favorisées dans la distribution régionale de l'aide de la France et du Royaume-Uni.

Le but de notre travail étant d'expliquer en partie ces deux observations, nous commencerons par examiner la contribution des différentes théories proposées pour la résolution de notre problème.

Chapitre 2

Les différentes théories de l'aide internationale

Quelque soit leur nombre, les différentes études proposées pour justifier et/ou expliquer les flux d'aide internationale peuvent être classées en deux groupes:

- celles qui font appel aux besoins des pays en voie de développement et
- celles qui considèrent plutôt les motifs des pays donateurs comme les facteurs explicatifs les plus importants.

Section I - Etude des besoins des pays bénéficiaires

Des motifs relevant des principes humanitaires, induiraient les pays développés à financer la croissance économique dans les pays en voie de développement afin d'enrayer la pauvreté dans le monde. Les adeptes de cette théorie s'inspirent en général de l'idée maîtresse du modèle d'Harrod-Domar et/ou supposent implicitement et/ou

explicitement que:

- 1) le capital est la clef du développement,
- 2) l'accroissement de l'investissement contribue au développement,
- 3) les pays en voie de développement souffrent d'une pénurie de capitaux,
- 4) les importations de biens de capitaux sont indispensables à la croissance économique de ces pays,
- 5) les difficultés de balance de paiements des pays en voie de développement sont un indice des efforts de leur gouvernement afin d'accélérer le développement de leur économie.

Selon l'hypothèse ou les hypothèses fondamentales des modèles, les différentes versions de cette théorie peuvent être classées en trois groupes:

- i) celles qui considèrent l'aide comme épargne,
- ii) celles pour qui l'aide étrangère est une source d'acquisition de liquidités internationales,
- iii) celles où l'assistance internationale joue conjointement les deux rôles précédents.

A. Aide étrangère comme épargne.

Parmi les études de cette catégorie, nous pouvons retenir celles des experts des Nations-Unies et de Rosenstein-Rodan⁽¹⁾. D'une façon générale, les auteurs choisissent un taux de croissance désiré pour l'économie et en déduisent le niveau d'investissement requis. L'épargne domestique possible S est ensuite estimée ce qui permet alors de déterminer le montant de ressources étrangères nécessaires pour combler l'écart entre I et S .

1) Etude du groupe d'experts des Nations-Unies.

Avec comme année de base 1949, les auteurs retiennent un taux de croissance du revenu per capita de 2% pour l'ensemble des pays en voie de développement. Le niveau d'investissement exigé dans le secteur non agricole pour permettre un transfert annuel de 1% de la main d'oeuvre totale du secteur agricole est ensuite estimé. La détermination du montant d'investissement pour l'amélioration de la production agricole permet alors de trouver que le niveau d'investissement annuel total requis par l'ensemble des pays en voie de développement serait de \$19 milliards. En supposant que l'épargne domestique se stabiliserait à \$5 milliards durant toute la période de projection, le groupe d'experts trouve que le montant annuel d'aide internationale requis

(1) Group of Experts of United-Nations: Measures for the Economic Development of the Underdeveloped Countries, Report to the Secretary-General, United-Nations, New-York, 1951

Paul Rosenstein, "International Aid for Underdeveloped Countries", Review of Economic and Statistics, May 1963, pp. 101-138.

On peut aussi citer: Paul Hoffman, One Hundred Countries, One and One Quater Billion People, Washington, D.C., 1960. Jan Tinbergen et le Centre de Documentation du Comité d'Action par les Etats-Unis d'Europe, "La Communauté Européenne et les pays sous-développés", Paris, Mai 1959.

Table 1
 Estimates by the United Nations Experts (1951) of
 Capital Required by Under-developed Areas Annually in Industry and Agriculture
 to Raise Their National Income per Capita by 2 per cent Annually

1	2	3	4	5			6		7	8	9
				National income 1949	Net domestic savings 1949	Needed for (million dollars)		Total needed				Deficit (Col. 8 minus col. 5)
Expected rate of annual population increase 1950-1960 (per cent)	Population mid-1949 (millions)	National income 1949	Net domestic savings 1949			Indus- trializa- tion	Agri- culture		Total needed	Deficit (Col. 8 minus col. 5)	
Latin America	158	2.25	24,000	1,990	1,580	960	2,540	550			
Africa, excluding Egypt	178	1.25	13,200	720	1,780	528	2,308	1,588			
Middle East, including Egypt	94	1.50	9,000	540	940	360	1,300	760			
South Central Asia ^a	436	1.50	24,000	1,200	4,360	960	5,320	4,120			
Far East, exclud- ing Japan ^b	661	0.75	26,400	790	6,610	1,056	7,666	6,876			
Total	1,527	1.25	96,600	5,240	15,270	3,864	19,134	13,894			

^a Includes India, Pakistan, Ceylon, the Maldives Islands and the adjacent areas of Nepal and Bhutan.

^b Includes Burma, China (including Formosa), Korea, Mongolian People's Republic, Philippines, Thailand, British Borneo, Federation of Malaya, Hong Kong, Indonesia, Indochina, Macao, Timor, Singapore and New Guinea.

Source: *Measures for the Economic Development of Underdeveloped Countries*, Report to the Secretary-General, United Nations, New York, 1951, p. 76, Table 2.

pour la même période est de \$14 milliards.

2) Modèle de Rosenstein-Rodan⁽²⁾.

* On peut reprocher à l'étude précédente entre autre les faiblesses suivantes:

- i) la relation entre les niveaux d'investissement et de la production n'est pas précisée,
- ii) le postulat d'un niveau annuel d'épargne domestique constant pour toute la période de projection.

Le modèle de Rosenstein-Rodan qui apporte quelques légères modifications à celui d'Harrod-Domar, tente de pallier ces deux lacunes. En effet, l'auteur estime les taux moyen et marginal d'épargne pour les 15 années de projection⁽³⁾ et suppose un coefficient marginal de capital variant de 1 à 2.8 selon les pays. Le taux de croissance annuel de chaque économie est postulé à partir de la capacité que le pays a eu pour accroître son taux d'investissement durant les 5 années précédentes.

Après avoir éliminé les investissements privés dans le secteur pétrolier et minier et le 1/3 de l'aide alimentaire américaine Rosenstein-Rodan estime les flux annuels d'aide internationale requise

(2) P. Rosenstein-Rodan, op. cit.

(3) La fonction d'épargne est de type keynésien. L'année de base de l'analyse est 1961, la période de projection 1976. Cette période est subdivisée en trois périodes de cinq années chacune.

par l'ensemble des pays en voie de développement à 6.4 et 5.0 milliards de dollars pour les périodes 1962-1971 et 1972-1975 respectivement.

B. Aide internationale comme source d'acquisition de devises

internationales

Les modèles précédents sont plutôt adéquats pour les pays auto-suffisants sur le plan des importations des matières premières, des produits intermédiaires et des biens d'équipement. Rares sont les pays en voie de développement se trouvant dans de telles situations. Aussi les devises internationales peuvent être une contrainte à la croissance de leur économie. Les études que nous présentons dans cette section déterminent les montants de capitaux étrangers nécessaires aux pays du Tiers-Monde en faisant la différence entre la valeur des importations requises et celle des exportations attendues. Parmi ces études nous pouvons citer celles des Nations-Unies, de Gerda Blau, de Bela Balassa et de l'UNCTAD⁽⁴⁾.

1. Etude des Nations-Unies.

A partir de données et d'analyse régionales⁽⁵⁾, l'écart annuel entre les importations requises et les exportations possibles a été

(4) United-Nations, World Economic Survey, Part 1, New-York 1962
Gerda Blau, "Commodity Export Earnings and Economic Growth" in New Directions of World Trade, Proceedings of a Chatham House Conference at Bellagio, 16-24 Sept. 1963, Royal Institute of International Affairs, Oxford University Press, Great Britain, 1964.

B.A. Balassa, Trade Prospects for Developing Countries, R.D. Irwing, Homewood, Illinois, 1964.

UNCTAD Conference, Papers and Proceedings, Vol. 1, UNCTAD, 1964.

(5) Les pays en voie de développement ont été regroupés en cinq régions: Amérique Latine, Afrique, Asie Occidentale, Extrême-Orient et les autres pays en voie de développement. Les périodes de base et de projection de l'étude sont 1959 et 1970 respectivement.

estimé pour les pays en voie de développement à 20 milliards de dollars. La projection de la politique d'aide antérieure permet de situer à 9 milliards de dollars le flux annuel de ressources internationales en 1970. Pour trouver les 11 milliards restants, les auteurs de l'étude recommandent entre autres une libéralisation et expansion commerciales favorables aux produits des pays en voie de développement.

2. Etude de Gerda Blau⁽⁶⁾.

Ainsi, avec un taux de croissance annuel du GNP désiré fixé à 5%, l'effort supplémentaire fixé à 11 milliards par les Nations Unies se ramène à \$15 ou 3 milliards de dollars selon que l'on tient compte d'une hypothèse pessimiste sur la détérioration de 10% des termes d'échange ou du postulat optimiste sur l'évolution favorable des exportations des produits non primaires des pays en voie de développement.

3. Travaux de Bela Balassa⁽⁷⁾.

Cette étude représente l'une des premières analyses extensives et détaillées des besoins en devises étrangères des pays en voie de développement. Les pays en voie de développement sont regroupés en quatre régions: l'Afrique, l'Amérique Latine, l'Asie et le Moyen-Orient.

(6) Gerda Blau, op. cit.

(7) B. Balassa, op. cit. La période de base de son analyse est 1960 et la période de projection 1970 à 1975.

Les prévisions quant aux recettes d'exportations sont faites pour chaque région en désagrégant les produits exportés en 7 groupes et en émettant deux hypothèses alternatives quant au taux de croissance d'une part et quant à l'élasticité-revenu des importations des pays développés⁽⁸⁾. Les intervalles de variation de l'écart entre les dépenses d'importations d'une part et les recettes provenant des exportations d'autre part sont \$9.5 - 10.5 milliards et \$11.5 - \$13.5 milliards pour 1970 et 1975 respectivement.

Les études de ce groupe ne considèrent que le rôle de l'aide pour compléter les exportations comme source d'acquisition de devises étrangères. Cette conception semble impliquer que l'assistance internationale d'un pays développé à un pays bénéficiaire appartenant à la même zone monétaire n'a aucun rôle si la grande partie des importations de ce dernier provient du donateur. Nous reconnaissons ici l'une des faiblesses de cette approche qui ignore le fait que l'aide internationale peut compléter l'épargne domestique dans le cas d'une insuffisance de cette dernière. C'est à ce dernier point que tente de répondre le dernier groupe d'études en considérant simultanément les deux rôles précédents de l'aide internationale.

-
- (8) Les groupes des produits exportés sont:
- aliments de zone tempérée (bétail, viande, poisson, oeuf, etc...)
 - aliments tropicaux concurrencés (huile, gras, sucre, tabac, miel, etc...)
 - aliments tropicaux non concurrencés (banane, café, cacao, thé, etc...)
 - matières premières agricoles (caoutchouc, cuir, bois, fibres de textile, matières végétale et animale brutes, etc...)
 - combustible (pétrole, gaz naturel, etc...)
 - minéraux non combustibles, et métaux (fer, cuivre, aluminium, phosphate, zinc, etc...)
 - produits manufacturés.

Table 3

Balassa's Projections of Foreign Exchange Requirements of LDC's: 1970 and 1975

(Billion US Dollars)

LDC Region	Trade Balance						Services Balance						Current Account Balance					
	1960	1970:		1975:		1960	1970:		1975:		1960	1970:		1975:				
		1970:I	1970:II	1975:I	1975:II		1970:I	1970:II	1975:I	1975:II		1970:I	1970:II	1975:I	1975:II			
Latin America	+0.28	a) -0.1 b) -0.4 c) -0.6	-0.1 -0.4 -0.6	-0.0 -0.4 -0.9	-0.1 -0.6 -1.1	-1.76	-2.2	-2.3	-2.4	-2.6	-1.50	-2.6	-2.7	-2.8	-3.2			
	Africa	-1.23	a) -1.0 b) -1.1 c) -1.3	-1.2 -1.4 -1.6	-0.3 -0.6 -0.9	-0.7 -1.1 -1.6	+0.21	-0.6	-0.7	-0.9	-1.1	-1.02	-1.7	-2.1	-1.5	-2.2		
		Middle East	+1.12	a) +1.3 b) +1.2 c) +1.1	+1.2 +1.1 +0.9	+1.4 +1.2 +1.0	+1.4 +1.1 +0.8	-1.21	-1.6	-1.7	-1.9	-2.2	-0.09	-0.4	-0.6	-0.7	-1.1	
Asia			-1.51	a) -3.8 b) -4.0 c) -4.2	-4.0 -4.3 -4.6	-5.0 -5.4 -5.8	-5.7 -6.2 -6.7	-0.53	-0.7	-0.8	-0.9	-1.0	-2.04	-4.7	-5.1	-6.3	-7.2	
	Total: LDC's		-1.34	a) -3.6 b) -4.3 c) -5.0	-4.1 -5.0 -5.9	-3.9 -5.2 -6.6	-5.1 -6.8 -8.6	-3.31	-5.1	-5.5	-6.1	-6.9	-4.65	-9.4	-10.5	-11.3	-13.7	

Notes: Estimates I and II differ in terms of the assumed growth rates in LDC's and DC's. Estimates a), b), and c) differ in the assumed income elasticities of import demand. The current account balance has been obtained by adding the services balance to the b) estimates for the trade balance.

Source: Bela Balassa, *op. cit.*, pp. 95-104.

- C. Influx net de capitaux comme palliatif à l'insuffisance de l'épargne domestique et de devises étrangères.

Les études effectuées par Chenery en collaboration avec d'autres économistes représentent ce qui est maintenant convenu d'appeler dans la littérature, la théorie des deux écarts, ou du développement à trois étapes⁽⁹⁾. L'hypothèse centrale du modèle de Chenery et Strout (C-S) consiste à supposer qu'à un moment donné du temps, au cours de son processus de développement, tout pays en voie de développement doit faire face à l'une ou l'autre des trois contraintes suivantes:

- limite de la capacité d'absorption de l'économie,
- insuffisance de l'épargne domestique,
- pénurie de l'offre de liquidités internationales.

L'apparition d'un ou de plusieurs écarts entre l'offre et la demande requise de certains de ces facteurs devient inévitable créant ainsi des goulots d'étranglement dans l'économie et impliquant une sous-utilisation des autres facteurs de production. Dans ces conditions,

(9) I. Adelman and H. Chenery, "Foreign Aid and Economic Development: The Case of Greece", Review of Economics and Statistics, Feb. 1966, pp. 1-79.

H. Chenery and M. Bruno, "Development Alternatives in An Open Economy: The Case of Israel", Economic Journal, March 1962, 72, pp. 79-103.

H. Chenery and A. Mac Ewan, "Optimal Patterns of Growth and Aid: The Case of Pakistan", Pakistan Development Review, Summer 1966.

H. Chenery and A. Strout, "Foreign Assistance and Economic Development", American Economic Review, Sept. 1966, 56, pp. 679-732.

H. Chenery and K.S. Kretschmer, "Resource Allocation for Economic Development", Econometrica, Oct. 1956.

l'aide serait d'un grand concours dans la mesure où elle permet au pays de briser le(s) goulot(s) d'étranglement, d'utiliser pleinement les autres ressources et de poursuivre la croissance économique à un taux plus élevé.

L'analyse se concentre plutôt sur l'écart entre l'investissement et l'épargne d'une part et celui pouvant exister entre les recettes d'exportations et les dépenses d'importations requises, d'autre part. Le modèle comporte huit variables endogènes: V_t (PNB), I_t (investissement brut), S_t (épargne domestique brute), \bar{S}_t (épargne domestique brute potentielle), \bar{M}_t (importations de biens et services requises), M_t (importations de biens et services), E_t (exportations de biens et services), F_t (influx net de capital), C_t (consommation), où t indique la période.

Les équations fondamentales du modèle sont:

$$V_t = S_t + C_t \quad (1)$$

$$S_t = I_t - F_t \quad (2)$$

La limite de capacité de production est représentée par

$$V_t \leq V_0 + \frac{1}{k} \sum_{T=0}^{T=t-1} I_t \quad \text{avec } k = \frac{I_{t-1}}{V_t - V_{t-1}} \quad (3)$$

Les limites des capacités d'investir et d'épargner peuvent être résumées par les deux équations suivantes:

$$I_t \leq (1 + \beta) I_{t-1} \quad (4)$$

$$S_t \leq \bar{S} = S_0 + \alpha' (V_t - V_0) \quad (5)$$

où β est le taux de croissance maximum d'investissement, α' la propension moyenne à épargner.

La limite à la capacité d'investir se justifie entre autre par l'insuffisance de l'offre d'inputs complémentaires: (main d'oeuvre spécialisée, administrateurs, etc...). Si \hat{r} est le taux de croissance du PNB désiré, $V_t \leq (1 + \hat{r}) V_{t-1}$ (6)

Nous pouvons alors déduire deux phases de croissance, la phase I et la phase II étant caractérisées par la limite à la capacité d'investissement et la limite de capacité d'épargner respectivement. A la phase I correspond le modèle I composé des équations 1 à 5 alors que dans la phase II l'équation (6) remplace (4).

La troisième phase de la croissance est caractérisée par la possibilité d'insuffisance de devises étrangères pour le financement des importations des matières premières, des produits intermédiaires et des biens d'équipement requis par la production⁽¹⁰⁾. La contrainte de devise étrangère est alors incorporée dans le modèle par l'intermédiaire des hypothèses suivantes:

$$M_t \geq \bar{M}_t = \bar{M}_0 + \Gamma' (V_t - V_0) \quad (7)$$

où Γ' est la pension marginale à importer.

$$E_t = E_0 (1 + \epsilon)^t \quad (8)$$

où ϵ est le taux de croissance des exportations.

Dans la phase III les équations (7) et (8) remplacent les contraintes (4) et (5).

(10) Ces difficultés proviennent des problèmes structurels suivants: faible élasticité de demande des exportations et des importations des pays en voie de développement, instabilité du marché des produits exportés...

Chaque phase prend fin lorsque la contrainte pertinente (contrainte de capacité d'investir, d'épargne domestique et de devises étrangères) devient redondante.

L'influx net de capitaux étrangers pour que le pays atteigne un taux de croissance auto suffisant est égal à la somme des capitaux requis durant toutes les périodes.

Dans les phases IA et II, l'influx de capitaux est déterminé par la différence cumulée entre les niveaux d'investissement et d'épargne. Alors que dans les phases IB et III l'entrée nette de capitaux est égale à la différence cumulée entre les importations requises et les exportations⁽¹¹⁾.

D. Critiques à ces théories.

L'élégance théorique et la sophistication de cette analyse sont indéniables et justifient son utilisation par plusieurs offices de planification.

Toutes ces théories ont été reprises par l'O.N.U., ses organismes spécialisés, la Banque Mondiale, etc... ce qui conduisait la Commission Pearson à recommander aux pays donateurs de fournir chaque année au moins 1% de leur PNB comme assistance internationale au développement des pays économiquement faibles⁽¹²⁾. Ainsi "either

(11) La phase IB est celle où la contrainte de devises étrangères détermine l'influx de capitaux dans la phase I.

(12) "Partners in Development". Report of the Commission on International Development, Praeger Publishers, New-York, 1970.

progress or retrogression can be advanced in support of the continuation or expansion of aid; the former as evidence of its success, the latter as evidence of the need for its reinforcement"⁽¹³⁾. Malgré ces succès remarquables au niveau institutionnel, ces différents modèles, de détermination des besoins d'aide internationale des pays en voie de développement, ont subi plusieurs genres de critiques:

1. Critiques de J. Fei et G. Ranis et de J. Bruton⁽¹⁴⁾

Fei et Ranis commencent par contester la structure du modèle lui-même. En effet, les modèles M_1 , M_2 et M_3 des phases I, II et III respectivement consistent chacun en un système de 7 équations à 8 variables. Alors que M_t et E_t sont indéterminés dans M_1 et M_2 , S , I et C le sont dans M_3 . Ces variables ne pourront être déterminées qu'avec l'utilisation des équations (7) et (8) dans M_1 et M_2 , et de (3) et (5) dans M_3 . Nous pouvons ainsi obtenir le trade gap F^t dans M_1 et M_2 alors que M_3 ne peut nous donner que le saving gap F^s . Chaque modèle devient alors surdéterminé avec un système de 9 équations (les deux équations ajoutées à chaque modèle) à 8 variables. Il peut en plus apparaître un écart ex ante entre F^s et F^t . Cette surdétermination peut avoir des implications entre autre sur le passage d'une phase de croissance à une autre et le processus d'ajustement de l'économie. Selon Fei et Ranis, C-S ne justifient pas les hypothèses implicites qui leur permettent d'explicitement le comportement de l'économie durant chaque phase et pendant le

(13) P.T. Bauer, "Dissent of development" Scottish Journal of Political Economy, 16, 1969, p. 88.

(14) John Fei and Gustav Ranis, "Foreign Assistance and Economic Development: Comment", American Economic Review, Sept. 1968, pp.897-912. J. Bruton, "The Two Gap Approach to Aid and Development: Comment", American Economic Review, June 1969, pp. 439-446.

passage d'une phase à l'autre.

Selon eux, les justifications par des raisons socio-politico-économiques et techniques avancées par C-S pour expliquer le fait que des forces opérantes dans une phase conduisent à la pertinence d'autres règles de fonctionnement dans une phase ultérieure, ne sont pas satisfaisantes.

L'hypothèse selon laquelle "the less developed country will acquire first an aptitude for organizing and investing (pour accroître la capacité d'absorption de l'économie), for austerity (pour augmenter S), and finally for achieving technological flexibility (pour supprimer l'écart entre M et E), in that order"⁽¹⁵⁾ est dénuée de tout fondement économique.

Enfin, Fei et Ranis contestent la détermination de façon exogène du taux de croissance désiré \hat{r} de l'économie. Cette objection est renforcée par le fait qu'un trop grand optimisme influence

la fixation de \hat{r} dans la mesure où l'influx d'aide internationale en tout temps est déterminé par $\max(F^S, F^t)$.

Les critiques de Bruton émanent plus ou moins de cette dernière objection de Fei et Ranis. Selon lui, "aid is gap producing, not gap covering, and that accepting it as the latter can in fact impede, rather than facilitate, development"⁽¹⁶⁾. Cette affirmation ne peut

(15) J. Fei and G. Ranis, op. cit. p. 907.

(16) J. Bruton, op. cit., p. 440.

être confirmée que si l'on s'interroge sur la source même des écarts. Contrairement à C-S, il pense que les deux écarts ne sont pas dûs aux structures de l'économie, mais plutôt à l'incapacité et/ou au manque de volonté à prendre les mesures qui s'imposent afin d'éliminer ou d'atténuer les divers problèmes.

Un influx de ressources internationales favorise une politique de substitution aux importations. Les biens dont la production est rendue possible par cette politique sont en général des biens de consommation. Aussi, après une période plus ou moins longue, une baisse de l'aide étrangère, qui supportait une telle politique, induirait inévitablement une chute dans le taux d'investissement. L'apparition d'un écart est alors inévitable; cet écart est le signe d'une mauvaise allocation des ressources dans le passé. La pénurie d'une main d'oeuvre qualifiée, de connaissances technologiques, etc..., afin de produire des biens de capitaux plutôt que des biens de consommation aurait pu être évitée par de plus grands efforts dans l'éducation, la santé, etc...* "Aid can provide the resources to correct or change this set of circumstances (en parlant des différents écarts). Aid can also do something else. It can provide the resources with which an economy can continue to function acceptably without bringing about the elimination of the distortions or changing the structure. By

* Cette recommandation est importante dans la mesure où dans la théorie traditionnelle des deux écarts, lorsqu'il y a contrainte de liquidités internationales, l'économie ne peut utiliser toute sa capacité d'épargne car elle ne peut transformer cette épargne en liquidités internationales. Dans ces conditions une partie de l'épargne domestique serait gaspillée. C'est justement cette partie qui aurait pu être utilisée pour les investissements en éducation, santé... ou tout autre secteur ne nécessitant pas des importations donc des devises étrangères.

Pour plus de détails consulter: H. Askari and V. Corbo, "Survey of two gap models in development planning", Institut International d'Economie Quantitative, Concordia Université, Nov. 1974.

relieving the pressure on the system, aid may also reduce not only the incentive to make painful changes, it may hide location of the right allocations". (17)

2. Aide substitut ou complément à l'épargne domestique

L'une des conséquences dans l'ajournement de l'adoption de politiques qui s'imposeraient afin d'apporter les changements nécessaires, pourrait être une atténuation de l'effort de la mobilisation de l'épargne domestique. Dans ce cas l'aide étrangère pourrait même ne plus être un complément à l'épargne comme le supposent les différentes versions de la théorie des deux écarts. Les travaux de A. Rahman sur quelques pays du Tiers-Monde lui permettent de trouver une propension moyenne à épargner de la forme $\frac{S}{Y} = 0.14 - 0.25 \frac{H}{Y}$ ($t = 2.5$). Griffin et J.L. Enos trouvent une propension marginale à épargner par rapport à l'aide encore plus faible $\frac{S}{Y} = .11 - 0.73 \frac{H}{Y}$ (18) ($t = 6.6$)

(17) J. Bruton, p. 445.

L'une des mesures de correction pourrait consister soit à une dévaluation, une taxe sur les exportations du secteur traditionnel. Dans son article, "Foreign Exchange Constraint" *Kyklos*, Vol. XXIII, 1970, Fasc. 2, il pense que la politique optimale en vue de contrôler les importations et encourager les exportations serait un système de taux de change multiple et/ou un système de contrôles commerciaux. Cette politique ne pourrait être réalisée que si les différentes variables (biens consommés, exportés, importés) étaient assez désagrégées afin de permettre la possibilité d'une mesure plus précise de l'impact des différentes décisions de politique économique. Voir H. Askari and V. Corbo pour plus de détails.

(18) H est l'influx net de capitaux.

A. Rahman, "Foreign Capital and Domestic Savings: A test of Haavelmo's hypothesis with Cross-Country data", *Review of Economics and Statistics*, Feb. 1968.

K.B. Griffin and J.L. Enos, "Foreign Assistance: Objectives and Consequences", *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 18, no. 3, April 1970.

Aussi, les pays en voie de développement "may voluntarily relax domestic savings efforts when more foreign aid is available than otherwise"⁽¹⁹⁾.
Nurul Islam pense aussi que

"a short fall in Aid could be accompanied by intensification of efforts for the mobilisation of domestic resources if social pressures for an imperatives of development were considered equally demanding" (20) *.

3. Aide et endettement

Cette infirmation de l'hypothèse d'une élasticité de substitution nulle entre l'épargne et l'influx net de capitaux peut compromettre la croissance du pays en voie de développement si nous considérons que les capitaux étrangers sont constitués en partie de prêts qu'il faudra rembourser ultérieurement**.

Même si à court terme, l'influx de capitaux permet de combler les deux écarts, les conditions de prêts peuvent induire de sorties massives de capitaux renforçant ainsi le déficit de la balance des paiements et la pénurie de capitaux domestiques. Il est même possible que

(19) A. Rahman, op. cit.

(20) N. Islam, "Foreign Assistance and Economic Development: the Case of Pakistan", Economic Journal Special Issues, no. 82, Mars 1972, p. 512.

* Si l'on peut douter de la qualité théorique et des implications empiriques d'un modèle à une équation, on peut aussi se poser des questions sur la valeur de la fonction d'épargne, de type keynésien simple, qui apparaît dans le modèle C-S. En effet, une revue de la littérature sur la fonction d'épargne en pays en voie de développement confirme l'hypothèse du revenu permanent légèrement modifiée. Pour plus de détails, voir: Niksell and Zinser, "Savings Function in Developing Countries: A Survey of the Theoretical and Emperical Literature", Journal of Economic Literature, March 1973, Vol. XI, no. 1, pp. 1-26.

** L'élasticité de substitution nulle reflète l'hypothèse de complémentarité parfaite entre les devises étrangères et l'épargne. Les prêts sont intégrés dans l'analyse dans la mesure où la plupart des promoteurs des différentes versions de la théorie des deux écarts ne font aucune différenciation dans les influx de capitaux selon qu'ils proviennent du secteur privé d'une part ou du secteur public d'autre part. En plus, les conditions des prêts n'ont pas été souvent considérées.

la valeur des ressources, requises pour les paiements de la dette extérieure et son service, dépasse celle de l'influx annuel de capitaux étrangers. Ainsi, de 1962 à 1966, les paiements moyens annuels de la dette publique extérieure de toute l'Amérique Latine s'élevaient à 1596 millions de dollars américains alors que pour la même période, l'aide moyenne américaine à ces pays n'était que de \$1213 millions⁽²¹⁾.

Il est toutefois possible aux adeptes de différents modèles analysant les besoins en aide internationale des pays en voie de développement, de soutenir que la situation de ces pays aurait été pire en absence de l'aide.

Néanmoins, même si cette critique n'est pas valable, l'hypothèse fondamentale conférant explicitement au capital le rôle primordial dans la croissance peut être aussi contestée.

4. Le capital n'est pas le seul facteur nécessaire au développement

En effet, l'environnement socio-politique, économique et culturel contient autant de variables non négligeables comme le confirme l'étude de Adelman I. et Morris, C.⁽²²⁾. Le but de leur modèle est de

(21) Magdoff, "L'âge de l'impérialisme", Maspero, Paris, 1969.

(22) Adelman, I. and Morris, C., "An Econometric Model of Socio-Economic and Political Change in Underdeveloped Countries", American Economic Review, Vol. LVIII, Dec. 1968, no. 5, pp. 1184-1218.

déterminer les facteurs économiques et non économiques pouvant influencer la capacité de croissance d'une économie en voie de développement. L'étude porte sur la période 1957-1962. Le modèle fondamental consiste en un système de 14 équations à 19 variables. Elles retiennent 39 indicateurs de développement et, en vue d'obtenir un estimé de la "discriminant function", elles classifient les pays de l'étude en trois groupes. Alors que le premier groupe est caractérisé par un taux de croissance du revenu per capita d'au moins 2% entre 1950-1964 et une position privilégiée dans la classification des pays selon 7 indicateurs économiques, le dernier regroupe les pays ayant expérimenté un taux de croissance du revenu per capita inférieur à 1%⁽²³⁾. La deuxième catégorie regroupe les autres pays. Les multiplicateurs indiquant l'impact relatif d'une variable sur le potentiel du développement économique ont été ensuite estimés. Les résultats suivants ont été obtenus pour les 10 variables les plus significatives:

X_{13} (2.309), degree of modernization of outlook, X_{31} (2.169), degré d'extension du dualisme, X_{21} (2.13), level of adequacy of Physical Overhead capital X_8 (1.98), X_4 (1.624), importance de la classe moyenne locale X_{24} (1.062) X_{33} (.955), the extent of leadership commitment to economic development X_{49} (.940), taux d'alphabétisation X_{26} (.884),

(23) Les indicateurs économiques sont: changement dans le degré d'industrialisation (X_4), degré d'amélioration dans la productivité agricole, (X_7), dans la structure des institutions financières, X_{13} dans le système de taxation (X_{10}) X_9 , taux d'investissement brut (X_4 , taux d'addition au stock de ressources humaines t X_{33}).

X_7 (.823) et degré de mobilité sociale, X_{25} , (.797)⁽²⁴⁾.

Ainsi parmi ces 10 variables, 4 seulement sont d'ordre purement économique, (X_4 , X_7 , X_8 et X_{13}), une est politique (X_{49}), les autres relevant soit du domaine socio-économique ou social (X_4 , X_{24} , X_{33} , X_{26} , X_{25}). Aussi, dans la mesure où l'aide ne joue pas sur les institutions et les structures économiques sociales et politiques, etc..., Bauer pense que "Foreign aid cannot promote development if the population at large is not interested in material success of it, is strongly attached to values and custom in compatible with material progress"⁽²⁵⁾.

Mais, à part ces critiques des modèles de détermination de besoin en aide quant à l'impact de l'influx de capitaux étrangers sur la structure économique, l'épargne domestique, l'endettement extérieur et le taux de croissance du pays bénéficiaire, l'une des faiblesses majeures que l'on pourrait leur reprocher est l'absence totale des motifs et des variables des pays donateurs dans la détermination du volume et la répartition géographique et/ou sectorielle de l'aide internationale. Comment les pays donateurs membres du Comité d'Aide au Développement répartiront l'aide si la valeur des ressources qu'ils peuvent fournir

(24) Voir définition de X_{21} , X_4 , X_7 dans la note de bas de page précédente. Le fait que X_{13} soit le plus significatif est une confirmation de l'étude théorique sur les institutions financières en pays en voie de développement surtout par E.S. Shaw dans "Financial Deeping in Economic Development", Oxford University Press, New-York, London, Toronto, 1973.

(25) Bauer, op. cit., p. 87.

est inférieure à celle des besoins des pays en voie de développement? En plus, supposer par exemple que le montant d'aide internationale est endogène pour le pays bénéficiaire est une hypothèse qui détermine un rôle passif aux pays donateurs dans la politique d'aide. La contrainte budgétaire entre autre des pays développés ne serait pas importante dans la décision. Il va sans dire que ce postulat très fort est dénué de tout fondement théorique et empirique.

Section 2 - Etudes des motifs des pays donateurs

A. Etudes du volume d'aide internationale.

Ce groupe d'études tente de répondre à l'objection précédente. Si la littérature à ce sujet est très abondante, (OCDE...) le volume de Francis X. Colaço⁽²⁶⁾ peut être considéré comme une analyse synthétique de la matière, aussi nous limiterons-nous à le résumer. Les variables généralement retenues sont l'équilibre budgétaire, le taux de variation des prix, la balance des paiements et le niveau d'activité économique du pays donateur *i*. Les estimations économétriques en série chronologique (1960-1970) faites par cet auteur pour les six plus importants pays donateurs donnent les résultats suivants:

(26) Colaço, F.X., "Les considérations d'ordre économique et politique et le volume de l'aide publique aux pays en voie de développement", O.C.D.E., Paris, 1973.

$$A_t = a_0 + a_1 BB_t + a_2 CAB_{t-1} + a_3 RP_{t-1}$$

Etats-Unis: $A_t = 2529.50 + .02BB_{t-1} + .01 CAB_{t-1} - 169.49 RP_{t-1}$
 (6.76) (1.67) (.18) (2.20)

$$\bar{R}^2 = .69 \quad DW = 2.02$$

France: $A_t = 3087.58 - .04BB_{t-1} - .08CAB_{t-1} - 74.55 RP_{t-1}$
 (16.85) (2.00) (6.61) (1.53)

$$\bar{R}^2 = .86 \quad DW = 1.96$$

Royaume-
Uni : $A_t = 173.87 - .00 BB_{t-1} - .00 CAB_{t-1} - 6.39 RP_{t-1}$
 (7.65) (.12) (.02) (1.09)

$$\bar{R}^2 = - .23 \quad DW = .81$$

R.F.A.: $A_t = 657.56 + .01 BB_{t-1} + .09 CAB_{t-1} + 276.13 RP_{t-1}$
 (.52) (.09) (1.76) (.52)

$$\bar{R}^2 = .22 \quad DW = 1.65$$

Japon: $A_t = 296.44 - .03 BB_{t-1} - .09 CAB_{t-1} - 14.35 RP_{t-1}$
 (1.80) (.49) (2.19) (.62)

$$\bar{R}^2 = .62 \quad DW = 1.35$$

Canada: $A_t = 44.67 + .04 BB_{t-1} + .04 CAB_{t-1} + 73.16 RP_{t-1}$
 (1.54) (2.18) (1.95) (8.10)

$$\bar{R}^2 = .91 \quad DW = 2.74$$

où A_t = volume d'aide accordé par le pays donateur

BB = équilibre budgétaire du pays donateur

CAB = balance des paiements courants du pays donateur

valeur de t-Student entre parenthèses

RP = taux de variation des prix domestiques

t = période.

Les résultats sont très significatifs pour le Canada où le signe positif du coefficient de RP_{t-1} , selon l'auteur, reflète une certaine indépendance de la politique d'aide par rapport à la conjoncture.

La corrélation de .715 entre BB_{t-1} et CAB_{t-1} pour le Japon rend difficile l'interprétation du coefficient de BB_{t-1} quoique les résultats économétriques soient satisfaisants.

La balance des paiements est la seule variable significative pour la République Fédérale d'Allemagne.

Le signe négatif de CAB_{t-1} de la France indique qu'une détérioration de la balance des paiements entraîne une hausse de l'assistance française aux pays en voie de développement dont la plupart appartient à la Zone Franc. Colaço explique ce signe par le fait que l'aide aux pays en voie de développement de la Zone Franc est en grande partie dépensée en France. Or la France concentre son aide dans ces pays. La collinéarité entre RP et CAB (.814) biaise le t de Student rendant difficile toute inférence statistique de a_2 pour les Etats-Unis. Les piètres résultats obtenus pour le Royaume-Uni suggèrent:

"qu'aucune des trois variables économiques considérées n'a de coefficient significatif. Ces résultats impliquent que les variables non économiques exclues rendent compte de l'évolution des versements bruts du Royaume-Uni durant les années 1960" (27)

(27) F.X. Colaço, op. cit., p.111.

Les lacunes de ce genre de modèle résident dans le fait qu'en plus de ne pas nous expliquer la répartition régionale de l'aide au développement, elles ne nous disent rien sur les motifs poussant les pays industrialisés à allouer des ressources pour fin d'assistance internationale.

B. Motifs des pays donateurs comme variables explicatives des flux d'aide publics au développement.

Ces études, contrairement à celles du premier groupe, trouvent que les pays développés, par leurs intérêts, déterminent la politique de l'assistance internationale et sont ainsi les principaux acteurs.

Il faut reconnaître ici le rôle prépondérant de l'école marxiste pour qui les motifs des pays donateurs ne sont qu'une déduction logique et directe de la loi tendancielle du taux de profit. Cette loi, une des pièces maîtresses de l'oeuvre de Marx, peut se résumer comme suit: (28)

(28) Samir Amin, "Accumulation à l'échelle mondiale", ed. Anthropos, Dakar, 1971

Paul Baran, "Economie politique de la croissance", Maspero, Paris, 1970

Paul Baran et Sweezy, "Capitalisme monopoliste", Maspero, Paris, 1970

A. Emmanuel, "L'échange inégal", Maspero, Paris, 1972

André Gunder Frank, "Développement du sous-développement", Maspero, Paris, 1972

Karl Marx, "Capital", Livres II et III, ed. Garnier Flammarion, Paris, 1969

Karl Marx, "Fondements de la critique de l'économie politique", ed. tomes I et II, Anthropos, Paris, 1967

Christian Palloix, "L'économie mondiale capitaliste", Tomes I et II, Maspero, Paris, 1971.

Soient Π le taux de profit = $\frac{PV}{C+V}$

α le taux de plus-value = $\frac{PV}{V}$

γ la composition organique du capital = $\frac{C}{V}$

C le capital constant (machines et matières premières)

V le capital variable (valeur d'échange du travail)

PV la plus-value

$$\Pi = \frac{PV}{C+V} = \frac{1}{(C+V)/PV}$$

On pourrait alors démontrer que $\Pi = \frac{\alpha}{1+\gamma}$

Si le taux de croissance de α , $(\frac{d\alpha}{\alpha})$ est inférieur à celui de γ , $(\frac{d\gamma}{\gamma})$ il y a tendance à la baisse du taux de profit.

Marx démontre la loi tendancielle de la baisse du taux de profit en explicitant la relation entre α et γ par la contradiction du mode de production d'une part, et la contradiction entre le niveau des forces productives et les rapports de production, d'autre part.

La valeur du travail se décompose en valeur d'échange du travail V d'une part, et en plus-value d'autre part, PV .

La valeur d'échange du travail, le prix des biens de subsistance, déterminent le coût d'entretien et de reproduction de cette force de travail.

Dans une économie capitaliste, le capital se concentre dans les secteurs des biens d'investissement au détriment du secteur des

biens de consommation qui est par conséquent le plus intensif en travail.

Cette distribution sectorielle du capital implique une productivité plus faible dans ce dernier secteur induisant une hausse du prix relatif des biens de consommation, menaçant ainsi le taux de profit dans les secteurs utilisant plus de capital. Une façon de renverser une telle tendance serait de rendre plus dynamique le secteur agricole ce qui aurait pour conséquence une plus grande valorisation de la force du travail. Ce résultat serait contraire à l'idéologie capitaliste qui veut nier toute valeur au travail. Laissée à elle-même, l'économie capitaliste expérimenterait une baisse du taux de profit, réduisant ainsi l'incitation à investir. Pour éviter son autodestruction, conséquence logique de l'analyse précédente, l'économie capitaliste a, entre autre, trois recours possibles: élargir son marché par des exportations, pouvoir investir à l'extérieur, pouvoir importer des matières premières⁽²⁹⁾.

Le rôle de l'aide internationale consisterait à réaliser ou faciliter la réalisation de ces trois objectifs⁽³⁰⁾.

(29) $\Pi = \frac{PV}{C+V}$. Pour accroître Π , il faut soit hausser PV ou

baisser C+V. Les deux premières mesures permettent de hausser PV alors que la troisième, en baissant le coût des matières premières, baisse C.

(30) Magdoff, op. cit., chap. 4.

Tibor Mende, "De l'aide à la recolonisation", ed. Seuil, Paris, 1972

Teresa Hayter, "Aid as imperialism", Penguin Books, 1971.

1. Aide internationale en vue de promouvoir les exportations du pays
donateur

Cette raison se trouve aussi confirmée par l'étude de Francis X. Colaço dans laquelle nous remarquons la prédominance de la balance des paiements dans la détermination du montant des ressources financières mise à la disposition des pays en voie de développement.

Ainsi, malgré son coût élevé, pour les pays économiquement faibles, les pays défavorisés favorisent l'aide liée, ce qui obligerait les pays assistés d'acheter les produits du pays donateur.

Evaluation des coûts supplémentaires dûs à l'aide liée

Pays	Evaluation des coûts supplémentaires (%)
Chili	12.4
Colombie (1967)	10 - 15
(1968)	30 - 35
Inde - Produits chimiques	14.9
Engrais azotés	80.0
Iran	15.0
Pays d'Amérique Latine	24.0
Pakistan	12.0
Tunisie	20.0

Source: Francis X. Colaço, op. cit., p. 81.

Exportations américaines financées par l'aide en 1965

Groupe de produits	Exportations totales U.S. (1)	Exportations U.S. (2) financées par l'aide	(1)/(2) en %
Machines et équipement lourd	6.302	333	5.3
Produits sidérurgiques	689	168	24.4
Produits chimiques	2.037	112	5.5
Véhicules à moteurs, moteurs et pièces	1.972	91	4.6
Engrais	230	70	30.4
Métaux non ferreux	625	72	11.5
Caoutchouc et dérivés	344	33	9.6
Pétrole et dérivés, excepté le gaz	483	36	7.5
Textiles de base	571	31	5.4
Équipement ferroviaire lourd	146	43	29.5

Source: Charles D. Hyson et Alain M. Strout, "Impact of Foreign Aid on U.S. Exports", Harvard Business Review, Janvier - Février 1968, p. 71.

L'aide non liée aura aussi un impact favorable sur les exportations du pays donateur d'une façon indirecte puisqu'elle permet une hausse de revenu via le multiplicateur ce qui induira un accroissement des importations du pays bénéficiaire par l'intermédiaire de sa propension marginale à importer.

Les études de Chenery & Strout⁽³¹⁾ utilisant les données de 31 pays en voie de développement, pour la période 1957-1962 situaient la productivité marginale de l'assistance économique en terme de revenu entre .35 et .91/dollar.

La politique d'assistance internationale semble avoir réussi dans la réalisation de cet objectif dans le cas des Etats-Unis. Ainsi, grâce à l'aide qu'ils accordaient, les Etats-Unis ont réussi à augmenter la part de leurs exportations dans les importations totales de certains pays en voie de développement. Ce pourcentage a passé de 6.4 à 41.7 pour l'Inde et de 5.8 à 15.8 pour le Nigeria de 1950 à 1966⁽³²⁾.

Il faudrait toutefois noter que les résultats d'une politique dynamique d'exportation financés directement par l'aide pourrait fluctuer avec le volume de cette aide à l'exportation. L'amplitude de ces fluctuations serait pourtant atténuée par les effets de démonstration créés par le contact des pays bénéficiaires avec les produits,

(31) H. Chenery et A. Strout, op. cit.

(32) Magdoff, op. cit.

Il faudrait toutefois noter que durant les périodes coloniales, les marchés de ces pays colonies britanniques étaient protégés en faveur du Royaume-Uni. L'aide seule ne peut donc constituer le seul facteur d'explication de l'évolution des pourcentages.

la technologie, etc... du pays donateur. Aussi, afin de renforcer cet effet de Duesenberry, de promouvoir et stabiliser leurs exportations vers les pays en voie de développement, les pays donateurs accorderaient parfois une assistance internationale dans le but de permettre une expansion de leur culture. La culture façonnant en grande partie les fonctions de préférence des agents économiques, donc déterminant les biens consommés, le but du recours à l'assistance française en vue de la diffusion d'une culture qui vise à l'universalité et le désir légitime d'une nation de propager sa culture par des moyens pacifiques devient clair et n'est plus alors surprenant.

2. Aide pour garantir des sources de matières premières

Même si l'impact de l'aide sur les exportations des pays donateurs vers les bénéficiaires est élevé, le faible niveau de revenu de ces derniers pays limite toutefois leur capacité d'importer. Aussi, afin d'éviter la baisse du taux de profit, les marxistes pensent que les pays capitalistes concentreraient leur effort d'aide dans les pays riches en matières premières. Les importations de ces produits des pays, réduiraient le capital constant qui apparaît au dénominateur du taux de profit. Mais ces pays ne disposant pas de ressources humaines, techniques et financières adéquates, le pays capitaliste devrait veiller à la réussite de l'exploitation des produits primaires. L'aide internationale serait le moyen auquel il aura recours soit pour financer directement l'influx net de biens d'équipement, etc... indispensable soit pour créer des conditions favorables à la mobilité des capi-

taux privés vers les pays en voie de développement⁽³³⁾.

3. Aide pour des raisons politiques et idéologiques

Il faut pourtant noter la possibilité qu'un pays hostile au modèle de type capitaliste limite l'influx des capitaux étrangers et procède même à des nationalisations. Aussi, l'aide devrait servir à gagner, maintenir et/ou étendre l'influence internationale du pays donateur d'une part, et endiguer le communisme⁽³⁴⁾, d'autre part. Cette pratique permettra alors aux pays capitalistes d'introduire et/ou de maintenir le système de propriété privée qui favorise des taux de profits élevés dans les pays bénéficiaires de leur aide.

Malgré la multitude des motifs que nous venons d'exposer, nous ne pouvons nier la logique interne de l'approche marxiste de l'aide internationale*. En plus, cette approche répond en partie à la question de répartition internationale de l'aide dans la mesure où

(33) Le taux de profit étant plus élevé dans les pays en voie de développement, la main d'oeuvre étant abondante et peu chère, les investissements étrangers ne se concentreront pas uniquement dans le secteur primaire. Voir A.G. Frank, P. Baran, Samir Amin, op. cit.

(34) Les données statistiques montrent que l'assistance américaine à la Yougoslavie était plus importante que celle accordée par les Etats-Unis à l'Amérique Latine lors de la menace de Staline contre Tito. L'aide américaine à l'Amérique Centrale et du Sud a augmenté avec la prise de pouvoir par Castro et les menaces d'exportations de la révolution cubaine. Elle a baissé avec la détérioration de l'influence de Castro.

* Dans ses études, Leo Tansky, trouve que certains de ces motifs d'aide internationale s'appliquent aussi à la pratique des pays socialistes en général et de l'U.R.S.S. en particulier. Il faut noter qu'une critique complète de cette approche devrait donc remonter à celle de la loi tendancielle de la baisse du taux de profit ce qui en soi constitue une thèse et dépasse le cadre de notre travail. Le lecteur intéressé peut toujours se référer aux articles de Edwin Charle, "The Concept of New Colonialism and its Relation to Rival Economic Systems", Social and Economic Studies, Vol. 15, no. 4, Dec. 1966 et "English Colonial Policy and the Economy of Nigeria", The American Journal of Economics and Sociology, Vol. 26, no. 1, Jan. 1967 et à l'ouvrage de Bo Sodersten, "International Economics", Harper & Row, Publishers, New York, 1970.

les pays pouvant le plus favoriser et temporiser la destruction du système capitaliste seront les plus avantagés. Pourtant, très peu d'efforts de quantification de la valeur explicative relative des différents motifs d'aide ont été effectués. L'absence totale des variables déterminées par et dans les pays en voie de développement est aussi remarquable.

Section 3 - Nouvelle approche

Ainsi, les théories essayant d'expliquer les flux d'aide internationale se limitent en général à un seul aspect du problème, souvent aux considérations du pays donateur. Rahman pensait de cette méthodologie, que,

"this is rather inadequate ignoring as it does the possibility that the recipient nation may reject offers of foreign assistance if they find the terms (economic and political) opposed to their own social interests. A complete theory of foreign Assistance must therefore look at the issues from the recipient side as well (35).

A ce sujet, une étude récente effectuée par L. Dudley et C. Montmarquette est une tentative de pallier en partie les lacunes relevées⁽³⁶⁾. L'hypothèse fondamentale de leur théorie consiste à

(35) Rahman, A. "The Welfare Economics of Foreign Aid", Pakistan Development Review, Spring 1968, p. 7.

(36) Dudley, L. and C. Montmarquette, "A Model of the Supply of Bilateral Foreign Aid", Forthcoming, American Economic Review, March 1976.

considérer l'aide comme un des facteurs de production d'un bien non tangible, "bien impact de l'aide étrangère" h. La fonction de production de h est:

$$h_j = n_j^\alpha \left(\frac{a_j}{y_j} \right)^\gamma (e_j + 1)^\Gamma \bar{a}_j^{-\phi} \prod_{i=1}^v C_i^{X_i} \Rightarrow$$

$$h = \prod_j^m h_j \quad j = 1, \dots, m$$

où j représente le pays bénéficiaire

a_j = aide per capita accordée par le pays i au pays j

y_j = revenu per capita du pays j

\bar{a}_j = aide per capita du reste du monde au pays j

e_j = exportation (retardée d'une période) de i à j per capita de j

$X_i = 1$ si il y a des liens politiques de type i = 1, ..., v entre le donateur et le bénéficiaire

0 si non

en général $X_i = \begin{cases} 1 & \text{si } j \text{ est une ancienne colonie de } i \\ 0 & \text{si } j \text{ n'est pas une ancienne colonie de } i. \end{cases}$

$\alpha, \gamma, \Gamma, \phi$ et C_i sont les diverses élasticités à estimer

h, considéré comme bien, procurant une utilité tout comme le bien public défense par exemple, entre dans la fonction d'utilité u, du pays donateur. $U = f(x, h)$ où x = autre bien dans l'économie.

Tout se ramène alors au problème classique de la maximisation de la fonction d'utilité U sous la contrainte budgétaire du pays donateur $\sum_j a_{ij} n_j + x = y$ (y est le PNB du pays donateur) et la fonction de production de h_j . Les conditions de premier ordre permettent de déduire une fonction où l'aide per capita accordée par le pays i à j ou a_j devient une variable endogène.

$$\begin{aligned} \ln a_j &= \frac{\ln(k\gamma)}{1-\gamma} - \frac{\gamma}{1-\gamma} \ln y_j - \frac{1-\alpha}{1-\gamma} \ln n_j + \frac{\Gamma}{1-\gamma} \ln(e_j+1) + \frac{\phi}{1-\gamma} \ln \bar{a}_j \\ &+ \frac{1}{1-\gamma} \sum_i X_i \ln C_i + \varepsilon_j \\ &= \beta_0 + \beta_1 \ln y_j + \beta_2 \ln n_j + \beta_3 \ln(e_j+1) + \beta_4 \ln \bar{a}_j + \sum_i \beta_i^* X_i + \varepsilon_j \end{aligned}$$

où k est le prix relatif de h en terme de X et $\varepsilon_j = N(0, \sigma^2)$.

L'estimation des paramètres de cette fonction logarithmique par les moindres carrés ordinaires permet de déterminer les élasticités des diverses variables de production de h_j , donc de quantifier h_j puis

$$h = \sum_j h_j.$$

Comment pouvons-nous considérer que cette nouvelle formulation résout implicitement certains problèmes soulevés précédemment?

1. Nous pouvons supposer que h est un bien de consommation finale, ce qui justifie son introduction dans la fonction d'utilité, et/ou un bien intermédiaire. Dans ce dernier cas, les résidents du pays donateur peuvent l'utiliser pour que:

- i) le pays bénéficiaire se comporte bien envers leur pays, et supporte leurs intérêts politiques,
- ii) le pays bénéficiaire leur accorde des bénéfices économiques; par exemple, en important plus de leur pays,
- iii) les habitants des pays bénéficiaires changent à cause de leur charité.

Dans le cas ii), le bien impact serait considéré comme substitut plus ou moins parfait au marketing et/ou aux dépenses publicitaires que devraient encourir les entreprises du pays donateur pour obtenir le même résultat.

Dépendamment des variables retenues et des coefficients estimés, on pourrait alors vérifier entre autre si l'aide

- est une subvention indirecte pour les exportations du pays donateur si Γ et β_3 sont positifs
- sert à maintenir certaines zones d'influence etc... (X_1 et C_1)
- répond à des besoins humanitaires (y_j et si $\gamma > 0$). La quantification de certains motifs d'aide (surtout ceux de la catégorie B) se trouve ainsi réalisée.

2. En reconnaissant que les pays bénéficiaires sont les offreurs de l'impact h_j , l'aide qu'ils reçoivent ne serait alors que la valeur marchande de h . Leurs autorités gouvernementales pourront utiliser ultérieurement les fonds étrangers ainsi obtenus pour financer soit le

développement de leur économie comme le soutient la théorie des deux écarts de l'aide internationale, soit les investissements non productifs (infrastructure militaire par exemple) ou pour alléger leur effort quant à la mobilisation des ressources domestiques.

Ce que le bénéficiaire et le donateur d'aide feront avec le montant qu'ils obtiennent dans l'échange n'est pas le plus important à cette étape de l'analyse. L'efficacité de ce que chacun d'eux aura obtenu dans la réalisation des objectifs désignés relève d'études ultérieures. Elle peut être infirmée ou confirmée.

Les résultats statistiques préliminaires obtenus jusqu'à présent semblent satisfaisants. Ceci semble supporter les résultats du sondage effectué par Nassen Ahmad dans le cadre de sa thèse de Ph.D. (37) Ce dernier a constitué un questionnaire qu'il a envoyé à 100 professeurs, 100 administrateurs gouvernementaux et 100 étudiants de niveau élevé, tous des Bengalis. Selon les réponses, la principale raison motivant les pays donateurs à accorder de l'aide aux pays en voie de développement serait "to strengthen political ties where the alliance already exists; to prevent a neutral country from becoming a camp-follower of the opposite ideology to allure it into its own camp" (38) alors que celle militant en faveur de refus de l'aide par un pays en voie de développement est dûe au fait que "Directly or indirectly, the donors gain access to the economic and political decision-making process

(37) Nassen Ahmad, "Foreign Aid, Development and Regional Disparities: A Case Study of the Emergence of Bungaladesh", Université de Montréal, unpublished, Ph.D. Thesis, Nov. 1973, pp. 195-207.

(38) N. Ahmad, op. cit., pp. 197-198.

and thus influence the course of nation". En plus, les répondants ne considérant pas l'aide comme une charité, acceptent implicitement le fait que leur pays offre quelque chose en échange, lorsqu'il bénéficie d'une assistance étrangère, cette chose étant logiquement ce pour quoi les pays industrialisés accordent de l'aide internationale; cette chose étant aussi ce qui devrait rendre le pays en voie de développement allergique à l'assistance étrangère: cette chose pourrait être le bien impact d'aide dont parlent L. Dudley et C. Montmarquette. Ne pas trouver important pour accepter l'aide le fait que:

"in the context of modern international relations, it is very difficult to remain neutral. It is therefore wise for a country to make some bargain for its contribution to the world "balance" of power - either by remaining neutral or by not remaining neutral" (38)

n'est pas en soi une contradiction avec l'idée que nous avançons. L'utilisation qu'ils pensent que leur gouvernement fera de l'aide reçue pourrait dominer les motifs de politique de demande de ressources financières internationales. Aussi pensent-ils que (professeurs et administrateurs) "to achieve a certain socio-politically desirable and economically feasible minimum growth rate of GNP which would not be attained without foreign aid" and (les étudiants) "Given a certain stage of development and a socially desirable target growth rate, there exist an indispensable minimum level of imports. Since foreign exchange earnings fail to cover the entire requirements, foreign aid becomes a necessity". (38)

(38) N. Ahmad, op. cit., pp. 197-198.

Nous ne sommes pas experts des sondages d'opinion publique pour pouvoir faire ressortir adroitement le caractère biaisé en faveur des raisons économiques dans le "Ranking of motives behind acceptance of foreign aid"⁽³⁸⁾. Mais une analogie avec le comportement des syndicats, durant cette période d'inflation peut nous être d'un grand concours. En effet, les hausses de salaire réclamées durant ces deux dernières années par les représentants syndicaux qu'elles soient justifiées ou non, répondent fort probablement plus à leur désir de croître ou au moins maintenir leur pouvoir d'achat. Aussi, à la question de savoir pourquoi ils demandent un si fort taux d'augmentation des salaires, forte est la probabilité qu'ils nous répondent du premier souffle, que c'est pour vivre décemment. Même chose pour les politiques de salaire minimum et/ou de pension de vieillesse. La théorie de la valeur interviendra très peu comme éléments de réponse.

Nous voyons donc comment nous pourrions utiliser l'approche suggérée par L. Dudley et C. Montmarquette, afin de résoudre en partie les problèmes soulevés plus haut. En nous inspirant de leur modèle et des résultats du sondage de M. Ahmad, nous construirons un modèle testable dans la suite de notre travail, modèle dans lequel nous supposons que l'aide internationale est un input entrant dans la production du bien pouvoir. La substitution du pouvoir au bien impact ne consiste pas uniquement à un changement de nom.

La conséquence de cette substitution de "bien" est la substitution de la plupart des variables du modèle précédent par d'autres variables émanant de la théorie du pouvoir.

En s'inspirant de cette étude, nous suggérons de considérer l'aide comme input dans la production du bien pouvoir du pays donateur sur le pays bénéficiaire. La justification de cette hypothèse ne pourrait se faire qu'après une exposition théorique synthétique du pouvoir ce qui constituera l'objet du prochain chapitre.

Conclusion

Mais avant d'en arriver là, il serait efficace de faire une mise au point de ce que nous avons analysé jusqu'à présent sur les différentes théories de l'aide. La façon simple que nous avons trouvée pour notre exposition a été de regrouper ces diverses études en deux catégories.

Dans le premier groupe, l'aide internationale est considérée alternativement comme épargne par Rosenstein Rodan, comme source de devises étrangères par Bela Balassa ou comme palliatif à la fois pour l'épargne et les liquidités internationales par Chenery et Strout. Cette conclusion de Chenery et Strout est une déduction de leur postulat empiriste selon lequel au cours de son processus de développement, à un moment donné du temps, tout pays en voie de développement fait face à la pénurie de l'un ou l'autre des facteurs suivants:

- main d'oeuvre qualifiée,
- épargne domestique,
- devises étrangères.

Malgré l'élégance et la grande sophistication de cette théorie connue comme celle des deux écarts, plusieurs auteurs ont critiqué ses hypothèses et/ou ses recommandations. En effet, alors que Fei et Ranis s'interrogeaient surtout sur la structure et les problèmes d'ajustement du modèle, Bruton se demandait par contre si l'aide n'était pas "gap creating" plutôt que "gap covering" dans la mesure où elle retardait l'application de politiques drastiques qui s'imposent. D'autres critiques ont été adressées à certaines hypothèses particulières de la théorie des deux écarts. Ainsi, l'hypothèse d'élasticité de

substitution nulle entre l'épargne et l'aide étrangère a été contestée à partir d'une analyse empirique par A. Rahman. Plus importante a été l'infirmité implicite par I. Adelman et C. Morris du rôle primordial du capital dans le processus de développement. Même si l'on pouvait trouver des raisons pour atténuer ou minimiser ces critiques, l'absence totale des variables des pays donateurs dans la politique de l'aide internationale ne saurait passer inaperçue.

La correction de cette erreur a été surtout présentée par l'école marxiste. Partant de la fondamentale loi tendancielle du taux de profit élaborée par Karl Marx, les adeptes de cette école n'ont aucune difficulté pour déduire les divers motifs qui pousseraient les pays donateurs à octroyer de l'aide, à savoir: accroître les exportations, garantir les sources de matières premières, promouvoir l'hégémonie capitaliste dans le monde.

Il y a toutefois un point commun entre cette approche marxiste d'une part, et l'approche de la théorie des deux écarts de l'aide internationale, d'autre part. Ces deux approches ne considèrent qu'un seul aspect: la première insiste uniquement sur les aspects offre de l'aide, alors que la seconde ne considère que les aspects de la demande.

Le modèle de L. Dudley et C. Montmarquette intègre indirectement ces deux aspects en supposant que l'aide est un facteur de production du bien impact h , argument de la fonction d'utilité du pays donateur. En s'inspirant de cette étude, nous suggérons de considérer l'aide comme input dans la production du bien pouvoir du pays donateur.

DEUXIEME PARTIE
ANALYSE DU POUVOIR

Chapitre 3

Une définition du pouvoir

Après avoir retenu une définition, nous présenterons les conditions nécessaires et suffisantes à l'existence du pouvoir. Ceci nous permettra d'exposer un modèle de quantification du pouvoir, celui suggéré par J.C. Harsanyi.

Les efforts d'explication et de compréhension du pouvoir ne constituent pas une activité intellectuelle récente. La réflexion sur ce sujet a préoccupé les philosophes et métaphysiciens passés de Platon à Nietzsche en passant par Hobbes. Malgré la durée historique et l'ampleur des écrits qui lui ont été consacré , le pouvoir continue et continuera certainement à occuper une place de plus en plus importante dans la littérature théorique et empirique des différentes branches de la Science Sociale. Cette importance a été, et sera, fort probablement dûe au rôle primordial et central que joue le pouvoir aussi bien dans toutes les organisations sociales que dans les relations interpersonnelles. Même si tout résultat ou cause de toute association entre différents agents économiques, pris individuellement ou collectivement, ne peut se ramener au pouvoir il est illusoire de penser être en mesure de saisir l'organisation sociale dans toute sa plénitude et sa globalité en ignorant les effets du pouvoir. Si les travaux anté-

rieurs sur ce sujet se limitaient surtout aux relations interpersonnelles et/ou inter organisations ou groupes à l'intérieur d'une société, l'ampleur et la nature plus complexe des relations entre les pays contemporains qui sont un phénomène plus récent, ont conduit à un déplacement de l'intérêt de l'étude vers les relations internationales surtout en sciences politiques.

Il est à noter que ces efforts d'intellectualisation se traduisent par une plus grande objectivité dans l'analyse, objectivité qui serait impossible si la plupart des experts du concept ne se dégageaient des éléments sentimentaux, émotionnels, romantiques et de frustration qui caractérisent souvent les études des phénomènes aussi importants dans la vie sociale. Quels que soient les buts de cet effort, il faut reconnaître qu'il a contribué à une plus grande compréhension, appréhension et laïcisation du pouvoir, et à la reconnaissance par une plus grande partie des individus de sa présence dans la plupart des actes sociaux.

Néanmoins, malgré ces efforts, il est surprenant de remarquer l'inflation des termes synonymes ou similaires: domination, puissance, connaissance, influence, force, autorité d'une part, et la différenciation de diverses formes de pouvoir coercitif opposé au pouvoir non coercitif ou persuasif, d'autre part. La multiplication de ces termes ou qualificatifs montre la complexité du phénomène, mais aussi la probabilité d'une certaine confusion.

La différenciation entre la domination et le pouvoir trouve son fondement selon A. Nicolaï dans la préméditation ou la non prémédi-

tation de l'acte⁽¹⁾. Ainsi, alors que la domination plus souvent intentionnelle et inconsciente est par le fait même non formalisée, le pouvoir au contraire est conscient, rarement informel, plus souvent codifié, organisé. Peut-on distinguer ce qui, dans un acte humain, est conscient de ce qui ne l'est pas? Ce qui est conscient au début peut devenir partie de notre subconscience (le chien de Pavlov).

Le critère de distinction avancé par Robert Bierstedt semble encore plus futile. En effet, selon lui,

"power is a sociological, dominance is psychological concept. The locus of power is groups and it express itself in intergroup relations. The locus of dominance is in the individual and it expresses itself in interpersonal relation". (2) p. 732.

L'influence change la fonction de préférence de l'individu influencé. Elle est persuasive dans une très grande mesure et implique l'internalisation des valeurs de A (agent qui influence) par B (agent influencé). L'influence fait donc référence aux idées, aux valeurs. Aussi, pouvons-nous dire que Keynes a eu une influence remarquable sur les théoriciens de la politique économique après la seconde guerre mondiale, de même que les idées de Karl Marx ont influencé en partie le cours de l'histoire mondiale depuis la parution du "Capital". L'influence peut donc survivre à l'agent influenceur alors

(1) A. Nicolăi, "Analyse sociologique du concept de domination", dans Palmade, G. "L'Economie et les Sciences humaines", Vol. 2, Dunod, Paris, 1967.

(2) R. Bierstedt, "An Analysis of Social Power", American Sociological Review, Vol. 15, Dec. 1950, p. 732.

que son pouvoir ne le peut. L'influence ne requiert pas nécessairement le pouvoir de même que le pouvoir peut exister sans influence. Archimède, homme d'influence, avait donc moins de pouvoir que le soldat qui l'avait tué. Les Romains qui avaient conquis les Grecs par exemple ont été acculturés par ces derniers. Les Germains avaient du pouvoir, mais Rome par ses valeurs culturelles les avait influencés. Il est toutefois possible que, dans la mesure où l'influence transforme les fonctions de préférences, elle en vienne à accorder le pouvoir à celui qui influence. Par analogie, la colonisation contemporaine a montré qu'à partir du pouvoir que leur conféraient leurs forces militaires, les pays colonisateurs ont fini par avoir de l'influence sur les peuples colonisés.

L'influence et le contrôle impliquant des réactions émotionnelles de l'agent influencé ou contrôlé (le contrôle conduit à une plus grande internalisation de valeurs) ont donc des effets plus ou moins volontaires. La question revient alors à savoir si nous pouvons distinguer un acte volontaire d'un acte involontaire. Une action involontaire à ses débuts peut à travers le temps, (soit à cause d'une meilleure compréhension des conséquences de l'acte que l'agent A demande à B de faire) devenir un acte volontaire. L'enfant que ses parents obligent à manger trouvera plus tard son acte de manger comme volontaire. Par contre,

"what seems to be voluntary compliance may be simply a decision to abide by an inescapable directive. A meaningful use of these terms therefore, is to keep power as the inclusive or generic

concept, with influence and control used to describe the determinateness of possible outcomes as seen from the perspective of the power wielder" (3) .

La conséquence logique de cette multitude de termes synonymes est la proposition de plusieurs définitions du pouvoir.

"Le pouvoir c'est la force plus la loi, c'est une force sociale institutionalisée et légalisée"⁽⁴⁾. La faiblesse de cette définition qui a été proposée par un spécialiste dont la formation relève en grande partie du droit est qu'elle limite le pouvoir aux organisations institutionalisées. Même dans ce cadre pouvons-nous dire que tout acte illégal n'appelle pas le pouvoir?

Certes non, comme l'indique la définition de Perroux qui ne se prononce pas sur la nature légale ou illégale du pouvoir. Ainsi, selon Perroux, "le pouvoir est capacité d'exercer une contrainte sur les choses et sur autrui , et aussi bien, de se libérer soi-même des contraintes des choses et d'autrui"⁽⁵⁾. Cette définition semble trop absolue et nier l'interdépendance qui est inévitable de nos jours comme nous le montrerons dans l'un des chapitres suivants et ne peut être opérationnelle que lorsque le pouvoir est sectorialisé.

(3) Olsen, M.E. "Power in Societies", MacMillan Company, New-York, 1970, p. 3. Nous analyserons plus loin les rapports entre force et pouvoir car l'identification de la force et du pouvoir relève de la confusion entre le pouvoir et sa base.

(4) G.E. Lavau, "La Dissociation du Pouvoir", article cité dans Jean Lhomme, "Nature du Pouvoir Economique", Revue Economique, no. 6, nov. 1958, pp. 859-895.

(5) Perroux, F., "L'économie du XXe siècle" , 3e édition, Paris, Presses Universitaires de France, 1969, p. 516.

Pour éviter ce problème de désagrégation sectorielle du pouvoir, B. Russel le définit "as the production of intended effects"⁽⁶⁾. Les faiblesses dans cette caractérisation du pouvoir est la dichotomisation des actes en acte intentionnel et inintentionnel ce qui est difficile, voire impossible, comme indiqué plus haut.

C'est en partie pour cette raison que Bierstedt définit le pouvoir comme la capacité d'utiliser la force. Il faut pourtant reconnaître que la force n'est pas le seul moyen d'exercice du pouvoir.

Compte tenu des lacunes que nous venons de relever, toute définition du pouvoir se doit d'être générale afin d'éviter certains problèmes d'ordre philosophique (acte volontaire ou non; prémédité ou non) ou juridique (acte légal ou non) entre autre.

Aussi, retenons-nous avec R.N. Emerson et A. Etzioni que le "pouvoir de A sur B est la capacité de A de surmonter toute ou partie d'une résistance de la part de B".⁽⁷⁾ Cette définition semble générale et comporte trois caractéristiques:

- la capacité peut être potentielle; elle peut ne pas être pleinement utilisée,
- le domaine du pouvoir n'est pas précisé,
- le pouvoir ainsi défini peut être aussi bien légalisé, codifié ou informalisé, son exercice peut être intentionnel ou non. Ses effets peuvent être prévisibles ou non, etc...

(6) Russel, B., "Power: A New Social Analysis", Uwin Books, London, 1971, p. 35.

(7) Etzioni, A. "Power as a Societal Force", in M.E. Olsen, op. cit., pp. 18-27. R.M. Emerson, "Power Dependence Relations", in M.E. Olsen, op. cit., pp. 44-53.

Cette définition plus acceptable une fois adoptée, la quantification du pouvoir de A sur B devient un exercice plus simple ⁽⁸⁾. Il reste toutefois une étape à franchir: celle de savoir si l'agent A a du pouvoir sur l'agent B, ou celle de la détermination des conditions nécessaires et/ou suffisantes de l'apparition d'une telle relation de pouvoir.

L'approche adoptée par Ferroux, F. dans "Pouvoir et Economie"; Bordas, Economie, Paris 1973 semble proche de celle que nous avons adoptée ici.

En effet, l'auteur y précise que la dissymétrie apparente dans sa définition antérieure résulte du fait qu'il se limitait à une "période très courte, avant le temps de réaction" d'une part et à "l'imperfection et la limitation de l'interdépendance" de l'autre (p.30). En plus, Ferroux reconnaît la possibilité que la relation du pouvoir soit aussi bien intentionnelle qu'inintentionnelle.

Chapitre 4

Conditions nécessaires et suffisantes du pouvoir

2. La base du pouvoir

Comme défini, le pouvoir est la capacité de A de surmonter toute ou partie d'une résistance de la part de B. La réduction d'une résistance exige la possession et disponibilité d'une base. C'est l'utilisation de cette base de pouvoir qui permettra à A de réduire à néant la désobéissance probable de B.

L'analyse de la base du pouvoir est difficilement dissociable des contributions, au concept, de Dahl et surtout de Isard⁽¹⁾. Ce dernier identifie la mesure de l'influence aux sources d'influence de A à savoir:

- sa population
- sa main d'oeuvre totale
- le niveau de son produit national brut
- les ressources économiques dont il dispose
- le nombre de secteurs qu'il contrôle
- son degré de monopole sur certains marchés clefs, etc...

(1) Dahl, Robert A. "The Concept of Power". Behavioral Science, Vol.1-2, 1946-1947, pp. 201-215. Isard Walter et Smith, Tony E., "General Theory, Social, Political, Economic and Regional with Particular Reference to Decision-Making Analysis", Cambridge, Mass., M.I.T., 1969. Les auteurs qui confondent force et pouvoir auraient pu être aussi cités ici, voir pp. 75-77 ci-dessous.

La base du pouvoir serait alors une des conditions suffisantes du pouvoir de A sur B.

Mais la possession d'une base de pouvoir n'implique pas nécessairement du pouvoir de A sur B. En effet, même s'ils ont du pouvoir sur le gouvernement brésilien, le pouvoir des Etats-Unis sur un groupe d'indigènes vivant dans les forêts de l'Amazonie semble inexistant. La base du pouvoir ne sera utilisée que dans une relation.

2. Le pouvoir est vécu dans une relation

Ceci découle de la définition qui a été provisoirement retenue. En effet, le pouvoir nécessite la présence d'un agent initiateur A, l'agent actif qui exigera de la part d'un autre individu B un comportement donné (dans ce cas, le pouvoir devient observable empiriquement). Un agent n'est en soi ni puissant, ni faible. C'est son environnement qui le rend plus fort ou plus faible. Le pouvoir doit être relié à un événement, à une situation, ou à une relation. Il n'est pas en soi une caractéristique, à la possession d'un agent. Il est plutôt une propriété dérivée d'une relation sociale, d'une organisation structurée ou non. Aussi, voyons-nous souvent un leader d'un groupe donné être complètement soumis à un autre agent dans une autre relation. Dire qu'une personne est un leader sans préciser la relation est vide de sens.

3. Le consentement ou soumission

La relation n'est toutefois pas une condition suffisante pour l'existence du pouvoir. En effet, la relation ne nous indique pas s'il y a résistance ou non car l'exercice du pouvoir exige de A de surmonter

toute ou partie d'une résistance consciente ou inconsciente de la part de B. La résistance est vaincue lorsque l'agent B accepte de faire ce qui est exigé de lui de la part de A. C'est à ce sujet que nous parlons de consentement. Nous pouvons en distinguer avec Enriquez trois genres puisque le consentement n'implique pas nécessairement la liberté physique et psychologique de B⁽¹⁾.

Le consentement par la peur, le consentement par intériorisations des valeurs de A et le consentement provoqué.

Le premier genre de consentement le plus souvent retenu dans la littérature est celui provoqué par la force ou la menace d'utilisation de la force ou tout autre moyen de sanction. Il suppose une demande explicitement extériorisée de A. S'il est indéniable qu'il était la forme la plus répandue il y a quelques siècles; le contrôle psychologique que peut permettre l'éducation et/ou les sciences de comportement fait apparaître deux autres genres de consentement selon le degré de profondeur du contrôle.

Le consentement par intériorisation des valeurs suppose une action en profondeur et très active de la part de A, agent de pouvoir. La possibilité d'amener un agent B à intérioriser les valeurs prédéterminées par A dépend de la nature des relations ayant existées ou existantes entre les deux agents et ne peut être obtenue que par une éducation de B, éducation dont le contenu est en grande partie préparé par A.

(1) Enriquez, E., "La Notion du Pouvoir", dans Palmade, G., "L'économique et les Sciences Humaines", Dunod, Paris, 1967, pp. 257-306.

Elle peut alors permettre à A de créer, développer et maintenir chez B, des façons psychologiques, intellectuelles, morales, d'agir et de penser, manières dérivées d'un système de valeurs préparé par A. En effet,

"quand l'éducation est patiente et continue, quand elle ne recherche pas les succès immédiats et apparents mais ne se poursuit avec lenteur dans un sens bien déterminé, sans se laisser détourner par les incidents extérieurs et les circonstances adventrices, elle dispose de tous les moyens nécessaires pour marquer profondément les âmes". (2)

Dans le cas de consentement "intériorisé", il y aura très rarement de conflits ouverts. L'harmonisation des préférences, qu'aura permis l'intériorisation, limite les possibilités de demandes manifestées de A: ses demandes seront perçues et pressenties d'avance par B.

En dépit des résultats fort avantageux qu'il peut permettre, le consentement par intériorisation des valeurs est consommateur de temps et fort onéreux. Aussi l'agent A peut se contenter du consentement provoqué de B. Il peut l'obtenir par l'utilisation de certains domaines des sciences sociales, des sciences de la communication et surtout de la psychologie qui ont permis le développement et la sophistication de plusieurs méthodes et techniques de persuasion.

(2) E. Durkheim, "Education et Sociologie", Presses Universitaires de France, Paris, 1973, p. 65.

Cette forme de consentement se caractérise par la manipulation de symboles et l'envahissement de la conscience de l'agent à soumettre par des images préfabriquées par l'agent cherchant le pouvoir. Elle est parfois dénommée consentement par manque de cadre de référence et se confond, à la limite, au consentement intériorisé superficiel.

Elle se distingue du consentement par peur car est surtout obtenue par une violence psychologique plutôt que physique.

L'analyse de Enriquez néglige pourtant une autre forme de consentement. En effet, il se peut que l'agent B se soumette, non pas à cause des manipulations de symboles, ni par peur de la force brute de A ni par intériorisation des valeurs préparées par A. L'agent B peut se soumettre uniquement après avoir eu des informations lui permettant une meilleure évaluation des coûts et bénéfices de chaque stratégie en jeu. Dans ce cas, la décision de B d'agir en accord avec A est plutôt due à un calcul froid d'intérêt. Il faut noter que dans cette dernière forme de consentement, la présence de la base du pouvoir n'est pas aussi nécessaire que dans les autres.

Il y a donc quatre genres de consentements qui sont nécessaires et suffisants à toute relation de pouvoir⁽³⁾. Nous comprenons alors pourquoi le pouvoir "nu", obtenu par l'application d'une force primitive

(3) Dans le cas de ces divers genres de consentement, une des conditions nécessaires est au moins vérifiée dans la mesure où il présuppose implicitement ou explicitement l'existence d'une relation quelconque.

et brute n'est plus le plus courant.

Le problème de l'analyse du pouvoir se ramène alors à celui de l'obtention de ces diverses formes de consentements, plus précisément à la détermination des moyens et des conditions pertinents à la réalisation de cet objectif qui est l'obtention du pouvoir, dans un cadre de relations internationales.

Chapitre 5

Moyens d'obtention du consentement de B

A. La légitimité

Les moyens utilisés dépendront du genre de consentement, de la nature et de la durée du pouvoir que A aimerait avoir.

Le consentement peut être le résultat de calcul froid d'intérêt matériel ou psychologique, de liens affectifs ou des coutumes, etc...

Le calcul froid d'intérêt permet à B de réaliser certains de ses buts comme nous l'aurons dans le cas de la dépendance. Le cas de liens affectifs peut être illustré par l'amour-fusion. Dans cette situation, la démission et la perte de B sont totales. B trouve dans A des qualités extraordinaires. Mais ces bases (de même que la force) d'obtention de consentement ne sont pas suffisantes pour rendre la relation stable. Car un pouvoir dont le consentement émane de la force (sanctions) et/ou de l'amour-fusion peut être supprimé par l'apparition d'une autre force, d'un autre objet d'amour. Le consentement basé sur le calcul d'intérêt peut disparaître lorsque l'intérêt est atteint ou que le sujet d'intérêt change. Ainsi l'agent dépendant peut ne pas trouver une dépendance objective immuable, statique. Tout en reconnaissant actuellement leur dépendance objective sur le pétrole, les économies occidentales en général,

feront des efforts afin de créer des substituts au pétrole. Si cette tâche se réalise, le pétrole ne sera plus une source de pouvoir pour les pays producteurs et exportateurs de pétrole.

C'est pour ces raisons de stabilité que tout pouvoir qui veut durer veut se définir comme légitime.

"Legitimate power of O/P (dans notre étude A mis pour O et B pour P) is here defined as that power which stems from internalized values in P which dictate that O has a legitimate right to influence P and that P has an obligation to accept this influence" (1)

Max Weber distingue trois genres de légitimité⁽²⁾:

la légitimité basée sur la tradition, la légitimité charismatique et la légitimité légale.

Alors que dans le premier cas, l'obéissance due à A est dérivée de critères prédéterminés par des règles établies par le système et la tradition, la légitimité charismatique de A dérive de certaines propriétés mystiques, surnaturelles que lui confère B. Ainsi, dans la mesure où il n'a pas directement participé à l'élaboration des critères et du choix de A, B n'est pas nécessairement satisfait dans le cadre d'une légitimité traditionnelle. Par contre, le choix de A dépendant des qualités perçues par B, l'agent qui se soumet est satisfait de

(1) J.R.P. French and B. Raven, "The Bases of Social Power", in Cartwright, D. (ed.) "Studies in Social Power", The University of Michigan, Michigan, 1959, p. 159.

(2) Max Weber, "The Theory of Social and Economic Organization", The Free Press, 1947.

celui qui est aux postes de commande.

Les points communs à ces deux formes de légitimité sont le fait que l'obéissance est due à la personne (ou aux personnes) physiques au poste de commande d'une part, et l'impossibilité de circonscrire la légitimité à un secteur donné de l'activité de B, d'autre part. Les légitimités traditionnelle et charismatique s'appliquent en général à toutes les activités de B, agent qui se soumet.

Ces deux points communs et les critères de sélection de A sont entre autres les caractéristiques qui distinguent ces deux formes de légitimité de la légitimité légale.

La légitimité légale "is resting on a belief in the legality of patterns of normative rules and the right of those elevated to authority under such rules to issue commands"⁽³⁾. Dans ce cas, des lois normatives sont établies à partir de valeurs rationnelles avec l'accord du groupe et obligation aux membres de les respecter.

Le pouvoir devient alors rationnel car relié à la compétence technique, limité à son domaine d'application*, impersonnel dans la mesure où le pouvoir est lié à la fonction plutôt qu'à l'agent au pouvoir et enfin fonctionnel puisqu'associé à son efficacité et capacité de permettre à la société d'atteindre l'objectif donné.

(3) Max Weber, "The Theory of Social and Economic Organization", in M.E. Olsen, ed., "Power in Societies", MacMillan Co., New York, 1970, p. 36.

* Pour la rationalité il faut que le postulant A ait certaines aptitudes précises que B croit supérieures aux siennes. Le pouvoir basé sur la légitimité légale peut se détériorer si l'agent qui le détient l'exerce en dehors du domaine préétabli; pour plus de détails, voir J.R.P. French and B. Raven, op. cit., p. 164.

Comme dans le cas de la dépendance objective sa monopolisation peut le rendre durable⁽⁴⁾.

On peut alors expliquer les inégalités sociales ou entre pays par des différences effectives observables entre les différents agents et non

"comme la conséquence de rapports historiques. Par là révèle un autre caractère de la légitimité, c'est le refus de la dynamique des rapports humains, c'est la possibilité de créer un monde sans conflit, un modèle d'ordre. Car à bien y regarder, aucun pouvoir, à sa naissance, n'est légitime" (5).

B. Possession des moyens de sanction

Cette absence de la légitimité, à la genèse du pouvoir, a été l'une des raisons majeures qui a impliqué une association fréquente du concept de pouvoir avec les sanctions: récompense, punition, sanction physique, morale, matérielle, monétaire, etc... La sanction et/ou la menace, et la promesse de sanction sont reconnues comme source importante du pouvoir. Ceci est dû au fait que les psychologues ont largement admis le rôle prépondérant que peut jouer l'approbation par un agent A sur un acte posé par B sur les comportements

(4) Si la personne qui jouit de ce genre de pouvoir dure et garde le monopole de l'expertise (soit parce que les coûts d'acquisition des connaissances qui lui confèrent cette expertise sont prohibitifs pour B, soit à cause de barrières à l'entrée), le pouvoir basé sur la légitimité légale tendra à être personnalisé et moins limité dépendamment de l'importance du domaine d'application pour B.

(5) Enriquez, E., "La notion du pouvoir" dans Palmade G., ed. "L'Economique et les Sciences Humaines", Vol. 1, Dunod, Paris 1967, p. 277.

présent et futur de B. Or "la sanction (récompense ou punition) est la concrétisation du jugement porté par autrui sur notre travail et notre comportement"⁽⁶⁾. Dans le domaine de la politique internationale par exemple, la reconnaissance diplomatique d'un gouvernement issu d'un coup d'état par les corps constitués d'autres pays peut être un atout important pour sa survie.

L'efficacité des sanctions dans leur rôle de stimuli à la prise d'une décision par l'agent sanctionné B dépendra entre autres de la perception et/ou de la valeur qu'accorde B à A (agent qui sanctionne) et aux sanctions utilisées. Le degré de crédibilité que B accorde à A est indispensable dans le cas d'une promesse ou d'une menace de sanctions par exemple. K. Valaskakis et M. Torrelli disaient à ce sujet:

"qu'une promesse ou menace fictive ou impossible peut être efficace si elle est prise au sérieux. De même, une promesse ou menace réelle qui n'est pas prise au sérieux est sans effet. Par conséquent, dans la technique d'exercice d'influence, par la méthode des anticipations communiquées (promesses et menaces), il y a toute une stratégie de bluff qui entre en cause" (7).

L'efficacité des sanctions dépend aussi de la valeur qu'accorde B aux sanctions utilisées. Elle suppose donc deux conditions non nécessairement mutuellement exclusives:

(6) Enriquez, E., op. cit., p. 268.

(7) M. Torrelli et K. Valaskakis, "L'Association CEE-Afrique Noire: Phénomène de domination", CRDE, cahier no. 5, Université de Montréal, Montréal 1973, p. 28.

i) Soit que A connaisse parfaitement le système de valeur de B ou du moins la structure des sanctions qui sont en mesure d'affecter B. Cette connaissance peut résulter d'un contact prolongé entre les deux agents et/ou que A ait pris la peine d'étudier la structure sociale de B.

ii) Soit que B ait intériorisé certaines des valeurs de A.

Dans ces conditions, les sanctions ayant cours dans le système A pourront facilement être transférées. Nous pouvons citer plusieurs formes de moyens de sanctions:

1. La force physique.

Le respect des ordres proposés par A à B sera fonction (toutes les conditions précédentes étant remplies) de la possibilité de A de pouvoir offrir des récompenses ou punir. La capacité de sanctionner dépend des moyens de sanctions. La tendance généralement remarquée a été de limiter les moyens de sanction à la force qui serait alors l'essence du pouvoir. Cette tendance est si grande qu'elle a souvent entraîné l'identification de la force au pouvoir, et de trouver comme coercitif tout exercice de pouvoir. Mais le pouvoir se distingue de la force car le pouvoir c'est la force latente alors que la force est la manifestation du pouvoir. Seuls ceux qui ont le pouvoir peuvent, soit exercer la force ou menacer de l'utiliser afin d'obtenir ce qu'ils veulent. La distinction majeure à retenir entre pouvoir et force est que, contrairement à la force, le pouvoir doit réussir. Un échec entraîne sa détérioration puis sa fin. La tendance à considérer tout

pouvoir comme à la limite coercitif se justifie par le fait que la force brute, physique devient le recours ultime lorsque les autres formes de sanction ont échoué (bombardement de Hanoï par les Etats-Unis d'Amérique lors des négociations de Paris). La coercition existe seulement lorsqu'il n'y a pas effectivement d'autres choix. Mais en général, le pouvoir coercitif tout comme le pouvoir non coercitif a pour effet de changer les coûts d'opportunité des actes que B devrait poser. Dans le cas d'un pouvoir coercitif, les coûts d'opportunité de certaines décisions que A veut que B adopte sont baissés par l'intervention de A. Nous ne pouvons donc pas dire que le pouvoir coercitif limite les alternatives ouvertes à B alors que le pouvoir non coercitif a pour effet d'accroître les choix possibles à la suite des actions prises par A. La suppression de certaines alternatives à la suite de l'exercice d'un pouvoir coercitif est uniquement dûe au fait que les coûts d'opportunité de certaines décisions peuvent être si élevés qu'ils deviennent prohibitifs:

"Therefore, it seems useful to treat the concepts of coercion and noncoercion not as a dichotomy but as point on a continuum. Accordingly, coercion is used to refer to compliance relations in which there is little or no effective choice. Noncoercion compliance includes utilitarian and normative reactions. By definition, some but by no mean all or even most power is coercive". (8)

(8) Etzioni, A., "Power as a social force", in M.E. Olsen ed., "Power in Societies", McMillan Company, New York, 1970, p. 23.

Comme moyen de sanction, la force serait ce qu'est l'or dans le système monétaire. Autant toute la valeur en terme de biens de la monnaie en circulation dans une économie n'a de contre-partie en or, autant tout le pouvoir dont bénéficie un agent A n'est basé uniquement sur sa force physique.

Cette confusion entre force et pouvoir avait entraîné une tendance à associer celui qui a la puissante armée avec le plus de pouvoir. L'histoire contemporaine abonde d'infirmités de cette théorie (Albanie - U.R.S.S.; Cuba-U.S.A.; Etats-Unis-Vietnam; France-Algérie; France-Indochine, etc...). En plus, les pays de forte armée ne peuvent utiliser toute leur puissance militaire contre tout autre agent⁽⁹⁾. Ainsi ne voir dans le pouvoir que la force, c'est refuser au pouvoir toute possibilité d'évolution et d'adaptation, c'est oublier que le pouvoir se fonde également sur le consentement. "Le pouvoir d'un ensemble O sur un ensemble P dépend des motivations propres de P et des possibilités pour O de donner satisfaction à ces motivations."⁽¹⁰⁾ Et comme nous l'avons vu précédemment, il n'y a pas un seul genre de consentement. Si la force brute, primitive peut permettre l'obtention du premier genre de consentement, d'autres moyens de sanction sont nécessaires pour obtenir les autres formes.

(9) Pour plus de détails sur les causes de la dévaluation de la guerre, depuis les années 60, voir Klaus, Knorr "Power and Wealth", Basic Books, Inc., Publishers, New York, 1970.

(10) Enriquez, E., op. cit., p. 270.

2. Richesse.

La richesse dont dispose un pays est un des moyens de sanction pouvant permettre l'obtention des trois genres de consentement. Le pouvoir indirectement dérivé de cette source est dû en partie au fait que:

"those who are not wealthy usually want some of the things wealth can make possible. Thus they will often do what the possessors of wealth want them to do in order to have a share of wealth. If the "have-nots" did not value the manifestation of wealth, there would be no chance for the "haves" to exert influence". (11)

A peut alors utiliser sa richesse pour:

- affaiblir (améliorer) la position de balance des paiements en boycottant (favorisant) les exportations de B,
- causer (empêcher) des goulots d'étranglement dans la production de B en imposant (supprimant) des embargos sur ses exportations de biens de capitaux ou de produits alimentaires par exemple vers le pays visé,
- ralentir (accélérer) le taux de croissance de l'économie visée, etc...
- financer une propagande ou une politique culturelle dans B.

(11) M.R. Singer, "Weak States in World of Powers: the Dynamics of International Relationships", The Free Press, MacMillan Co., New York, 1970, p. 62.

Les actions de A ne pourront réussir que si B dépend dans une certaine mesure de lui. En effet, si A n'est pas, par exemple, important dans le secteur extérieur de B, les deux premiers recours de sanction ne causeront pas trop de dommage à l'économie de B.

Si la relation est la condition nécessaire du pouvoir, car permettant l'actualisation et l'utilisation des moyens de sanction, la dépendance est une condition nécessaire et suffisante. En effet, la dépendance suppose une relation. La dépendance peut engendrer le pouvoir soit par calcul froid d'intérêt ou soit par peur. La condition suffisante est donc aussi vérifiée.

L'intégration internationale de plus en plus grande à cause du développement exponentiel des moyens de communication rend difficile une définition de la dépendance et simpliste une différenciation nette entre les agents (pays) indépendants d'une part, et dépendants d'autre part. En effet, la réalisation de certains objectifs en vue de la maximisation de la fonction d'utilité peut être favorisée ou défavorisée par des décisions prises ou non par d'autres agents.

Aussi essaierons-nous de préciser et définir le degré de dépendance par sa mesure.

Le degré de dépendance absolue de B sur A pourrait se mesurer par la différence entre le taux maximum et le taux minimum d'un objectif que A peut permettre à B d'atteindre pour une stratégie donnée.

Si l'interdépendance est un fait généralement reconnue, la perception du degré de dépendance ou d'interdépendance varie selon l'agent concerné. Cette perception dépendra de la précision des informa-

tions qu'il a sur l'importance de sa coopération dans la réalisation des objectifs de l'autre agent d'une part, et de l'importance de l'autre agent dans la maximisation de sa fonction de bien être, d'autre part. Selon que ces informations sont exactes ou non, l'agent pourra avoir une opinion objective ou subjective de sa dépendance ou interdépendance. Aussi, distingue-t-on en général deux genres de dépendance: la dépendance objective d'une part et la dépendance subjective, d'autre part*. En référence avec les évènements des deux dernières années, nous pouvons dire que les pays occidentaux dépendent objectivement des conditions d'offre de pétrole de l'OPEP.

La période antérieure à la dernière guerre du Moyen-Orient indiquait certainement un degré de dépendance subjectivement surévalué des pays producteurs du pétrole par rapport aux pays consommateurs de l'or noir.

Toutefois, quelle soit subjective ou objective, ce qui importe dans l'analyse, c'est la dépendance telle qu'elle est perçue par les deux agents. C'est de cette perception que dépendra le degré de résistance ou de soumission d'une part, et la volonté ou le désir de soumettre, d'autre part.

L'analyse précédente de/et la situation politico-économique internationale de ces dernières années nous indiquent comment le pouvoir d'un agent est lié au degré de dépendance des autres sur lui.

* On pourrait noter qu'à la limite, la dépendance subjective peut être en fait fictive. Cette fiction serait alors due à l'ignorance de l'agent concerné sur la situation réelle.

En effet, "it would appear that the power to control or influence the other resides in control over things he values"⁽¹²⁾.

Qu'elle soit objective et/ou subjective, le degré de dépendance de A sur B est "1) directly proportional to A's motivational investment in goals mediated by B and 2) inversly proportional to the availability to those goals to A outside the A-B relation"⁽¹³⁾.

Ainsi, même si la légitimité confère plus de stabilité et d'importance à la relation de pouvoir, A cherchera donc à développer l'état de dépendance de B, dans la mesure où la légitimité est en général absente au début de la relation. L'accroissement de ce degré de dépendance rendra plus efficaces les sanctions qu'imposera A en faisant augmenter les coûts d'opportunité des désobéissances probables de B.

(12) M.R. Singer, op. cit., p. 42.

(13) M. Emerson, "Power-Dependence Relations", in M.E. Olsen, Ed., "Power in Societies", MacMillan Co., New-York, 1970, p. 46.

Chapitre 6

Une mesure du pouvoir de i sur j: Le modèle d'Harsanyi

L'analyse précédente nous amène logiquement à parler de la contribution de J.C. Harsanyi⁽¹⁾. Harsanyi, dans son étude considérée comme un classique en la matière, pense que pour caractériser les relations de pouvoir, on devrait inclure deux autres variables à celles retenues par Dahl⁽²⁾:

- le coût d'opportunité pour A d'essayer d'influencer B = C_A
- le coût d'opportunité pour B de refuser de se soumettre à A = C_B

C_A sera défini comme étant la valeur attendue des coûts à supporter pour influencer B.

C_B : moyenne pondérée de coût total net que A doit supporter pour réussir sa tentative. Ceteris paribus, le pouvoir de A sur B augmentera avec C_B et sera plus grand, plus faible est C_A .

Par référence à la dépendance, ces coûts sont de deux ordres.

C_A est identifiée au coût objectif, alors que C_B au coût subjectif.

La base de cette distinction n'est pas précisée et sans trop de détails

(1) J.C. Harsanyi, "Measurement of Social Power", Behavioral Science, Vol. 7, no. 1, January 1962, réimprimé dans Rothschild, K.W. ed. "Power in Economics", Penguin, 1970.

(2) Dahl, R.A., "The Concept of Power", Behavioral Science, vol. 1-2, 1946-1947, pp. 201-215. Dahl retient comme éléments du pouvoir: la base, les moyens, l'extension, le degré et les domaines du pouvoir.

nous reconnaitrons que C_A et C_B comportent des composantes objectives et subjectives. Ces coûts peuvent être exprimés en termes physique, monétaire et/ou en termes d'utilité.

Pour connaître le degré de pouvoir de A sur B, il ne suffit plus de connaître uniquement l'environnement (qui peut être décrit par les variables du modèle de Dahl), mais aussi savoir si A peut influencer B et à quel coût d'opportunité. Par conséquent, nous ne pouvons plus dire que deux agents A et C ont le même pouvoir sur B si A et C peuvent influencer au même degré B alors que C devrait dépenser plus que A pour obtenir le même résultat. Nous comprenons aussi pourquoi malgré sa richesse relativement plus favorable, les Etats-Unis n'ont pas autant de pouvoir sur les pays de l'Europe de l'Est que l'Union Soviétique.

La capacité d'élever C_B serait un moyen d'obtenir un consentement. Ainsi, une secrétaire qui doit préparer un dossier (documents à y mettre ou dactylographie) devant permettre à son patron de prendre des décisions importantes peut fausser quelques parties: sa possibilité d'influencer son patron est élevée. Mais nous ne pouvons dire que son pouvoir soit illimité car à la découverte des erreurs, son coût d'opportunité égale son renvoi.

Harsanyi propose alors que

"A's power over B should be defined not merely as an ability by A to get B to do X with a certain probability p, but rather as an ability by A to achieve this at a certain total cost u to himself, by convincing B that B would have to bear the total cost v if he did not do X." (3)

(3) J.C. Harsanyi, op. cit., p. 80.

Une mesure de la force du pouvoir de A sur B.

En utilisant la théorie de négociation entre deux individus, Harsanyi propose alors un modèle de détermination de la force du pouvoir de A sur B.

Supposons que A veut influencer B pour que ce dernier adopte une décision donnée X. Si B adopte X, son utilité baisse de b mais celle de A augmente de a. Soit p_1 , la probabilité que B adopte X sans intervention de A. Dans une distribution binomiale, la mesure de la probabilité qu'il n'adopte pas X sans intervention de A est alors $1 - p_1$. Soit $S(p_1)$ cette stratégie. Si B refuse d'adopter X avec ou sans intervention de A, son utilité est mesurée par $U_B = U_0$. Soit $S(0)$ cette stratégie. Or, nous savons que dans un monde d'incertitude, la stratégie mixe est toujours supérieure à la stratégie pure \Rightarrow

$$U_{B,i} - p_1 b > U_0 \quad (1)$$

où $U_{B,i}$ est l'utilité de B avec la stratégie $S(p_i)$, $p_1 b$ étant le coût total.

Si B refuse d'adopter la décision X (stratégie $s(0)$) l'utilité de A est $U_A = U_0^*$. Si B adopte la décision X, l'utilité de A est alors $U_{A,1} = U_0^* + p_1 a$ (2)

$U_{A,i}$ = utilité de A avec stratégie $S(p_i)$.

Si A intervient et offre une récompense r à B pour l'inciter à adopter X, la probabilité que B adopte X passe maintenant de p_1 à p_2 avec $p_2 > p_1$. Soit $S(p_2)$ la stratégie.

$$U_{B,2} = U_2 - p_2 b + r \quad (3)$$

Si cette récompense coûte r^* à A (les récompenses étant mesurées ici en termes d'utilité, il va de soi que leurs valeurs monétaires seront différentes selon que nous parlons de A ou de B), son utilité à la stratégie $S(p_2)$ est $U_{A,2} = U_0^* + p_2 a - r^*$ (4)

Soit t , la pénalité que B a à subir s'il refuse d'adopter X

t^* le coût que A doit supporter pour pénaliser B dans ce cas.

$S(p_3)$ cette stratégie.

$$U_{B,3} = U_1 - t - p_1 b \quad (5)$$

$$U_{A,3} = U_0^* - t^* - p_1 a \quad (6)$$

t mesure la perte totale que B a à supporter dans le cas d'un conflit, contient donc aussi bien les pertes causées par les représailles de A d'une part, et les pertes dues à ses propres contre-attaques). Même chose pour t^* .

Détermination de la valeur d'équilibre de p_2 .

Les deux conditions d'équilibres sont:

$$\begin{cases} U_{A,3} = U_{A,2} & (7) \\ U_{B,3} = U_{B,2} & (8) \end{cases}$$

$$(7) \Rightarrow U_0^* - t^* + p_1 a = U_0^* - r^* + p_2 a \quad (\text{en utilisant (4) et (6)}) \quad (8a)$$

$$8 \Rightarrow U_1 - t - p_1 b = U_1 - p_2 b + r \quad (9a)$$

$$\text{de (8a) nous tirons } p_2^A = p_1 + \frac{r^* - t^*}{a} \quad (8b)$$

$$\text{de (9a) nous tirons } p_2^B = p_1 + \frac{r + t}{b} \quad (9b)$$

Avec $p_2 = p_2^A$ l'utilité totale attendue par A est $U_{A,2}(p_2^A) = U_0^* - t^* + p_1 a$

Avec $p_2 = p_2^B$ " " " " " " $U_{B,2}(p_2^B) = U_1 + r - \frac{b}{a}(r^* - t^*) - p_1 b$

Par contre, si $p_2 = p_2^B$ l'utilité totale anticipée par A et B est respectivement:

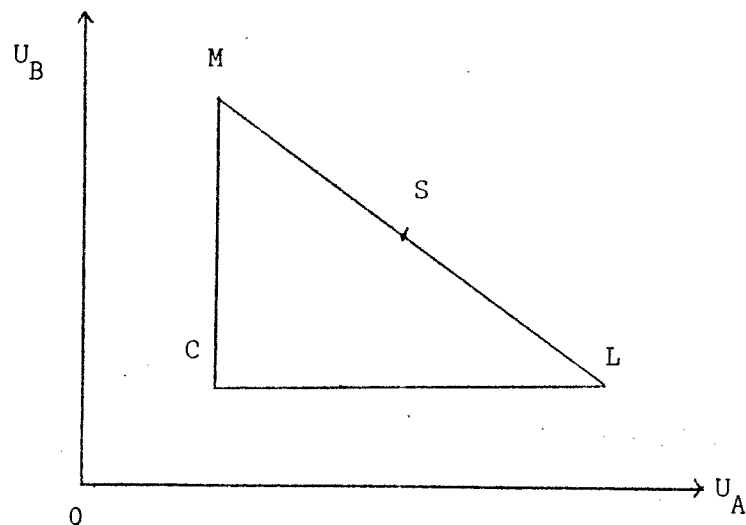
$$U_{A,2}(p_2^B) = U_0^* - r^* + \frac{a}{b}(r+t) + p_1 a$$

$$U_{B,2}(p_2^B) = U_1 - t - p_1 b .$$

Alors que p_2^A est la limite de concession pour B, p_2^B représente la limite de concession de A. Ainsi si nous représentons sur l'axe des abscisses l'utilité de A et sur l'axe vertical l'utilité de B, le lieu des points d'accord $U(p)$ de coordonnées $(U_A(p_2), U_B(p_2))$ sera le segment de droite LM où L et M sont les points limites de concession des deux joueurs.

$$L = U(p_2^B) = [U_A(p_2^B), U_B(p_2^B)]$$

$$M = U(p_2^A) = [U_A(p_2^A), U_B(p_2^A)]$$



La solution de Zeuthen-Nash (solution du jeu) se situe en S milieu du segment de droite LM.

$$\text{L'abscisse de S est } U_{A,4} = \frac{1}{2} \left[U_A(p_2^A) + U_A(p_2^B) \right]$$

$$\text{L'utilité attendue de A est alors: } U_o^* = \frac{r^*+t^*}{2} + \frac{a}{2b} (r+t) + p_1 a$$

$$\text{L'ordonnée de S est } U_{B,4} = \frac{1}{2} \left[U_B(p_2^A) + U_B(p_2^B) \right]$$

L'utilité totale que devrait anticiper B du jeu est alors:

$$U_1 + \frac{r-t}{2} - \frac{b}{2a} (r^*-t^*) - p_1 b$$

A devrait choisir sa récompense (puniton) afin de maximiser

$dr = \frac{r}{b} - \frac{r^*}{a}$ ($dt = \frac{t}{b} - \frac{t^*}{a}$). Ces deux termes représentent pour A le rendement de la sanction.

Le montant (ou degré) du pouvoir de A sur B est

$$\Delta p = p_2 - p_1 = \frac{1}{2} \left(\frac{r+t}{b} - \frac{t^*-r^*}{a} \right)$$

$$\text{avec } dp \leq 1 - p$$

$r + t$ est la somme de la récompense que B obtiendra en cas de soumission et de la pénalité en cas de désobéissance. $\frac{r+t}{b}$ mesure la force relative brute du pouvoir de A sur B dans le cas de la décision X.

Si X^* est la décision de A de tolérer la désobéissance de B quant à l'action X, le pouvoir de A (B) sur B (A) serait la capacité de A (B) de forcer B (A) à décider X avec la probabilité $(1-p_2)$.

X_2^* est l'action complémentaire à X. Dans ces conditions, $\frac{t^*-r^*}{a}$ serait la mesure de la force relative brute du pouvoir de B sur A pour l'action

X^* ($t^* - r^*$ mesure la différence entre le coût supporté par A en punissant B d'une part, et le coût encouru pour récompenser B, d'autre part). $\frac{r + t}{b} - \frac{t^* - r^*}{a}$ serait alors la mesure de la force nette du pouvoir de A sur B pour l'action X.

Nous pouvons alors nous demander si l'approche et la mesure suggérées par Harsanyi sont adéquates pour une étude théorique et empirique d'une relation de pouvoir entre deux pays A et B. Dans la mesure où cette interrogation ne pourrait se faire en grande partie que dans le cadre déterminé par la définition et les conditions nécessaires et suffisantes à l'existence du pouvoir, un bref résumé de la théorie du pouvoir que nous venons d'exposer serait utile.

Après avoir rejeté certaines définitions, soit parce qu'elles nous entraînaient indirectement sur des débats d'ordre philosophique ou juridique entre autre (distinction entre un acte volontaire d'un acte involontaire, acte conscient d'un acte inconscient, acte prémédité ou non, acte légal ou non), soit à cause de leur portée limitée, nous avons défini le pouvoir comme étant la capacité de surmonter toute ou partie d'une résistance donnée. La portée et les caractères généraux de cette définition nous ont permis de préciser les conditions nécessaires et/ou suffisantes du pouvoir à savoir: la relation, la base et les consentements par la peur, par l'intériorisation des valeurs, par calcul froid d'intérêt et le consentement provoqué. Il nous a été alors facile de trouver les moyens par lesquels le pays A peut avoir du pouvoir sur B. La dépendance y joue un grand rôle à cause

des coûts fort élevés que B aurait à supporter dans le cas où il voudrait résister à A.

L'inclusion des variables coûts et récompenses a été la contribution majeure du modèle de J.C. Harsanyi que nous venons d'exposer et que nous nous proposons de juger sur le plan théorique et empirique.

TROISIEME PARTIE

POUVOIR COMME CAPACITE GENERALISEE

Après une analyse critique du modèle de Harsanyi, une plus grande précision de la définition du pouvoir nous permettra d'approcher ce dernier comme bien durable. Quelques hypothèses simplificatrices dérivées de la structure du marché du bien pouvoir facilitera la construction d'un modèle statique de la demande du bien pouvoir. Les conditions de premier ordre de maximisation de la fonction d'utilité collective du pays qui demande le pouvoir nous permettront de dériver une fonction d'offre d'aide internationale.

Chapitre 7

Pouvoir comme bien durable

A. Les faiblesses du modèle d'Harsanyi

Les lacunes que l'on peut reprocher au modèle de Harsanyi sont tant du domaine empirique que théorique. Les critiques sur le plan empirique se rapportent surtout aux mesures des différentes variables du modèle

En effet, l'un des problèmes majeurs en économie est la mesure de l'utilité collective ou individuelle. Ainsi, reconnaissons-nous l'impossibilité d'attribuer des valeurs aux différents coûts et récompenses du modèle dans la mesure où r , t , r^* , t^* , a et b sont définis en terme d'utilité.

Cette critique est toutefois marginale puisque ces variables peuvent être aussi bien déterminées en termes monétaires que matériels comme le précise Harsanyi.

Ce changement de mesure de ces variables ne supprime toutefois pas les problèmes auxquels aurait à faire face tout chercheur voulant quantifier le pouvoir de A sur B. La détermination des différentes variables de probabilité de même que celle des différents secteurs k ($k = 1, 2, \dots, n$) où A exerce son pouvoir sur B sont autant des problèmes non négligeables à résoudre.

Même si nous arrivons à préciser ces secteurs, il reste à décider de la valeur des coefficients de pondération qui nous permettront d'obtenir le pouvoir total et global net ou brut de A sur B. Si h_k est le pouvoir de A sur B pour l'action k , le pouvoir global de A sur B est alors égal à $p(AB) = \sum_{k=1}^n \omega_k h_k$ où ω_k est le coefficient de pondération des pouvoirs sectoriels.

Ce problème d'agrégation est évidemment la conséquence de l'approche sectorielle du pouvoir. En effet, Harsanyi définit le pouvoir en se référant à une action X que A désirerait voir B poser.

Parler d'un pouvoir sectoriel n'est pas erroné en soi. Mais le danger que le chercheur se concentre sur cette approche tout en ignorant d'une part, le pouvoir diffus que A peut avoir globalement sur B, et d'autre part, l'interdépendance de ces pouvoirs sectoriels subsiste. En effet, l'une des conditions nécessaire à l'existence du pouvoir est la relation qui lie, de quelque façon que ce soit, les deux agents A et B. Il est toutefois difficile de maintenir une sectorialisation du pouvoir. Même si la relation commence dans un secteur clairement spécialisé et spécifié, forte est la probabilité qu'elle fasse tache d'huile par la suite. Le maintien de cette hypothèse peut donc faire oublier l'interdépendance entre les différentes activités de la vie d'un agent physique ou moral.

La définition du pouvoir proposé par Harsanyi peut en plus nous conduire à la conclusion d'une absence de pouvoir dans les cas suivants.

Le premier est celui où B refuse de poser l'action X suite à la demande de A. Cette conclusion prématurée peut résulter de la limi-

tation de l'analyse à l'action X uniquement ou à l'importance marginale que A accorde à cette action.

Cet exemple nous conduit au deuxième cas; celui où B n'agit pas en accord avec les anticipations manifestes de A mais pour un intervalle de temps donné. Il y a ici la possibilité que A n'ait pas utilisé tous les moyens à sa disposition, alors que B se soit complètement mobilisé pour cette action particulière. Il se peut que A et B aient sous-estimé l'impact des différents coûts et récompenses. A et B pourraient alors réviser leur stratégie et à long terme B pourrait se soumettre. Même si la définition de Harsanyi ne se prononce pas sur la durée de la période au terme de laquelle on pourrait conclure, nous pensons qu'il est nécessaire d'être plus clair à ce sujet.

Enfin, avec la mesure de la force de pouvoir d'Harsanyi, il est difficile de remarquer sa présence lorsqu'il y a un consentement intériorisé tel que défini précédemment. Ce genre de consentement exige un changement de valeur de B. B se soumettrait, dans ces conditions, avant même que A en ait manifesté la demande. Par conséquent, les différents coûts et récompenses, r , t , r^* , t^* seront nuls.

$$\text{Or } P_2 = P_1 + \frac{r+t}{2b} - \frac{r^*-t^*}{2a}$$

$$\Rightarrow P_2 = P_1$$

et la force nette du pouvoir de A sur B est égale à

$$\frac{r+t}{b} - \frac{t^*-r^*}{a} = 0$$

$P_2 = P_1$. Dans ces conditions, p_1 demeure constant après l'intervention de A. Il devient alors difficile d'interpréter p_1 comme étant la probabilité que B pose l'action X indépendamment de la présence de l'agent A. Il serait erroné de conclure que la force nette du pouvoir de A sur B est nulle car c'est à "partir du moment où les valeurs apparaissent comme étant largement intériorisées par les groupes, que ces valeurs deviennent légitimes et que les gardiens de ces valeurs ont en main un pouvoir rationnellement fondé"⁽¹⁾. Le pouvoir devient alors plus contraignant.

Si les variables de coûts et de récompense sont difficiles à mesurer s'il y a consentement intériorisé, il est possible de le faire dans le cas des trois autres formes de consentement. Mais malheureusement, Harsanyi incorpore le coût dans son analyse sans nous dire si A et/ou B sont prêts à les supporter. Cette approche peut suggérer implicitement que l'agent le plus riche (la richesse pris dans son sens le plus large) aura plus de pouvoir - ce qui pourra l'induire à maximiser son pouvoir total⁽²⁾. Ceci est complètement étranger à l'analyse du comportement du consommateur en économique. Nous y reviendrons plus loin.

(1) Enriquez, E., "La notion du pouvoir" dans Palmade, G. "L'Economique et les sciences humaines", Dunod, Paris, 1967, p. 277.

(2) M.R. Singer fait donc une erreur en soutenant explicitement dans son ouvrage que les agents cherchent à maximiser leur pouvoir.

Aussi pour éviter ces difficultés,

"Let us use "power" not for a single exercise of it on a single issue over a single subject at one point in time, but rather to refer to a generalized capacity of an actor, in his relations with others, to reduce resistance to the course of action he prefers in a given field about a set of matters over a period of time... Even before an instance of the exercise of power has occurred, we can make probabilistic statements about the expected outcomes. These are based on our estimates of the relative assets and the uses made of them by the actors in a given field, which can be studied before power is applied" (3)

Cette approche suppose une distinction entre actifs de pouvoir d'une part, et le pouvoir même d'autre part. Ces actifs pourront être convertis en pouvoir lorsque l'agent A qui les a en sa possession le désire.

Mais ceci ne nous dit pas si A utilise, en un moment donné du temps, le maximum de sa "capacité généralisée". Nous pouvons alors nous demander pourquoi A accumule une partie de son pouvoir sous forme

(3) Etzioni, E., "Power as a Societal Force", in M.E. Olsen, ed., "Power in Societies", The MacMillan Company, New York, 1970, p. 19.

Cette approche plus agrégée du pouvoir se rapproche de celle récemment adoptée par Ferroux, F., pour qui la relation de pouvoir est englobante lorsqu'on l'inclut dans le contexte social. Pour plus de détail, le lecteur pourrait consulter Ferroux, F., "Pouvoir et Économie", Bordas, Paris 1973, chapitre 2.

de capacité sans l'utiliser, sans faire la transformation. En effet, "obviously, since the generation of many forms of putative power is expensive, it would be efficient to produce it only in the form in which it is needed and only in the amount required"⁽⁴⁾. Est-il alors rationnel d'acquérir un bien dont le prix n'est pas nul sans en tirer profit? La rationalisation de ce comportement de la part de l'agent A, découle des caractéristiques mêmes et des conditions suffisantes et/ou nécessaires du pouvoir.

L'une des conditions nécessaire à l'apparition du pouvoir est le consentement de B. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le consentement provoqué et surtout par intériorisation des valeurs sont consommateurs de temps. Seules les deux autres formes de consentement peuvent être obtenues sans un trop grand délai. Néanmoins, dans le cas de consentement basé sur la peur, il y a toujours la possibilité d'une sous-estimation du pouvoir coercitif de A, ce qui le déprécie automatiquement, rendant ainsi plus difficile toute soumission rapide de B.

Le dernier genre de consentement, le consentement par calcul froid d'intérêt, suppose le développement de l'état de dépendance de B sur A **donc une** reconnaissance explicite de B des connaissances de A dans une activité donnée, ou un degré élevé de la crédibilité que B accorde à A. Ceci ne peut se réa-

(4) Klaus Knorr, "Power and Wealth", Basic Books, Inc., Publishers, New York, 1970, p. 36.

liser qu'après un contact plus ou moins prolongé entre les deux agents.

Or, le pouvoir est nécessaire dans certaines circonstances données: Vote sur une question d'urgence aux Nations-Unies; reconnaissance d'un nouveau gouvernement issu d'un coup d'état militaire, par exemple, etc...

Ces situations peuvent arriver d'une façon continue et/ou discrète dans le cours du temps. Compte tenu de l'instabilité parfois grande de la scène internationale, il devient alors très difficile de pouvoir connaître avec certitude le moment de réalisation des événements, leur ampleur, leur situation géographique, etc... L'information n'est pas parfaite et gratuite comme dans le système walrasien.

B. Pouvoir comme bien durable

Par conséquent, le temps requis pour acquérir le pouvoir, l'inélasticité d'offre à court terme étant très faible, et la possibilité de manque d'actifs convertibles rapidement en pouvoir en cas de besoin "support the option of producing a degree of power to cover contingences and mobilizing more putative power as the concrete need occurs"⁽⁵⁾.

Dans ces conditions, plus ou moins par analogie avec la demande de monnaie, nous pouvons dire qu'il y a détention de pouvoir pour deux motifs:

(5) Klaus Knorr, op. cit. p. 36.

- pour fin de transaction,
- et pour fin de précaution.

Mais à la différence de la monnaie (à l'exclusion de l'approche de Patinkin entre autre), le pouvoir peut fournir une utilité en lui-même⁽⁶⁾. Il n'y a donc pas de doute que le pouvoir entre dans la fonction d'utilité de l'agent (Bertrand Russel) comme tout autre bien.

Une question reste toutefois à résoudre. Le pouvoir est-il un bien durable ou non durable? Les descriptions présentées précédemment tendraient à suggérer que le pouvoir est un bien durable. Ainsi, le pouvoir serait demandé implicitement pour les services qu'il permet de réaliser. Une partie de son service apparaîtrait comme argument de la fonction d'utilité, une autre partie servirait comme input dans la production d'autres biens et services de consommation finale ou intermédiaire. Dans ce dernier cas, la demande de service de pouvoir serait alors une demande dérivée. Dans ces conditions, le comportement de l'agent A qui est celui qui demande le pouvoir ne pourrait être étudié que dans le cadre d'une fonction d'utilité intertemporelle.

La fonction à maximiser est alors:

$$U = \int_0^{\infty} e^{-rt} f(X_t, \rho H_t) dt \quad (1)$$

(6) Voir M. Torrelli et K. Valaskakis, op. cit. et Isard, W. et Smith, T.E., "General Theory; Social, Political, Economic and Regional, with Particular References to Decision-Making Analysis", Cambridge, Mass., M.I.T., 1969.

t = mis pour le temps*

u = fonction d'utilité de A

r = taux d'escompte

ρH_t = partie du service de pouvoir qui entre dans la fonction d'utilité

X_t = les autres biens consommés.

Les contraintes:

$$H_{t-1} - H_t = I_t - \delta H_t \quad (2)$$

$$\Rightarrow I_t = \dot{H}_t + \delta H_t \quad \text{où} \quad \dot{H}_t = \frac{dH_t}{dt}$$

δ étant le taux de dépréciation.

$$I_t = I_t(A_t, E_t; R_t \dots) = \text{investissement brut} \quad (3)$$

avec

$$\frac{\partial I_t}{\partial A_t} > 0 \quad \frac{\partial I_t}{\partial E_t} < 0$$

A_t = ressources allouées par A au bien pouvoir

E_t = concentration des exportations de B vers A

R_t = décrit des variables indiquant la possibilité de résistance de B: y_B , n_B , revenu et population de B, par exemple.

* Le modèle sera plus explicité plus loin.

L'intervalle $(0, \infty)$ se justifie par le fait que A est une société.

Contrainte budgétaire:

$$W = \int_0^{\infty} e^{-rt} [X_t p_t^* + p_t^I I_t] dt = \int_0^{\infty} e^{-rt} [p_t^* X_t + p_t^I \dot{H}_t + p_t^I \delta H_t] dt \quad (4)$$

p_t^* et p_t^I sont les prix des autres biens et du pouvoir respectivement.

W est la richesse.

Le Lagrangien est:

$$L = \int_0^{\infty} \{ e^{-rt} [f(X_t, H_t) - \lambda_1 (p_t^* X_t + p_t^I \dot{H}_t + p_t^I \delta H_t)] + \lambda_1 W \} \quad (5)$$

Les conditions d'Euler nous donnent:

$$\frac{\partial L}{\partial X_t} = e^{-rt} f_{X_t} - e^{-rt} \lambda_1 p_t^* = 0 \quad \Rightarrow \quad f_{X_t} = \lambda_1 p_t^*$$

$$\frac{\partial Q}{\partial H_t} = \frac{d}{dt} \frac{\partial Q}{\partial H_t} \quad \text{avec} \quad Q = e^{-rt} [f(X_t, H_t) - \lambda_1 (p_t^* X_t + p_t^I \dot{H}_t + p_t^I \delta H_t)]$$

$$\frac{\partial Q}{\partial H_t} = e^{-rt} [f_{H_t} - \lambda_1 p_t^I \delta]$$

$$\frac{\partial d}{\partial \dot{H}_t} = e^{-rt} \lambda_1 p_t^I$$

$$\Rightarrow \frac{d}{dt} \frac{\partial Q}{\partial H_t} = -e^{-rt} \lambda_1 \dot{p}_t^I + e^{-rt} \lambda_1 r p_t^I = e^{-rt} (\lambda_1 r p_t^I - \lambda_1 \dot{p}_t^I)$$

$$\text{où } \dot{p}_t^I = \frac{dp_t^I}{dt}$$

La condition d'Euler devient:

$$\begin{aligned}
 e^{-rt} (f_{H_t} - \lambda_1 P_t^I \delta) &= e^{-rt} (\lambda_1 r p_t^I - \lambda_1 \dot{p}_t^I) \\
 \Rightarrow f_{H_t} - \lambda_1 P_t^I \delta &= \lambda_1 r p_t^I - \lambda_1 \dot{p}_t^I \\
 \Rightarrow \frac{f_H}{\lambda_1} &= P_t^I \left(\delta + r - \frac{\dot{p}_t^I}{p_t^I} \right) = \Pi_t \quad (6)
 \end{aligned}$$

Π_t est le prix de location d'une unité de service du bien pouvoir au temps t .

Selon la loi fondamentale de l'économie, la demande du bien pouvoir $Q(H)$ sera une fonction décroissante de Π_t .

Si le stock de bien disponible sur le marché est connu, il devient alors facile de déterminer la quantité optimale de pouvoir demandée par le pays i . Dans le cas d'un bien durable, le consommateur a deux alternatives: acheter le stock du bien ou en louer le service dépendemment de la structure et des conditions du marché.

Aussi la détermination de la quantité échangée à l'équilibre ne pourrait se faire qu'après la précision des conditions et la structure de ce marché.

Chapitre 8

Un modèle statique de demande de pouvoir

Il est à noter que la condition nécessaire et suffisante de l'existence d'une relation impliquant le pouvoir est l'existence d'une dépendance de B sur A. Cette dépendance devrait être objectivement et/ou subjectivement reconnue par B. Le consentement de B est nécessaire pour l'exercice du pouvoir de A sur lui. B ayant le monopole sur son consentement, nous pouvons alors dire, en tenant compte de la difficulté de transitivité⁽¹⁾, que A fait face à un monopoleur pour le bien pouvoir sur B. Il n'y a donc pas de courbe d'offre de ce bien.

B ne fait pas nécessairement affaire avec un seul acheteur du bien pouvoir qu'il produit. Pour cette raison, remarquons-nous en général, dans les relations sociales ou internationales, qu'un agent B peut être soumis, mais à des degrés plus ou moins différents, à plusieurs autres agents A, D, E, etc... Etant donnée l'influence du degré de résistance (dépendance, etc...) sur la productivité des moyens de sanction par exemple, il est alors possible à B de séparer

(1) Cartwright, D. ed. "Studies in Social Power", The University of Michigan, Michigan, 1959.

les différents acheteurs éventuels qui, pour la même raison auront des élasticités de demande différente. Toutes les conditions sont remplies pour que B soit un monopoleur discriminant sur le "marché" du bien pouvoir.

En plus, par analogie avec la pratique dans toute société non esclavagiste, où le travailleur n'appartient pas à son employeur, nous pouvons postuler que, dans la mesure où la relation de pouvoir existe dans une relation sociale, les agents demandeurs de pouvoir durant chaque période ne peuvent que louer le service du pouvoir de B. L'appropriation est alors exclue. (Sauf dans le cas de pays qui sont encore des colonies...). Dans ces conditions, nous n'avons plus besoin d'une fonction d'utilité intertemporelle pour analyser la demande de service du bien pouvoir de A, par exemple.

Le problème analysé précédemment se simplifie comme suit:

$$\text{Max } U = f(X, \rho h) \quad (10)$$

sous contrainte budgétaire

$$\sum_j \rho^h h_j + p_x X = Y \quad (11)$$

ρ est une constante et $0 < \rho \leq 1$. ρh étant la part de service de pouvoir qui procure de l'utilité à A. Ceci implique donc que $(1-\rho)h_j$ est la partie de pouvoir demandée comme bien intermédiaire qui remplirait par exemple les rôles du bien impact que nous avons cités en page 55.

$h = \sum_j h_j$ est la demande totale de service de pouvoir de A des autres agents j ($j = 1, 2, \dots, m$) que A domine

p^h est le prix du service de bien pouvoir

p_x est le prix des autres biens dans l'économie A

Y est le revenu national réel de A

X : Consommation des biens autre que le bien pouvoir.

$f(X, \rho h)$ est la fonction d'utilité collective de A.

Si nous considérons le fait que l'aide étrangère indiquerait le montant des ressources allouées par le pays A pour "acheter" le pouvoir des autres pays qu'il influence, la contrainte budgétaire en terme réel devient alors

$$\sum_j A_j + X = Y \quad (11')$$

Le lecteur peut déjà remarquer deux divergences avec le modèle développé par Dudley L. & Montmarquette C. (2)

i) Nous reconnaissons explicitement le fait que le service de pouvoir demandé par A ne procure pas en totalité de l'utilité. Ceci n'arrivera que si $\rho = 1$. Nous excluons par contre, pour raison de manipulation mathématique, la possibilité que le service du bien pouvoir ne soit qu'un bien d'investissement ce qui se manifeste par l'hypothèse selon laquelle $\rho \neq 0$.

ii) L'aide entre dans notre contrainte budgétaire non pas sous forme d'aide per capita du pays influencé j , fournie par le pays i qui

(2) L. Dudley et C. Montmarquette, "A Model of the Supply of Bilateral Foreign Aid", Forthcoming, American Economic Review, Mars 1976.

demande du pouvoir, mais plutôt sous forme d'aide totale offerte par le pays i au pays j . Nous justifierons ce changement un peu plus loin lorsque nous expliciterons les arguments de la fonction de production du bien pouvoir.

Les inputs entrant dans la production du pouvoir⁽³⁾ sont:

$A_j, y_j, e_j, dum, n_j, X_1,$

où y_j est le revenu per capita du pays j

$$e_j = \frac{E_{ji}}{E_j} \quad \text{avec } E_{ji} \text{ représente les exportations du pays } j \text{ vers le pays } i$$

avec E_j représente les exportations totales du pays j

n_j : population du pays j

variable auxiliaire = Dum

$$Dum = \begin{cases} 0 & \text{si } j \text{ n'appartient à aucune coalition de laquelle } i \text{ est exclue} \\ 1 & \text{si } j \text{ appartient à une coalition de laquelle } i \text{ est exclue.} \end{cases}$$

Nous définirons plus en détail quatre genres de coalitions dans la quatrième partie.

X_1 indique la durée de contact formel particulier ayant existé (ou existant) entre i et j .

(3) En supposant que le pouvoir est proportionnel à la "capacité généralisée" de A , nous pouvons parler indifféremment du pouvoir et de la capacité généralisée à un facteur de proportion près.

$$h_j = h_j (A_j, y_j, e_j, Dum, n_j, X_1).$$

Section I

Justification et hypothèse concernant les arguments de la fonction de production du pouvoir

Les facteurs de production du pouvoir du pays i sur j peuvent être subdivisés en deux. D'un côté, les facteurs de production du pouvoir actif de i et les facteurs de production du pouvoir passif du pays j , d'autre part. Alors que le pouvoir actif permet à l'agent i de menacer, punir, récompenser, etc... un autre agent, le pouvoir passif de j lui permet de résister à toute tentative d'influence exogène. Le pays i (j) étant celui qui veut influencer (devrait "résister") il va de soi que nous sommes alors amenés à nous intéresser au pouvoir actif (passif) de i (de j).

A. Facteurs de production du pouvoir actif du pays i .

1. Aide offerte par le pays i au pays j .

L'aide indique le coût de ressources réelles allouées par i pour l'influence de j . L'assistance peut être considérée comme un indice de la part de i d'obtenir h_j . Cette assistance internationale peut être considérée de deux façons en l'interprétant comme une variable de sanction:

a) comme facteur de punition potentiel:

En effet, en cas d'un refus par l'agent j d'obtempérer à un ordre provenant de i, ce dernier pourrait supprimer toute ou partie de son assistance à j. Dépendamment des conditions internes à j et de l'efficacité de l'aide offerte par i à j, ce dernier peut ne pas pouvoir se passer des ressources mises à sa disposition par i.

b) L'aide peut être considérée comme une récompense.

Dans ce dernier cas, elle serait offerte en vue de récompenser j d'un acte qu'il a posé, acte favorisant et/ou satisfaisant i.

La considération de l'aide comme argument de la fonction de production du bien pouvoir vient surtout du fait que si l'offre de i et l'acceptation de j deviennent régulières, j peut en devenir de plus en plus dépendant*. L'aide développant le degré de dépendance du pays assisté, le degré de dépendance étant une condition nécessaire et suffisante pour le pouvoir, il devient alors évident que l'aide de i à j est input dans la production du pouvoir.

Dans notre modèle, contrairement à celui de Dudley L. & Montmarquette, C., nous utilisons l'aide totale de i à j plutôt que l'aide per capita reçue par j. Trois raisons fondamentales justifient

* Il faut noter que l'aide est une variable explicative du pouvoir alors qu'elle sera considérée comme variable dépendante dans la fonction que nous dériverons au chapitre suivant.

cette modification:

i) la forme réduite de notre modèle ((15') p. 128) décrit l'aide comme variable expliquée entre autre par la population de j , n_j . Si nous retenons comme variable dépendante l'aide per capita, donc l'aide totale divisée par n_j nous augmentons, à cause de cette manipulation mathématique, la probabilité que statistiquement le coefficient de n_j soit significativement différent de zéro. En plus, puisque nous travaillons avec des fonctions logarithmiques, nous imposons a priori un signe à ce coefficient: le signe négatif.

ii) Le pays i offre une aide globale à j et non une aide per capita de j . Ceci est reflété par les déclarations officielles des responsables de la politique d'aide au développement des pays donateurs qui donnent les chiffres globaux. Diviser l'aide reçue par j ($j = 1, 2, \dots, m$) par sa population n_j revient plus ou moins à procéder à une normalisation mais le coefficient de normalisation étant différent pour chaque pays assisté. Dans la mesure où n_j intervient explicitement comme input distinct dans la production de h_j , le pays i serait par conséquent intéressé à voir la contribution de l'aide qu'il accorde à j ($j=1,2,\dots,n$). Ces contributions ne sont comparables que si l'input est comparable v_j .

iii) Le pays j reçoit de l'aide globale et non une aide divisée par sa population. Cette aide peut être utilisée en faveur de certains

secteurs; son impact peut être favorablement concentré sur certains groupes donnés de sa population. La considération de l'aide per capita semble suggérer implicitement que les effets de l'aide semblent être autres uniformément diffusés à travers la population. Ce qui n'est pas ou peut ne pas être nécessairement le cas. Par contre, en considérant l'aide totale, nous ne faisons aucune hypothèse implicite quant à l'équité de l'utilisation des ressources étrangères reçues par les responsables de j . Par exemple, c'est le montant global qui nous indiquera la somme dont ils disposent pour asseoir leur autorité interne en finançant des projets favorisant certains groupes de pressions en particulier. Dans ces conditions, l'état de dépendance du gouvernement d'un grand pays par rapport à \$1 d'aide peut être aussi grand que celui d'un petit groupe (la grandeur du pays étant ici définie selon la population n_j).

2. e_j part des importations de i en provenance de j dans les exportations totales de j .

Les exportations procurent des devises étrangères au pays et sont un des moyens pour augmenter la capacité d'importation productive accélératrice de l'industrialisation. La concentration géographique et/ou en composition n'est pas nécessairement une source de vulnérabilité de l'économie. Même une faible diversification des exportations du pays ne pourra indiquer surtout qu'une vulnérabilité de l'économie par rapport au reste du monde et non par rapport à une économie étrangère en particulier. Ce dernier cas ne sera vérifié que si cette non diversification dans les produits exportés est renforcée par une concentration géographique des exportations. De même, nous pouvons noter

aussi que l'insuffisance de liquidités internationales d'un pays indiquerait uniquement une vulnérabilité par rapport au reste du monde et ne serait donc pas pertinente dans une analyse de relation entre ce pays et une autre économie en particulier.

D'une façon générale, les conditions de demande des produits exportés par j devraient indiquer si les exportations d'un pays pourront ou non trouver des marchés d'écoulement. Ainsi, même si l'économie j concentre ses exportations vers un pays i donné, et si les conditions de demande de ces exportations dans le monde sont ascendantes, une difficulté sur ce marché, (difficulté imposée en guise de sanction par les responsables de i), ne saurait être insurmontable par le pays j . En effet, il serait alors possible à j de trouver des marchés substitués (après une certaine période d'ajustement). Par contre, si ces conditions de demande étaient descendantes et/ou si j bénéficiait de rapport préférentiel avec i , il est fort probable que l'économie de j ne pourrait se relever facilement des difficultés imposées par i .

Devons-nous considérer les conditions de demande objective ou subjective telles que perçues par les pays i et/ou j ? Les pays en voie de développement exportaient en général surtout des produits primaires durant la période de notre étude qui va de 1964 à 1971. Durant cette période, les transactions étaient en général réalisées par des négociations entre Etats et non dans le marché tel que nous l'entendons traditionnellement. Même si les élasticités prix de ces biens sont faibles, la loi d'Engel implique de fortes élasticités revenu. La production de substituts synthétiques à ces produits pri-

maires devient de plus en plus forte. En plus, il faut noter la forte concurrence qui existait du côté de l'offre de certains de ces produits.

Si en plus de ces raisons, nous tenons compte des déclarations officielles des responsables des pays en voie de développement et des pays développés que ce soit dans le cadre de négociations bilatérales ou multilatérales, nous pourrions alors considérer que les conditions de demande de ces produits étaient subjectivement considérées comme défavorables. Dès lors, le lecteur pourra comprendre pourquoi la variable e_j est la seule variable (dans le domaine de réserves) pertinente à notre analyse. (Nous pouvons d'ailleurs postuler que la concentration géographique des exportations diminue avec le degré d'ascendance des conditions de demande étrangère des produits exportés).

Ainsi, par analogie avec l'aide étrangère, e_j pourrait être considéré comme un facteur de punition potentiel (avec imposition de quota par exemple, ce qui réduit les exportations de j) d'une part, et comme un élément de récompense si i assurait une stabilité à e_j , d'autre part.

La non considération de façon explicite de variables telles que la richesse et la population du pays i dans notre analyse du pouvoir actif de ce pays ne peut passer inaperçue et sans commentaire.

i) Raison économétrique.

Notre modèle servira entre autre à expliquer la distribu-

tion régionale de l'aide internationale du pays i . Nous utiliserons des données de coupe instantanée pour la procédure d'estimation. Dans ces conditions, les ressources du pays i identiques pour toutes les observations j ($j = 1, 2, \dots, m$) ne sauraient expliquer les différences entre l'aide reçue pour les différents pays j du pays i . Ce n'est qu'en série chronologique exclusivement qu'elles pourraient être pertinentes.

ii) Raison théorique.

Même dans ces conditions, leur pertinence n'est pas assurée. En effet, selon Klaus Knorr et M.R. Singer, le pouvoir d'un agent dépend beaucoup plus de sa volonté, que de sa "richesse" entendue dans le sens le plus large⁽¹⁾. Comme dans la demande de tout autre bien, la richesse de i est prise implicitement en considération par l'intermédiaire de la contrainte budgétaire de i .

Une fois le pouvoir actif du pays i défini, il nous reste à préciser le pouvoir passif du pays j afin de déterminer la capacité de résistance de ce dernier à toute tentative d'influence provenant de i .

B. Facteurs de production du pouvoir passif du pays j .

1. Le degré de flexibilité de l'économie de j : y_j

Le degré de flexibilité de l'économie pourrait en partie

(1) Klaus Knorr, "Power and Wealth", Basic Books Inc., Publishers, New York, 1970. M.R. Singer, "Weak States in a World of Powers: The Dynamics of International Relationships" The Free Press, MacMillan Co, New York, 1972.

pallier certaines lacunes laissées par la variable précédente e_j . Plus l'économie est flexible, plus un choc exogène serait surmonté sans trop grande difficulté. Par exemple, si les sanctions négatives de i se concentrent sur un secteur donné de j , une grande mobilité intersectorielle des facteurs de production pourrait atténuer les coûts de l'ajustement, ce qui permettrait à j de surmonter avec une facilité relativement grande les problèmes préalablement causés par i . Si le secteur frappé est important dans l'économie de j , quelque soit le degré de mobilité des facteurs de production, il va de soi que j ne pourrait surmonter les difficultés sans un grand chômage résiduel.

Comme indice de flexibilité de l'économie, nous n'avons pas pu trouver mieux que le revenu per capita de l'économie y_j . En supposant que y_j augmente avec le degré d'industrialisation d'une part et que le degré de diversification croît avec le niveau d'industrialisation de l'économie d'autre part, nous postulons alors que le degré de flexibilité de l'économie est positivement corrélié à y_j .

2. La population du pays j : n_j

Nous voulons vérifier l'hypothèse de la force du nombre. Mais il est possible comme le disait Marshall R. Singer, que "Numbers alone are an insignificant factor in any power equation. Organized numbers, on the other hand, constitute a major component of power". (M.R. Singer, p. 73). C'est pour ces raisons que même si dans un groupe donné, la majorité a le pouvoir potentiel, c'est

en général, voire toujours, une minorité qui a le pouvoir effectif, qui exerce le pouvoir. Dans ces conditions, il serait peut-être un peu plus difficile d'émettre une hypothèse a priori sur le signe de la dérivée partielle de h_j par rapport à n_j .

3. Variable de coalition: dum

Selon R.E. Emerson, une façon d'équilibrer une relation déséquilibrée qui favorise i au détriment de j pourrait consister à la formation d'une coalition entre j et un autre agent k . Cette coalition permettrait à j de diminuer entre autre son degré de dépendance sur i . Selon M.R. Singer, la formation d'une "coalition" entre l'Iraq et l'Union Soviétique pourrait servir d'illustration des effets de coalition et se résumer ainsi:

"- For the first time the history of Iraq has become positively intertwined with the Soviet Union;
 - more and more Iraqi elites are studying in Russian Language;
 - that the class structure in Iraq is beginning to resemble more closely the Soviet model than the British model on which it was formely patterned;
 - that communist ideology is widely accepted, at least in modified form, among the elite;
 and
 - as increasing numbers of Soviet instructors teach in Iraq, Soviet values will more and more replace those of Britain for the elites"⁽²⁾

(2) M.R. Singer, op. cit., p. 177.

La coalition aura donc deux effets:

i) atténuer le degré d'intériorisation des valeurs de l'agent qui est en dehors de la coalition. Ce qui aura pour effet de baisser la probabilité de consentement par intériorisation et/ou le consentement provoqué,

ii) diminuer le degré de dépendance économique de i sur j en augmentant par exemple la disponibilité de marchés substitués.

Il va de soi que les effets seront contraires lorsque la coalition est entre i et j .

4. Durée de contact particulier entre i et j : X_1

Le consentement par intériorisation s'obtient par intériorisation par j de valeurs mises au point par l'agent i . La probabilité d'arriver à un tel résultat augmente avec la durée de la tentative faite par i de faire accepter ces valeurs à j .

L'acceptation par j d'une information émise par i dépend entre autre du degré de crédibilité que j accorde à i . Cette crédibilité ne peut être obtenue, développée et maintenue qu'après des relations prolongées. En plus, l'influence non coercitive est facilitée lorsque les valeurs des agents sont convergentes. La convergence des idées ne pourra être atteinte que par un contact relativement long entre les deux agents i et j ; contact passé ou présent.

Les variables que nous venons d'énumérer constituent les facteurs de production du pouvoir de i sur j . Cette liste semble toutefois fort limitée si nous nous référons à la littérature concernant les relations entre pays en voie de développement d'une part et les pays développés, d'autre part. Aussi, il devient indispensable de justifier l'exclusion de certaines variables de notre modèle.

Section II

Justification de l'omission de certaines variables.

$$1. M_{ij} = \frac{\text{importations de } j \text{ en provenance de } i}{\text{importations totales de } j}$$

Les importations (surtout d'énergie ou de biens de capitaux) sont souvent considérées dans la littérature économique comme essentielles à l'industrialisation des pays en voie de développement. Ainsi, une baisse des importations en provenance de i peut entraîner des goulots d'étranglement dans j et diminuer le taux de croissance de l'économie de j . Aussi, une concentration des importations de j dans i pourrait être préjudiciable à j si i l'utilisait comme arme de sanction contre j . Mais ceci ne serait le cas que si j ne peut trouver d'autres fournisseurs. Or, nous savons que la probabilité de trouver des partenaires commerciaux pour les produits industrialisés est fort élevée. Il est toutefois certain que les conditions de crédits, les coûts et les crédits peuvent varier avec le partenaire commercial.

En plus, les pays en voie de développement ne peuvent pas influencer fortement les exportations des pays industrialisés dans la mesure où le flux commercial entre le Tiers-Monde d'une part, et les pays développés, d'autre part, représente une faible proportion du secteur extérieur du monde industrialisé.

2. Sources alternatives d'aide

Dans une analyse du pouvoir, l'omission de sources alternatives d'aide est fort remarquable et peut présenter une certaine faiblesse. En effet, le pays j pourrait atténuer les effets néfastes probables d'une sanction prise par i , sanction se traduisant par une chute dans e_{ij} ou A_{ij} . Ce fait a été historiquement vérifié par le cas de Cuba où, à la suite de la prise du pouvoir dans ce pays par Fidel Castro, les pays socialistes en général et l'U.R.S.S. en particulier se sont substitués au monde occidental qui représentait le principal partenaire de Cuba dans sa politique commerciale et d'aide. Les sources alternatives d'aides permettent ainsi à j d'accroître son pouvoir passif par rapport au pays i , affectant ainsi l'efficacité des moyens de sanctions de ce dernier. Mais, l'impact de A_{kj} (k étant un pays donateur différent de i) sur le pays j peut varier selon le pays d'origine. Cette variation peut résulter du privilège que chaque pays donateur préfère accorder aux différents secteurs. Aussi, une agrégation de l'aide des autres donateurs en une seule variable peut introduire des erreurs. Ceci peut être une des causes de la non pertinence de $\sum_{k=1}^m A_{kj}$, que Dudley L. et Montmarquette C. ont trouvée dans le cas de la France. La considération

individuelle de l'aide de chaque pays donateur comme variable distincte augmente, à notre avis, inutilement le nombre de variables indépendantes du modèle. Il est toujours possible de penser à agréger l'aide de certains pays dont l'impact pourrait être considéré comme semblable, ce qui permettra de réduire le nombre des autres donateurs à six groupes distincts par exemple⁽³⁾. La base de distinction ou de similitude entre les impacts de l'aide des pays donateurs pourrait se trouver dans la façon dont le pays bénéficiaire perçoit ces membres du Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E. Les résultats que nous avons obtenus en testant cette formulation n'ont pas été encourageants.

L'exposé précédent ignore la possibilité d'existence d'un "bandwagon effect" puisque selon Dudley L. et Montmarquette C., "the donor's residents give a higher evaluation to the impact of their aid, the greater the aid the rest of the world gives to the recipient country"⁽⁴⁾. Dans ce cas, A_{ij} et A_{kj} ne seraient plus négativement reliés. Ceci semble fort probable puisque, à cause de l'impossibilité d'obtenir ici des données sur les pays socialistes, nous avons limité notre analyse aux pays membres du Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E. Le signe souvent positif du coefficient de l'aide du reste du monde dans la fonction d'aide estimée par Dudley L. et Montmarquette C.

confirme cette seconde hypothèse. Elle est en plus confirmée par le

(3) On peut penser aux différents regroupements suivants: CEE, Etats-Unis, Japon, pays du Commonwealth, Pays nordiques et ceux qui n'ont pas eu de passé colonial, organismes internationaux.

(4) Dudley, L. et Montmarquette, C., op. cit., p.9.

cas historique de Cuba où l'interruption des relations de toutes sortes avec les U.S.A. entraîna une fin des flux des ressources provenant des pays occidentaux⁽⁵⁾.

La possibilité d'entraîner d'autres pays donateurs de l'O.C.D.E. dans la même pratique ne peut donc pas être ignorée. La seule source alternative d'aide très pertinente serait alors le bloc socialiste que nous avons incorporé dans notre modèle avec la variable dum. Mais pour ne pas pour autant éliminer complètement de notre analyse les effets probables de A_{kj} , nous nous proposons de les saisir indirectement par l'intermédiaire de e_{ij} et des autres formes de coalition.

En effet, un accroissement de a_{kj} ($k \neq i$) peut faire reconnaître à j un autre marché. Dans ce cas, e_{kj} peut augmenter ce qui aura pour effet de baisser e_{ij} . Cette hypothèse a été confirmée par l'étude de K. Valaskakis et M. Torrelli sur la relation entre les Etats Africains et Malgache Associés, d'une part, et la C.E.E., d'autre part⁽⁶⁾. Ils ont constaté une baisse de la part relative des importations en provenance de la France sur les importations totales des pays africains

Si a_{kj} très élevé, il se peut que k et j fassent partie de la même coalition [Cuba et U.R.S.S. au détriment des Etats-Unis ; le Vietnam Sud et les Etats-Unis au détriment de la France].

(5) Cet exemple n'est peut-être pas très illustratif puisque les Etats-Unis représentent tout de même un pays particulier.

(6) M. Torrelli et K. Valaskakis, op. cit. Voir aussi tableaux suivants.

Dans ces conditions, même si elle n'apparaît pas de façon explicite, l'aide du reste du monde est implicitement contenue dans notre modèle par l'intermédiaire des variables e_{ij} et Dum.

Plus précisément, nous allons supposer que:

$$h_j = A_j^\gamma y_j^\phi e_{ij}^\Gamma n_j^\alpha X_1^\theta C_1^{\text{Dum}} \quad (12)$$

Compte tenu de ce qui a été précédemment dit, nous pouvons retenir les hypothèses suivantes quant au signe, ou au domaine de variation des différentes élasticités de cette fonction:

$$0 < \gamma < 1$$

$$C_1 < 1$$

$$\phi < 0$$

$$\alpha \leq 0$$

$$0 < \Gamma < 1$$

$$0 < \theta < 1$$

Evolution du pourcentage des exportations des pays africains de la Zone Franc à destination de la France et de la C.E.E.

	Côte d'Ivoire		Dahomey	
	France	C.E.E.	France	C.E.E.
1960	30	15	67	10
1964	36	24	75	13
1965	36	23	55	26
1966	38	22	53	15
1967	39	27	35	27
1968	37	29	37	17
1969	35	32	36	24
1970	31	29	39	21
1971	33	27	42	25
1972	29	31		

	Haute-Volta		Mali	
	France	C.E.E.	France	C.E.E.
1960	21	2	23	3
1964	20	1	4	-
1965	14	3	6	-
1966	18	2		
1967	14	5		
1968	14	5	16	11
1969	13	8	16	1
1970	12	12	17	5
1971	22	12	20	4
1972	19	20	16	4

Evolution du pourcentage des exportations des pays
africains de la Zone Franc à destination de la France et de la C.E.E.

	Mauritanie		Niger	
	France	C.E.E.	France	C.E.E.
1960	15	-	70	-
1964	18	45	65	2
1965	21	49	56	2
1966	20	49	55	12
1967	20	47	68	-
1968	20	50	57	12
1969	20	42	63	5
1970	19	40	47	17
1971	21	37	52	5
1972			38	13

	Sénégal		Togo	
	France	C.E.E.	France	C.E.E.
1960	76	6	62	16
1964	79	4	44	27
1965	81	5	43	37
1966	74	8	40	37
1967	80	4	31	33
1968	66	9	39	44
1969	60	11	34	52
1970	71	15	28	57
1971	52	7	32	47
1972	58	10	27	57

Evolution du pourcentage des exportations des pays
africains de la Zone Franc à destination de la France et de la C.E.E.

	Cameroun		République Centrafricaine	
	France	C.E.E.	France	C.E.E.
1960	57	27	66	11
1964	54	26	46	10
1965	43	33	38	12
1966	38	29	37	12
1967	35	34	42	6
1968	34	37	38	7
1969	34	40	51	13
1970	31	39	50	20
1971	30	39	56	18
1972	32	37		

	Congo		Gabon	
	France	C.E.E.	France	C.E.E.
1960	28	51	51	26
1964	11	51	51	16
1965	10	50	49	14
1966	10	50	43	18
1967	15	45	36	21
1968	11	53	34	16
1969	14	45	95	16
1970	13	42	41	14
1971	15	39	37	17
1972				

Evolution de pourcentage des exportations des pays africains
de la Zone Franc à destination de la France et de la C.E.E.

	Tchad		Madagascar	
	France	C.E.E.	France	C.E.E.
1960	49.3	5.2	56	6
1964	54.9	8.6	54	6
1965	45.2	8.2	45	8
1966	48.8	16.1	46	7
1967	56.9	13.8	37	5
1968	63.5	9.2	34	7
1969	80.2	3	36	8
1970	73.2	-	35	7
1971	16.4	-	35	8
1972	1.6	-	39	8

Source: Calcul des pourcentages effectués à partir des données de
Zone Franc 1965, 1968 et 1972.

Chapitre 9

Aide comme variable dépendante

Le pouvoir, malgré son importance dans la dynamique sociale, n'est pas directement quantifiable. C'est une variable surtout qualitative.

Comme présenté, notre modèle apparaît comme un de politique économique où:

- l'objectif à atteindre par i serait une certaine "quantité de pouvoir", h_j , sur un agent j ;
- les instruments pour atteindre cet objectif seraient alors les moyens de sanction dont il dispose.

Traditionnellement, les instruments de la politique économique sont supposés exogènes et indépendants. Il est toutefois certain que nous pouvons nous demander avec Goldfeld & Blinder⁽¹⁾ jusqu'à quel point des variables comme le taux marginal de taxation des différentes classes de revenus dans une économie, la politique fiscale, etc... sont exogènes. La structure progressive d'imposition est construite à

(1) S.M. Goldfeld et A.S. Blinder, "Some Implications of Endogenous Stabilization Policy", in The Brookings Papers on Economic Activity, Vol. 3, 1972, pp. 585-644.

partir d'hypothèses implicites sur les propensions marginales ou moyennes à consommer des classes de revenu, donc dépend de ces coefficients.

Par analogie, nous allons supposer que notre instrument de politique est l'aide accordée par i à j . Le choix de cette variable est dû au fait que c'est i qui décide en grande partie du montant et de la distribution régionale de l'assistance internationale qu'il accorde. L'élimination de e_j dérive de l'impossibilité de i de contrôler E_j , les exportations totales de l'agent j . Mais comme dans le cas de la structure des taxes, nous pouvons supposer que A_j dépend de certaines variables que nous dériverons des conditions de premier ordre de la maximisation de la fonction d'utilité de i :

$$\text{Max } U = f(X, \rho h) \quad (10)$$

sous contraintes:

$$h = \sum_{j=1}^m \omega_j h_j \quad (13)$$

($j = 1, 2, \dots, m$) et $\omega_j =$ coefficient de pondération

$$h_j = A_j^Y y_j^\phi e_j^\Gamma C_1^{\text{Dum}} n_j^\alpha X_1^\theta \quad (12)$$

$$\sum_j A_j + X = y \quad (11')$$

$$L = f(X, \rho h) + \lambda_1 [\sum_j \omega_j (A_j^Y y_j^\phi e_j^\Gamma C_1^{\text{Dum}} n_j^\alpha X_1^\theta) - h] - \lambda_2 [\sum_j A_j + X - y] \quad (14)$$

Les conditions du premier ordre

$$\left. \begin{aligned} \frac{\partial L}{\partial X} = f_x - \lambda_2 = 0 \\ \frac{\partial L}{\partial h} = \rho f_h - \lambda_1 = 0 \end{aligned} \right| \Rightarrow \frac{\rho f_h}{f_x} = \frac{\lambda_1}{\lambda_2} = k$$

Dans ce qui suit, nous négligeons l'indice j sauf pour n_j .

k est le taux marginal de substitution entre les deux biens X et h .

Le pouvoir de i sur j est parfait substitut du pouvoir de i sur un autre pays. Dans ces conditions à l'équilibre k serait identique \forall_j .

$$\frac{\partial L}{\partial A} = \lambda_1 \gamma \omega A^{\gamma-1} y^\phi e^\Gamma C_1^{\text{Dum}} n_j^\alpha X_1^\theta - \lambda_2 = 0$$

$$\Rightarrow \frac{\lambda_1}{\lambda_2} = \frac{1}{\gamma \omega A^{\gamma-1} y^\phi e^\Gamma C_1^{\text{Dum}} n_j^\alpha X_1^\theta} = k$$

$$\Rightarrow k \gamma \omega A^{\gamma-1} y^\phi e^\Gamma C_1^{\text{Dum}} n_j^\alpha X_1^\theta = 1$$

$$\Rightarrow A^{1-\gamma} = k \omega \gamma y^\phi e^\Gamma C_1^{\text{Dum}} n_j^\alpha X_1^\theta \Rightarrow A = \left[k \omega \gamma y^\phi e^\Gamma C_1^{\text{Dum}} n_j^\alpha X_1^\theta \right]^{\frac{1}{1-\gamma}} \quad (15)$$

Le modèle devrait être en mesure de préciser les raisons et les variables qui induisent le pays i à ne pas accorder de l'aide à n'importe quel pays j .

Tout se passe comme si la politique d'aide internationale est un problème de décision à deux étapes au cours desquelles les autorités compétentes doivent trouver des réponses aux deux questions successives suivantes.

- i) à qui accorder de l'aide?
- ii) Si i se décide d'accorder de l'aide à un pays j , quel montant lui accorder?

Tel que spécifié, le pouvoir du pays i sur tout pays j avec lequel il est en relation est positif. Il faudrait interpréter notre h_j comme le pouvoir brut de i sur j . Dans ces conditions, i n'accordera pas de l'aide à un pays j en particulier parce que:

- soit i désire un niveau minimum de pouvoir \bar{h}_j sur chaque j , de sorte que pour atteindre ce niveau minimum, dans certains pays, il lui faudrait accorder une aide très importante.
- soit le pouvoir net de i sur j , (différence entre pouvoir brut de i sur j et pouvoir brut de j sur i) est négatif.

Nous supposons que la probabilité que i accorde de l'aide à un pays j est:

$$P_r(A_j > 0) = g(y_j, n_j, e_j, Dum, X_1) \quad (16)$$

$$\text{avec } \partial g / \partial y_j < 0 \quad \partial g / \partial Dum < 0$$

$$\partial g / \partial n_j \leq 0 \quad \partial g / \partial X_1 > 0$$

$$\partial g / \partial e_j > 0$$

Pour pouvoir estimer les différents paramètres, nous reformulons les équations (15), (16) comme suit:

$$\ln A = \frac{\ln \omega k}{1-\gamma} + \frac{\phi \ln y_j}{1-\gamma} + \frac{\Gamma \ln(e_j+1)}{1-\gamma} + \frac{\text{Dum} \ln C_1}{1-\gamma} + \frac{\alpha \ln n_j}{1-\gamma} + \frac{\theta \ln(X_1+1)}{1-\gamma} + \epsilon_j \quad (15')$$

l ajouté à e_j et X_1 pour possibilité de manipulation mathématique si $e_j = X_1 = 0$

$$P_{r_j} = b_0 + b_1 \ln y_j + b_2 \ln(e_j+1) + b_3 \text{Dum} + b_4 \ln n_j + b_5 \ln(X_1+1) + u_j \quad (17)$$

ϵ_j et u_j sont des termes aléatoires $E(\epsilon_j) = E(u_j) = 0$ et $E(u_j^2) = \sigma_u^2$ et $E(\epsilon_j^2) = \sigma^2 \quad \forall_j$

Le choix de la forme multiplicativè pour ϵ_j et u_j peut tenir compte de l'omission de certaines variables de notre modèle.

Les hypothèses concernant l'équation (16) impliquent:

$$\begin{array}{ll} b_1 < 0 & b_4 < 0 \\ b_2 > 0 & b_5 > 0 \\ b_3 > 0 & \end{array} \quad (17')$$

$$(15') \Rightarrow \ln A_j = \beta_0 + \beta_1 \ln y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \text{Dum} + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \varepsilon_j \quad (18)$$

$$\begin{aligned} \text{où } \beta_0 &= \frac{\ln(k \gamma \omega)}{1-\gamma} & \beta_3 &= \frac{\ln C_1}{1-\gamma} \\ \beta_1 &= \frac{\phi}{1-\gamma} & \beta_4 &= \frac{\alpha}{1-\gamma} \\ \beta_2 &= \frac{\Gamma}{1-\gamma} & \beta_5 &= \frac{\theta}{1-\gamma} \end{aligned} \quad (19)$$

Les hypothèses concernant les élasticités de la fonction de production du bien pouvoir donnent:

$$\begin{aligned} \beta_1 &< 0 & \beta_4 &< 0 \\ \beta_2 &> 0 & \beta_5 &> 0 \\ \beta_3 &< 0 & & \end{aligned} \quad (19')$$

L'estimation de (17) avec probit⁽²⁾ et de (18) avec moindre carré ordinaire permet d'obtenir les b_k et les β_k ($k = 1, 2, \dots, 5$). La détermination des différentes élasticités de la fonction de production du bien pouvoir se fait avec l'utilisation des cinq (5) dernières équations de la condition (19). Nous avons alors cinq (5) équations à six (6) inconnues $\gamma, \phi, \Gamma, C_1, \alpha, \theta$. Afin de résoudre ce problème de

(2) S.M. Goldfeld et R.E. Quandt, "Nonlinear Methods in Econometrics", North-Holland Publishing Company - Amsterdam, 1972.

sous-identification, nous posons a priori $\Gamma = \gamma$. Cette hypothèse qui paraît moins restrictive que celle de L. Dudley & C. Montmarquette⁽³⁾ pour qui $\phi = -\gamma$, se justifie par les raisons suivantes:

- l'aide et les exportations procurent des devises étrangères à j. e_j et A_j peuvent alors être considérés comme presque parfaits substituts quant à leur rôle de fourniture de devises étrangères,
- parmi les variables explicatives de l'équation (18) ou de la fonction de production du bien pouvoir, seul e_j peut être en partie contrôlable par les responsables de la politique économique de j. Le degré de contrôle de e_j par i est toutefois plus faible que celui de A_j comme noté précédemment. Dans ces conditions, e_j peut être encore un substitut à A_j comme instrument dans cette politique économique ayant pour objectif h_j .

Aussi:

$$\Gamma = \gamma \Rightarrow \beta_2 = \frac{\gamma}{1 - \gamma} \quad \gamma = \frac{\beta_2}{1 + \beta_2}$$

$$\phi = \beta_1 (1 - \gamma) \tag{20}$$

$$\alpha = \beta_4 (1 - \gamma)$$

$$\theta = \beta_5 (1 - \gamma)$$

$$C_1 = e^{\beta_3 (1 - \gamma)}$$

$$kw = e^{\left[\frac{\beta_0 (1 - \gamma)}{\gamma} \right]}$$

(3) Dudley, L. et Montmarquette, C. , op. cit.

Avant de procéder à l'estimation et analyse économétriques de notre modèle, nous nous proposons de reprendre les grandes lignes qui ont été développées dans cette partie.

L'approche du concept de pouvoir développée par J.C. Harsanyi présente certaines faiblesses d'ordre théorique et empirique. ces lacunes émanent de la difficulté de mesurer certaines de ces variables et de la possibilité de la considération du pouvoir sectoriel exclusivement. Aussi, en définissant le pouvoir comme une "capacité généralisée d'un agent de réduire toute ou partie de la résistance d'un autre", il nous a été facile d'approcher le pouvoir comme bien durable. Mais la structure du marché imposée par les conditions nécessaires et/ou suffisantes au pouvoir rend difficilement soutenable le processus de maximisation de la fonction d'utilité intertemporelle⁽⁴⁾. En effet, cette structure ne laisse au consommateur du bien pouvoir qu'une seule possibilité: celle de la "location" du pouvoir. Par conséquent, nous avons été amené à déduire une fonction d'aide bilatérale des conditions de premier ordre de la maximisation de la fonction d'utilité du pays donateur de l'aide. Cette fonction spécifie l'aide comme variable dépendante du revenu per capita et de la population du pays bénéficiaire j , de la part des importations du pays donateur i dans les exportations totales de j , e_j , d'une variable auxiliaire indiquant le fait que les deux pays appartiennent ou non à la même coalition, dum , et de la durée de toute relation particulière ayant existé ou

(4) La fonction d'utilité a deux variables X et h . X bien agrégé représentant tous les autres biens dans l'économie autre que le bien pouvoir dont ses services sont h . X est supposé être un bien non durable. On suppose aussi l'inexistence d'épargne.

existant entre ces deux pays, X_1 . C'est l'estimation de cette fonction qui nous permettra d'obtenir l'élasticité des n_j , y_j , e_j , dum , X_1 , et de l'aide de i à j A_j seuls inputs, dans la production du bien pouvoir de i sur j .

QUATRIEME PARTIE

RESULTATS STATISTIQUES DE L'ESTIMATION DES FONCTIONS D'OFFRE
D'AIDE ET DE DEMANDE DE POUVOIR DE LA FRANCE ET DU ROYAUME-UNI

Chapitre 10

Les données

1. L'aide

L'une des difficultés majeures inhérente à toute analyse empirique est la recherche de données et/ou la détermination des données qui correspondent exactement aux variables considérées dans le modèle théorique d'une part, et les hypothèses à poser afin de pouvoir utiliser ou non les données disponibles, d'autre part.

La première difficulté, rencontrée dans l'estimation des différentes fonctions de notre modèle, a été le choix entre engagements et versements d'aide comme mesure des montants des flux des ressources internationales mises à la disposition des pays en voie de développement par les pays industrialisés membres du Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E. Dans la mesure où l'un des buts de notre analyse est d'intégrer dans toute politique d'aide les variables tant du côté d'offre que du côté de la demande, notre choix a porté en définitive sur les versements qui sont plus pertinents puisqu'ils représentent le résultat de compromis entre les pays bénéficiaire et donateur de l'aide.

Ensuite, nous avons été affrontés aux problèmes de la considération de l'aide multilatérale. L'aide d'un pays donateur à un ensemble de pays bénéficiaires (afin de financer un projet multinational par exemple) est difficile à considérer dans le cadre d'une analyse de

demande de pouvoir du pays i sur un pays donné j . Il est en effet impossible de déterminer la part de l'aide reçue par chaque pays bénéficiaire dans ce cas⁽¹⁾. Si ce problème pouvait être surmonté, il en reste un autre. On ne pourrait soutenir que ce sont les variables du pays j qui déterminent la part que ce dernier reçoit. Une telle hypothèse suppose implicitement que i fixe le montant à accorder à chaque pays et c'est la somme de ces montants individuels dont aurait bénéficié chaque pays du groupe qui donne cette aide multilatérale totale. Ce postulat est difficile à soutenir qu'il soit implicite ou explicite. La considération de cette forme d'aide serait plus facile si notre objectif primordial était la mesure du pouvoir de i sur le groupe de pays bénéficiaires concernés.⁽²⁾

La deuxième forme d'aide multilatérale est l'assistance d'un groupe de pays donateurs, à un ou plusieurs pays bénéficiaires, à travers un organisme international spécialisé dans la politique d'aide par exemple. Les difficultés que nous venons d'exposer peuvent s'appliquer ici selon que l'aide bénéficie à un groupe de pays en voie de développement. Mais en plus de cela, les influences du côté de l'offre viennent de plusieurs pays développés. Les variables inhérentes à ces pays peuvent se compenser ou se renforcer. Quelqu'en soit le cas, à moins d'émettre

(1) Le même problème se posera dans le cas d'une aide multilatérale à un groupe de pays bénéficiaires, le pays i faisant partie des pays donateurs.

(2) Dans ces conditions, h_j devrait être interprété comme le service du pouvoir que i a sur j dans le cadre d'une relation bilatérale directe uniquement.

des hypothèses a priori et/ou ad hoc, la justification rationnelle de la précision et la séparation des critères des pays donateurs, pris individuellement, serait une tâche hardue. La considération de cette forme d'aide serait plus utile dans une analyse du pouvoir d'un groupe de pays donateurs sur un ou plusieurs pays bénéficiaires à la fois.

Pour ces raisons, nous avons été obligés d'éliminer l'aide multilatérale de notre analyse.

Les données relatives à l'assistance militaire bilatérale que nous n'avons pu obtenir n'ont pas été considérées.

Nous avons donc limité les données de l'aide, à l'aide publique au développement telle qu'elle apparaît dans les publications du Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E.

2. Justification du choix de la France et du Royaume-Uni pour l'analyse empirique

Il semblerait paradoxal, pour un habitué de la littérature, qu'une analyse du pouvoir ne se concentre pas sur l'U.R.S.S. et/ou les U.S.A. et prenne plutôt pour cadre d'application des pays de puissances intermédiaires comme la France et le Royaume-Uni.

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour justifier ce choix.

Même si, évidemment, notre modèle théorique n'a pas encore été utilisé, plusieurs études ont déjà été consacrées à la demande de pouvoir des deux plus grandes puissances du monde. L'analyse de celle d'autres

pays constitue alors une extension du domaine empirique du concept de pouvoir.

Ce choix rend difficile notre travail dans la mesure où depuis quelques années, l'impérialisme américain est de plus en plus prouvé et dénoncé dans le monde. En effet, à la suite des derniers événements au Chili, en Grèce et à Chypre, il nous aurait été relativement facile de confirmer la contribution importante de l'aide dans l'acquisition du pouvoir par le pays donateur en général et par les Etats-Unis en particulier. Mais l'intérêt et la discussion que peut soulever notre travail empirique se trouveront par conséquent atténués dans ce cas.

Le problème de données nous a aussi écartés du choix de l'Union Soviétique comme cadre d'analyse empirique. En effet, dans les publications statistiques que nous avons pu avoir à notre disposition, les données des flux commerciaux des pays de l'Est ne sont que de grossières estimations. Or, pour la dérivation de γ nous avons utilisé β_2 , coefficient de e_j dans la fonction d'offre d'aide internationale. La concentration des exportations du pays bénéficiaire de l'aide dans le pays i jouant un rôle primordial dans la détermination des élasticités des différents facteurs de production du bien pouvoir, il nous semble alors difficile de choisir l'U.R.S.S. pour l'analyse empirique. L'objection majeure vient aussi du fait que nous n'avons pu obtenir des statistiques sur l'aide accordée par l'Union Soviétique.

Notre étude porte aussi sur les flux d'aide publique au développement. La France et le Royaume-Uni étant parmi les pays donateurs

les plus importants, l'estimation de leur fonction d'offre d'aide ne manque donc pas d'intérêt. En plus, ces deux pays ont été parmi les plus grands colonisateurs que l'humanité ait connus. Même si la carence des données pertinentes de l'époque coloniale ne permet pas de prouver un changement de comportement à la suite de la détérioration de leur empire colonial, l'estimation de la fonction de demande de pouvoir de la France et du Royaume-Uni (dont les puissances ne sont pas négligeables dans la politique internationale) demeure toujours stimulante et intéressante.

3. Variable de coalition: Dum

Les alliances militaires, les associations économiques, politiques, etc... ont été utilisées comme critère de détermination de coalition.

Pour notre analyse, nous avons retenu quatre coalitions possibles:

i) celle avec les Etats-Unis:

- organisation des Etats Américains pour les pays en voie de développement de l'Amérique;
- organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour les pays de l'Europe méridionale,
- organisation du Traité de l'Asie du Sud Est (OTASE)

- ii) celle avec l'Union Soviétique:
- iii) celle avec la France (Zone Franc et/ou Francophonie)
- iv) celle avec le Royaume-Uni (Zone Sterling et/ou Commonwealth).

Ainsi, pour la France,

$$\text{Dum} = \begin{cases} 0 & \text{si le pays bénéficiaire appartient au groupe iii)} \\ 1 & \text{si le pays bénéficiaire n'appartient pas au groupe iii)} \end{cases}$$

Pour le Royaume-Uni,

$$\text{Dum} = \begin{cases} 0 & \text{si le pays bénéficiaire appartient au groupe iv)} \\ 1 & \text{si le pays bénéficiaire n'appartient pas au groupe iv)} \end{cases}$$

4. Variable de contact, de relations particulières: X_1

Pour cette variable, nous avons retenu la durée de la relation formelle ou non, qu'elle soit directe ou non. Une relation directe est formelle si le pays est sous un contrôle direct et légal d'un autre pays (colonie). Elle est informelle si le pays fort, peut intervenir directement pour établir le genre de gouvernement qu'il désire même sans juridiction formelle.

Une relation indirecte entre le pays j et le pays i est formelle dans le cas de protectorat et mandat sous tutelle légale. La différence de cette relation avec celle qui est directe et formelle est légale plutôt que pratique. La relation indirecte est non

formelle dans le cas où "some legal basis for the relationship could be found"⁽³⁾.

5. Les observations

Pour fin de comparaisons, nous avons d'abord considéré un cadre de relation: relation d'aide. Dans ces conditions, nous avons utilisé les pays en voie de développement bénéficiant d'aide bilatérale des pays développés membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE. Nous avons donc dû éliminer les pays de l'Est. Ceci aura sans aucun doute un impact sur b_3 , coefficient de Dum dans Probit, puisque ces pays sont tous du groupe ii).

Ensuite, dans Probit, nous n'avons pas considéré les pays donateurs de l'aide internationale. Ceci aura un effet sur b_1 coefficient du revenu per capita du pays qui bénéficie de l'aide.

Pour les mêmes raisons que celles avancées par Dudley, L., et Montmarquette, C., nous avons éliminé des observations les colonies ou dépendances.

6. Sources des données

Les données sur l'aide proviennent des publications du Comité d'Aide au Développement sur les versements de l'APD pour les années 1960-1964, 1965, 1966-67, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972. Celle sur le revenu per capita en dollars américains, sur la popula-

(3) M.R. Singer, p. 93.

tion , les indices de prix à la consommation et des exportations des Etats-Unis viennent de l'International Financial Statistics du FMI et de la revue Finance and Development de la Banque Mondiale (Mars des années 1969 à 1973).

La série Direction of Trade du FMI de 1960 à 1971 nous a fourni les données concernant la variable e_j définie comme le degré de concentration des exportations du pays j vers le pays i .

Sauf dans le cas de mention contraire, les estimations ont été faites pour les années allant de 1964 à 1971.

Chapitre 11

Les résultats statistiques

Pour l'estimation des coefficients de notre modèle, nous avons utilisé quatre mesures différentes de l'aide, variable dépendante de l'équation (18).

- dons publics = ADO
- prêts publics bruts = PB
- prêts publics bruts = dons publics = ADO + PB
- ADO + PB [mais en enlevant les observations où
ADO = 0] = ADOP.

Cette différenciation se justifie par le fait que les prêts bruts, quoique portant de faibles taux d'intérêt, devraient être plutôt assimilés aux investissements en général.

Dans ces conditions, dépendamment du taux d'intérêt, ces prêts seraient mieux expliqués par la théorie des investissements, ce qui devrait impliquer dans notre modèle, le fait que β_1 et β_4 soient positivement différents de zéro. Il est toutefois possible que si les conditions de crédit et/ou de remboursement sont perçues par les emprunteurs plus que favorablement comparables à celles des prêts obtenus sur les marchés financiers libres, l'aide agrégée (ADO + PB) serait alors la variable pertinente.

Section 1: Probit

$$Pr_j = b_0 + b_1 \ln y_j + b_2 \ln(e_j+1) + b_3 \text{Dum} + b_4 \ln(n_j) + b_5 \ln(x_1+1) + u_j .$$

Nous avons estimé cette équation en utilisant les observations pour ADO, ADOP (identiques puisque dans les deux cas, il y a le même nombre d'observations) et ADO + PB.

A. ADO & ADOP

1. France

Les estimations ont été faites pour les années 1966, 1968, 1970 et 1971.

Sur 20 coefficients, neuf sont significativement différents de zéro à .05 degré de confiance. Il faudrait noter le signe négatif de b_1 qui n'est significatif qu'en 1971. Par contre, malgré le degré de colinéarité fort élevé entre e_j et X_1 (le coefficient de corrélation simple entre ces deux variables est d'environ .70) ces variables sont les plus souvent significatives et leurs coefficients b_2 et b_5 respectivement ont le signe attendu.

Le signe négatif de b_1 traduit une prise en considération, des autorités compétentes françaises, de la pauvreté des pays bénéficiaires pour la décision de la première étape. Nous pouvons tout de même remarquer une tendance à la baisse de l'impact négatif de y_j dans cette

$$\text{France Probit } Pr_j = b_0 + b_1 \ln Y_j + b_2 \ln(e_j + 1) + b_3 \text{Dum} + b_4 \ln n_j + b_5 \ln(X_1 + 1) + u_j$$

	1965	1968	1970	1971
b_0	3.482	.523	2.025	1.280
b_1	-1.705 (1.475)	-.496 (.323)	-.497 (.337)	-.419* (.242)
b_2	.891 (.588)	.994* (.385)	.733* (.315)	.355* (.210)
b_3	-2.437 (1.744)	-.565 (.635)	-1.679* (.630)	-1.128* (.531)
b_4	-.127 (.607)	-.187 (.272)	-.171 (.249)	.107 (.166)
b_5	1.193* (.627)	.229* (.140)	.073 (.157)	.298* (.123)
Likelihood Ratio Test	88.575	80.913	75.659	64.616
Degré de liberté	5	5	5	5
Pseudo \bar{R}^2	.614	.845	.818	.715
Nombre d'observations positives	93 20	93 25	93 24	93 27
$\rho(\text{Dum}, e_j)$	-.47	-.67	-.65	-.65
$\rho(e_j, X_1)$	.70	.75	.71	.68
$\rho(X_1, \text{dum})$	-.56	-.67	-.79	-.73

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance
S.D. entre parenthèses

décision d'accorder ou non de l'aide. La valeur estimée de b_1 a passé de -1.705 à -0.419 de 1965 à 1971.

Comme il fallait s'y attendre, les variables économiques (e_j) et culturelles (X_1) retiennent beaucoup l'attention des autorités françaises d'accorder ou non de l'aide à un pays en voie de développement. Nous aurions pu affirmer la même chose de la variable politique dum, si le degré de colinéarité élevé entre elle d'une part, et e_j et X_1 respectivement d'autre part, ne rendait difficile toute inférence statistique.

Parmi les variables retenues pour expliquer la décision de la première étape, seule la population du pays bénéficiaire n'est pas du tout significative.

2. Royaume-Uni

Les résultats statistiques sont de mauvaise qualité ici. En effet, seulement 5 des 40 coefficients estimés sont significatifs. Parmi ces cinq coefficients significativement différents de zéro, nous remarquons 2 b_1 , 2 b_4 et b_3 . Ceci suggèrerait à première vue de trouver dans la colinéarité élevée entre dum et e_j (-.52), e_j et X_1 (+ .53) et X_1 et dum (-.88), en 1970 par exemple, l'explication des piètres résultats dans la mesure où 23 des 24 coefficients de ces variables ne sont pas significatifs. Même si cela devrait être le cas, c'est-à-dire si la multicolinéarité entre ces variables indépendantes rend difficile des inférences statistiques fiables, la comparaison des estimés des écarts-types de ces coefficients pour la France d'une part et du Royaume-Uni d'autre part indiquerait que la principale source d'explication pourrait résider ailleurs. En effet, certaines de ces variables sont significa-

Royaume-Uni Probit: $Pr_j = b_0 + b_1 \ln y_j + b_2 \ln (e_j + 1) + b_3 \text{Dum} + b_4 \ln n_j + b_5 \ln (X_1 + 1) + u_j$

ADO

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
b_0	1.634	.728	-.021	2.085	2.453	2.417	1.396	2.369
b_1	-.055 (.194)	-.067 (.174)	.001 (.193)	-.246 (.204)	-.312* (.181)	-.381* (.188)	-.068 (.171)	-.168 (.175)
b_2	.225 (.155)	.005 (.137)	.173 (.157)	.204 (.193)	.179 (.162)	.035 (.187)	.044 (.163)	-.057 (.160)
b_3	-1.564* (.778)	-.387 (.433)	.107 (.526)	.210 (.533)	-.610 (.501)	.662 (.645)	-.582 (.754)	-.606 (.720)
b_4	.228* (.126)	.236* (.118)	.123 (.126)	-.146 (.138)	.073 (.125)	-.014 (.139)	.154 (.132)	.083 (.136)
b_5	-.272 (.178)	.010 (.103)	.126 (.131)	.093 (.132)	.031 (.123)	.250 (.160)	.006 (.169)	-.017 (.160)
Likelihood Ratio Test	14.755	6.475	6.659	4.04	10.35	7.405	4.294	3.424
Degré de liberté	5	5	5	5	5	5	5	5
Pseudo R^2	.215	.09	.104	.07	.160	.134	.075	.06
Nombre d'observations	93	93	93	93	93	93	93	93
Positives	69	65	71	78	72	79	77	79
$\rho(\text{Dum}, e_j)$	-.35	-.29	-.41	-.36	-.37	-.47	-.52	-.47
$\rho(e_j, X_1)$	.42	.46	.51	.49	.47	.51	.53	.42
$\rho(X_1, \text{Dum})$	-.77	-.74	-.82	-.81	-.80	-.88	-.88	-.86

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance
S.D. entre parenthèses

tives dans le cas de la France même si les écarts-types sont du même ordre que ceux du Royaume-Uni. Avant de retenir la possibilité d'un malheureux choix de nos variables explicatives et/ou de la spécification du modèle estimé, nous pouvons avancer les raisons suivantes pour expliquer la mauvaise qualité de nos résultats statistiques.

En premier lieu, durant la période d'analyse retenue, le Royaume-Uni accordait en général de l'aide à plusieurs pays. En effet, à part les trois premières années de notre étude, 77 pays en voie de développement en moyenne bénéficiaient de l'aide publique au développement du Royaume-Uni. Dans ces conditions, il nous reste peu d'observations nulles (16 en moyenne) à expliquer.

En plus, dum prend la valeur unitaire pour la quasi totalité des pays non favorisés par le Royaume-Uni dans sa politique d'aide⁽¹⁾. Mais l'analyse n'est pas pour autant simplifiée et la pertinence de la variable politique, dum , dans la prise de la décision de la première étape n'est pas assurée dans la mesure où beaucoup de pays bénéficiant de l'assistance britannique n'appartiennent pas à la même coalition que le Royaume-Uni.

Pour finir, il faudrait constater, après une analyse des données relatives aux différents pays généralement exclus par le Royaume-Uni dans sa politique d'aide au développement, la divergence des caractéristiques de ces pays.

La seule consolation réside dans les signes adéquats que prennent tous les coefficients significatifs. Sur les 24 coefficients de e_j , dum et X_1 sept sont du mauvais signe mais non significatifs.

(1) Liste des pays auxquels le Royaume-Uni n'accorde pas en général de l'aide: Grèce, Espagne, Yougoslavie, Maroc, Tchad, République Centrafricaine, Zaïre, Gabon, Somalie, Haute-Volta, Cuba, El Salvador, Nicaragua, Koweït, Arabie Séoudite, Yemen, République Khmère, Taïwan.

Le lecteur pourrait noter la prédominance du signe positif de b_4 (6 fois sur 8). Nous y reviendrons plus loin.

La grande fluctuation des coefficients indiquerait une certaine instabilité dans l'importance relative des critères affectant la décision de la première étape des responsables de la politique d'aide publique au développement du Royaume-Uni.

Il faut toutefois reconnaître que les résultats de l'estimation de probit en prenant ADO ou ADOP comme aide ne sont pas satisfaisants, suggérant ainsi que les autorités compétentes des deux pays donateurs prendraient leur décision de la première étape en considérant plutôt les pays auxquels elles accorderaient une aide totale c'est-à-dire, dons et/ou prêts bruts.

B. ADO + PB

1. France

Nous avons été plus heureux dans nos résultats économétriques. En effet, peut-être à cause du plus grand nombre d'observations non nulles, nous avons obtenu 23 coefficients significativement différents de zéro sur un maximum possible de 40. Tous les coefficients significatifs sont de bon signe. Douze b_2 et b_5 sont significatifs et parmi les 16 de ces coefficients estimés seul b_5 de 1970 est du mauvais signe négatif. Ces résultats confirment, à cette étape, l'importance des liens culturels et commerciaux dans la décision des autorités compétentes de la France d'accorder ou non de l'aide à un pays en voie de développement.

$$\text{France Probit } P_r = P_0 + b_1 \ln y_j + b_2 \ln (e_j + 1) + b_3 \text{Dum} + b_4 \ln n_j + b_5 \ln (X_1 + 1) + u_j \quad (\text{ADO} + \text{PB})$$

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
b_0	-4.741	-5.341	-4.150	-.454	-2.749	-1.950	-2.310	-1.966
b_1	.248 (.309)	.429 (.322)	.386 (.293)	-.243 (.230)	.231 (.242)	.179 (.204)	.110 (.225)	.169 (.212)
b_2	.783* (.232)	.552* (.228)	.594* (.287)	.518* (.196)	.370 (.248)	.389* (.183)	.874* (.250)	.264 (.189)
b_3	.158 (.575)	-.586 (.579)	-1.040* (.612)	-.008 (.498)	-1.115* (.576)	-.894* (.487)	-1.285 (.627)	-1.250* (5.23)
b_4	.280 (.177)	.391* (.205)	.367* (.190)	.045 (.142)	.434* (.169)	.319* (.136)	.701* (.193)	.525 (.156)
b_5	.462* (.153)	.547* (.151)	2.346 (11.07)	.372* (.113)	.402* (.135)	.198* (.101)	-.006 (.155)	.317* (.125)
Likelihood Ration Test	67.41	68.97	76.08	56.45	63.191	43.58	65.44	55.05
Degré de liberté	5	5	5	5	5	5	5	5
Pseudo \bar{R}^2	.750	.769	.781	.632	.675	.502	.674	.599
Nombre d'observations	93	93	93	93	93	93	93	93
Positives	25	24	30	31	34	40	44	40
$\rho(\text{Dum}, e_j)$								
$\rho(e_j, X_1)$								
$\rho(X_1, \text{Dum})$								

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance
S.D. entre parenthèses

Le signe positif de tous les b_4 , dont cinq sont significatifs, est aussi très frappant. Ce résultat est une confirmation de l'hypothèse du modèle de Dudley L. et Montmarquette C., selon laquelle les coûts d'administration de l'aide sont constants, ou croissent moins rapidement que le montant de l'aide accordée⁽²⁾.

En plus, la corrélation négative que nous avons trouvée entre le revenu per capita et la population du pays bénéficiaire pourrait indiquer indirectement un motif de charité dans la pratique de l'aide au développement de la France du moins à cette étape de la décision. Il faudrait toutefois noter que ce coefficient de corrélation n'est pas significativement différent de zéro. L'hypothèse que nous venons d'émettre est encore infirmée par le signe positif des 8 b_1 estimés, même si aucun des b_1 n'est significatif.

Malgré une certaine fluctuation nous remarquons une tendance à la baisse de b_1 , b_2 et b_5 contrairement à l'évolution de b_3 et b_4 .

(2) Dudley L., and Montmarquette C., "A Model of the Supply of Bilateral Foreign Aid", Forthcoming, American Economic Review, march 1976. Dans la construction de leur modèle, les auteurs distinguent deux cas: le cas où il n'y a pas de coûts d'administration d'une part, et celui où les coûts d'administration sont positifs, d'autre part. Dans cette dernière alternative, la contrainte budgétaire devient:

$$X + \left[\sum_{j=1}^n a_j n_j - c(a_j n_j)^\delta \right] = Y \quad \text{avec } 0 < \delta < 1, \text{ le second terme}$$

entre parenthèses reflétant les coûts d'administration du programme d'aide. Les manipulations mathématiques indiquent alors que pour une population $n_j < n_1$ l'aide serait nulle puis augmentera si $n_1 < n_j < n_2$ pour ensuite baisser avec n_j si $n_j > n_2$

$$\text{avec } n_1 \equiv \left[c \cdot y_j^\gamma / k \right]^{1/(\alpha-\gamma)} \text{ et } n_2 \equiv n_1 \left[(1-\gamma)/(1-\alpha) \right]^{1/(\alpha-\gamma)}$$

2. Royaume-Uni

Pour les mêmes raisons qu'exposées précédemment, les résultats statistiques ne sont pas intéressants. En effet, seuls 4 coefficients sont significatifs sur les 30 estimés.

Tous les b_1 sont négatifs contrairement aux b_4 qui sont positifs confirmant une fois de plus l'hypothèse du modèle de Dudley L. et Montmarquette C. concernant les coûts d'administration du programme d'aide. La non pertinence de e_j et x_1 dans probit est assez remarquable. Dans 50% des cas, b_5 a le mauvais signe négatif.

Cinq des trente coefficients sont du mauvais signe.

Le lecteur peut aussi remarquer une grande instabilité dans presque tous les coefficients.

Il est toutefois possible que l'élimination de certaines observations de notre échantillon ait pu avoir quelques effets néfastes sur la qualité de nos résultats statistiques obtenus dans l'estimation de probit. Comme noté précédemment, une prise en considération des pays industrialisés qui ont un revenu per capita y_j élevé, aurait pu élever la valeur absolue de b_1 et le rendre significativement différent de zéro.

Si les pays socialistes, de l'Europe de l'Est, éliminés comme observations surtout à cause de la non disponibilité des données, avaient été intégrés dans notre analyse, la probabilité que b_1 soit significatif aurait été accrue. En plus, la prise en considération de ces pays qui appartiennent tous à des coalitions politiques et/ou économiques d'où sont exclus la France et/ou le Royaume-Uni aurait donné à b_3 la possibilité d'être significatif. Ces pays ayant très peu de relations commerciales et n'ayant pas eu en général des relations privilégiées avec les

Royaume-Uni Probit: $Pr_j = b_0 + b_1 \ln Y_j + b_1 \ln (e_j + 1) + b_3 \text{Dum} + b_4 \ln n_j + b_5(X_1 + 1) + u_j$ (ADO + PB)

	1965	1966	1968	1969	1970	1971
b_0	1.930	.417	2.671	2.129	1.167	2.368
b_1	-.332 ^Y (.203)	-.070 (.204)	-.264 (.185)	-.344* (.189)	-.028 (.174)	-.167 (.175)
b_2	.179 (.166)	.163 (.178)	.196 (.166)	.059 (.187)	.063 (.165)	-.056 (.160)
b_3	-.514 (.485)	.236 (.541)	-1.210* (.621)	-.688 (.649)	-.616 (.780)	-.605 (.720)
b_4	.336* (.146)	.055 (.136)	.137 (.131)	.030 (.143)	.198 (.138)	.083 (.135)
b_5	.165 (.130)	.239 (.137)	-.091 (.145)	.238 (.162)	-.016 (.176)	-.016 (.159)
Likelihood Ratio Test	18.83	9.479	12.643	6.303	4.40	3.42
Degré de liberté	5	5	5	5	5	5
Pseudo \bar{R}^2	.276	.152	.196	.118	.079	.063
Nombre d'observations Positives	93 71	93 74	93 73	93 80	93 78	93 79
$\rho(\text{Dum}, e_j)$	-.29	-.41	-.37	-.47	-.52	-.47
$\rho(e_j, X_1)$	.45	.51	.47	.51	.52	.42
$\rho(X_1, \text{Dum})$	-.74	-.82	-.80	-.88	.88	-.86

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance
S.D. entre parenthèses.

pays occidentaux, nous pouvons comprendre un peu plus les raisons pour lesquelles b_2 et b_5 n'aient pas été souvent significatifs dans l'estimation de probit que se soit pour la France ou le Royaume-Uni.

Mais par delà cette mise au point, nous pouvons dégager les conclusions suivantes⁽³⁾.

Les résultats sont de beaucoup meilleurs dans le cas de la France que du Royaume-Uni.

La comparaison des résultats statistiques des sections A et B suggèrerait que les autorités compétentes de la France décident, à la première étape, des pays auxquels elles accordaient de l'aide sous forme de dons et/ou des prêts bruts plutôt que des dons uniquement.

Les variables qui influencent plus la décision à la première étape sont surtout les variables politique, culturelle et économique confirmant ainsi la sélection de presque tous les pays anciennement dépendances françaises.

(3) Nous maintenons l'hypothèse d'une décision à deux étapes dans la mesure où les résultats statistiques que nous avons obtenus avec l'hypothèse d'une décision à une seule étape (tous les pays sont considérés comme observation qu'ils aient reçu une aide positive ou nulle) sont moins bons que ceux de la forme réduite dans le cas d'une décision à deux étapes. Voir les deux derniers tableaux en appendice.

Section II. Forme réduite

$$\ln A_{ij} = \beta_0 + \beta_1 \ln y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln (X_1 + 1) + \varepsilon_j \quad (18)$$

Le signe de β_4 confirme l'hypothèse de L. Dudley et C. Montmarquette.

A. Don comme variable dépendante

1. France

33 coefficients sur un maximum possible de 40 sont significativement différents de zéro à .05 degré de confiance. Malgré le degré de collinéarité élevée entre e_j , dum et rela, 21/24 des β_2 , β_3 et β_5 sont significatifs et tous ces 24 coefficients sont du bon signe. Tous les β_4 sont significatifs et différents de zéro, ce qui confirme une fois de plus l'hypothèse du modèle de L. Dudley et C. Montmarquette. Les quatre β_1 significatifs sont tous positifs. D'ailleurs, c'est seulement pour l'année 1970 que β_1 est négatif. Le signe positif de β_2 nécessite plus de commentaires. En effet, dans les organisations et conférences internationales, l'opinion selon laquelle "trade is aid" ou "trade not aid" tend à avoir de plus en plus d'adeptes, ce qui devrait impliquer $\beta_2 < 0$, et infirmerait par conséquent le signe positif de β_2 de notre hypothèse et de nos résultats.

Pour justifier cette contradiction, il faudra d'abord

France

$$\ln(\text{ADO}) = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j \quad (\text{t-Student entre parenthèses})$$

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-3.533	-2.042	-2.987	-3.060	-2.989	-2.627	-.455	-1.802
β_1	.402*	.081	.314	.0862	.556*	.475*	-.006	.341*
	(2.069)	(.288)	(1.589)	(.247)	(3.171)	(4.092)	(.040)	(2.582)
β_2	.324*	.345*	.124	.268	.343*	.161*	.301*	.198*
	(3.655)	(2.463)	(1.207)	(1.465)	(2.245)	(1.940)	(2.756)	(2.202)
β_3	-1.869*	-.662*	-1.229*	-1.213*	-1.469*	-1.699*	-.047	-1.324*
	(-5.879)	(-1.769)	(-3.259)	(-1.996)	(3.718)	(-6.637)	(-.111)	(-4.670)
β_4	.591*	.366*	.584*	.616*	.392*	.552*	.306*	.581*
	(5.557)	(2.456)	(4.968)	(3.153)	(2.997)	(6.301)	(2.628)	(7.448)
β_5	.548*	.585*	.620*	.791*	.246*	.342*	.293*	.220*
	(2.852)	(2.017)	(8.134)	(6.032)	(3.324)	(6.506)	(3.828)	(3.847)
Standard Error of Estimate	.385	.582	.458	.765	.528	.362	.430	.403
Nombre d'observations	20	20	23	23	25	25	24	27
\bar{R}^2	.836	.535	.868	.768	.752	.880	.761	.834
$\ln \bar{Y}$	5.083	5.111	5.023	5.018	5.135	5.187	5.087	5.882
ρ								

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

noter que cette opinion généralement répandue concerne surtout les produits manufacturés et non les produits primaires qui constituent les principales exportations des pays en voie de développement d'une part, et qu'elle n'est pas encore appliquée, d'autre part.

En général, le commerce des produits de base, dont les conditions de demande internationale ne sont pas très favorables (arachide par exemple), est souvent assorti d'accords bilatéraux ou multilatéraux (CEE et EAMA par exemple) de soutien du prix de ces produits. Aussi, si e_j s'accroît à la suite d'une augmentation des exportations de ces produits du pays j vers le pays i , ce dernier accroîtra son aide à j en conformité avec les accords.

Si par contre les produits impliqués dans le commerce sont de première nécessité pour le pays i (ressources naturelles en général et pétrole en particulier), le pays donateur peut accroître son aide vers le pays j en vue de s'assurer une source d'approvisionnement stable.

En plus, "trade is aid" suggérerait implicitement que l'aide et le commerce sont des substituts. Nous supposons par contre que l'aide peut être à la fois un substitut et/ou un complément dans certains cas aux exportations du pays bénéficiaire. Notre hypothèse et les résultats indiquent que le rôle de complémentarité est plus élevé que celui de substitution.

Enfin, si nous acceptons l'hypothèse d'une corrélation positive entre le PNB et les exportations, nos résultats reflètent indi-

rectement le fait que les pays les plus riches sont en général les plus favorisés dans la politique d'aide au développement de la France. L'importance de β_2 , β_3 et β_5 durant toute la période d'estimation confirme l'une des constatations que nous avons faites dans le premier chapitre de notre étude quant à la concentration géographique de l'assistance française dans certaines zones politiques. Mais la tendance à la baisse en valeur de ces coefficients depuis 1969 suggèrerait dans le cas de β_5 et β_3 la diminution de la primauté accordée aux régions, qui avaient été colonisées par la France, dans la distribution internationale de l'aide publique au développement française.

2. Royaume-Uni

Les conclusions qui se dégagent de l'analyse des flux d'aide du Royaume-Uni sont confirmées ici aussi. Ainsi l'évolution surtout de β_5 durant la période d'estimation suit celle de la part de l'assistance britannique allant à l'Afrique Noire par exemple. En effet, après avoir augmenté à partir de 1964 pour atteindre son maximum de .754 en 1967, la valeur de β_5 a baissé jusqu'à .362 en 1971 année au cours de laquelle celle du pourcentage de l'aide publique au développement du Royaume Uni reçue par l'Afrique au Sud du Sahara n'était que de 28% après avoir atteint 40% en 1967.

Le degré de multicollinéarité élevé entre e_j , dum et x_1 pris deux à deux, a fort probablement influencé la qualité des résultats puisque seulement 14 coefficients sur un maximum de 40 sont significativement différents de zéro. Pourtant, malgré ce problème de colinéarité

$$\text{Royaume-Uni} \quad \ln(\text{ADO}) = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j \quad (\text{t-Student entre parenthèses})$$

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-.841	-1.927	-1.356	-2.766	-1.916	-1.570	-2.432	-.630
β_1	-.369 (-1.261)	.032 (.116)	-.209 (-.732)	-.093 (-.389)	-.258 (-1.129)	-.072 (-.335)	-.135 (-.628)	-1.99 (-9.27)
β_2	.387* (1.927)	.454* (2.244)	.247 (1.071)	.007 (.041)	.167 (.935)	.116 (.651)	.291 (1.487)	.019 (.107)
β_3	-2.236* (-3.367)	-1.912* (-2.699)	-.586 (-2.770)	.231 (.340)	.270 (.406)	-.832 (-3.918)	.057 (.075)	-.792 (-1.122)
β_4	-.091 (-.615)	.070 (.434)	-.023 (-.139)	.227* (1.648)	.1929 (1.419)	.227* (.1776)	.332* (2.621)	.300* (2.401)
β_5	.218 (1.439)	.227 (1.419)	.477* (2.765)	.754* (4.771)	.669* (4.406)	.413* (2.142)	.456* (2.809)	.362* (2.470)
Standard Error Estimate	1.660	1.691	1.806	1.559	1.543	1.513	1.464	1.471
Nombre d'observations	69	65	71	78	72	79	77	79
\bar{R}^2	.526	.469	.383	.514	.494	.452	.430	.393
$\ln \bar{Y}$	5.482	5.479	5.543	5.535	5.487	5.547	5.543	5.489
$\rho(e_j, \text{Dum})$			-.45	-.40	-.39	-.53	-.63	-.54
$\rho(\text{Dum}, X_1)$	-.80	-.78	-.81	-.84	-.83	-.92	-.88	-.86
$\rho(X_1, e_j)$	.44	.43	.53	.51	.49	.52	.60	.45

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

entre certaines variables explicatives de notre modèle, β_5 , coefficient de la de la variable culturelle, est significatif dans les six dernières années d'estimation.

Les six coefficients de mauvais signes ne sont heureusement pas significatifs. Le fait que β_3 ne soit significatif qu'en 1964 et 1965 et ait un signe positif, contrairement à l'hypothèse de départ, en 1967, 1968 et 1970 traduit certainement l'effort du Royaume-Uni d'accorder moins d'importance à la variable politique dans l'attribution de ses dons.

B. Prêts bruts

Comme il fallait s'y attendre, 13 β_1 et β_4 sur un maximum de 24 sont significativement différents de zéro à .05 degré de confiance. En plus, aucun de ces deux coefficients n'est à la fois négatif et significatif. Seuls quatre des β_1 et β_4 sont négatifs.

Il faudrait pourtant noter que 11 des 30 coefficients sont du mauvais signe pour le Royaume-Uni alors que 26 des 30 coefficients sont du bon signe dans le cas de la France.

Seulement 17 des 60 coefficients estimés sont significatifs. Le lecteur peut aussi remarquer que les \bar{R}^2 sont beaucoup plus faibles avec les prêts bruts comme variable dépendante qu'avec les autres mesures retenues pour l'aide internationale, variable à expliquer.

Ces résultats statistiques sont plus comparables pour les deux pays que ce soit dans le cas du nombre de coefficients significa-

$$\ln(\text{PB}) = \beta_0 + \beta_1 \ln y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j \quad (\text{t-Student entre parenthèses})$$

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-2.293	.071	-4.348	-7.262	-6.394	-3.916
β_1	.707* (2.107)	.371 (.854)	.923* (3.010)	1.248* (3.480)	.877* (2.629)	.535 (1.548)
β_2	-.139 (-.357)	-.675 (-1.659)	-.226 (-.932)	.098 (.249)	.071 (.265)	.306 (1.065)
β_3	-1.537 (-1.533)	-1.164 (-1.116)	-1.739* (-2.156)	-1.039 (-1.110)	-.164 (-.141)	-.575 (-1.399)
β_4	.228 (.893)	.359 (1.570)	.680* (3.139)	.573* (2.615)	.717* (3.189)	.633* (2.591)
β_5	-.075 (-.452)	.134 (.572)	.089 (.420)	.160 (.757)	.350 (1.519)	.060 (.215)
S.E.E.	1.110	1.258	1.051	1.311	1.343	1.281
Nombre d'observations	26	26	28	35	41	34
\bar{R}^2	.0432	.017	.287	.237	.268	.143

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

Royaume-Uni: $\ln(PB) = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j$ (Valeur du t-Student entre parenthèse).

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-.714	-1.351	-5.946	-2.654	-3.378	-1.948
β_1	-.166 (-4.11)	-.209 (-4.17)	.679* (1.787)	.645 (1.372)	-.065 (-1.11)	-.231 (-5.06)
β_2	.302 (1.177)	.294 (1.109)	.306 (.984)	.084 (.264)	.179 (.420)	-.262 (-8.86)
β_3	.351 (.294)	.252 (.142)	.342 (.278)	-3.379* (-1.808)	.981 (.448)	2.829 (1.152)
β_4	.494* (2.553)	.451* (1.926)	.509* (2.357)	.704* (3.076)	.479 (1.581)	.256 (1.227)
β_5	.235 (1.027)	.379 (1.068)	.282 (1.056)	-.318 (-8.23)	.722* (1.671)	1.071* (2.102)
S.E.E.	1.400	1.606	1.654	1.705	1.916	1.531
Nombre d'observations	32	32	34	32	29	28
\bar{R}^2	.256	.244	.153	.185	.234	.229

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

tifs (9 et 8 pour la France et le Royaume-Uni respectivement) que pour les coefficients de corrélation multiples corrigés, \bar{R}^2 .

La qualité de/et nos résultats confirment le fait que notre modèle n'est pas pertinent pour l'analyse des flux internationaux des prêts publics bruts uniquement, même si la multicolinéarité existe entre certaines de nos variables explicatives.

Cette conclusion devrait avoir un impact sur les résultats statistiques obtenus en prenant l'aide totale comme variable dépendante, surtout dans le cas de la France qui accorde uniquement des prêts bruts à plusieurs pays en voie de développement.

C. Aide totale (ADO + PB) comme variable dépendante

1. France

Les résultats, quoique satisfaisants, sont moins bons que lorsque les dons publics étaient considérés comme variable dépendante puisque seuls 27 des 40 coefficients sont significatifs. La différence vient surtout du fait que β_2 et β_3 ne sont significatifs que dans 50% des cas ici alors qu'ils l'étaient 13 fois sur 16 dans le cas des dons publics reflétant ainsi l'impact des prêts bruts dans la mesure de notre variable à expliquer.

Tous les β_4 sont positifs et significativement différents de zéro. Par contre, β_1 est négatif mais non significatif en 1965 et 1971.

Une fois encore la variable culturelle est très importante dans

$$\text{France : } \ln(\text{ADO} + \text{PB}) = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j$$

(t-Student entre parenthèses)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-4.503	-.056	-2.799	-3.092	-2.576	-2.871	-1.460	-.135
β_1	.779* (5.094)	-.037 (-.126)	.455* (2.087)	.485 (1.503)	.484* (2.146)	.626* (2.509)	.294 (1.342)	-.007 (-.042)
β_2	.309* (3.326)	.522* (2.846)	.342* (2.119)	.030 (.129)	.287 (1.534)	.032 (.161)	.225 (1.289)	.340* (2.401)
β_3	-1.773* (5.226)	-.839 (-1.552)	-.773 (-1.404)	-.009 (-.014)	-1.124* (-1.897)	-1.305* (-2.304)	-1.115 (-1.643)	-.971* (-1.979)
β_4	.813* (7.749)	.378* (2.008)	.344* (2.041)	.400* (2.110)	.542* (3.328)	.468* (2.961)	.496* (3.151)	.589* (4.822)
β_5	.323* (3.579)	.186 (.939)	.350* (3.684)	.584* (4.408)	.253* (2.369)	.382* (3.082)	.255* (1.975)	.176* (1.818)
S.E.E.	.419	.856	.761	1.098	.893	.986	.949	.818
N	25	24	30	31	34	40	44	40
\bar{R}^2	.854	.519	.637	.509	.451	.489	.459	.537
$\ln \bar{Y}$	5.327	5.322	5.339	5.259	5.366	5.503	5.457	5.369

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

le montant accordé par les autorités françaises pour tout pays bénéficiaire de son assistance, puisque β_5 est significatif sept fois sur huit.

Les conclusions trouvées dans le cas des dons comme variable dépendante s'appliquent en général ici dans la mesure où l'évolution, dans le temps, des coefficients estimés avec les deux variables à expliquer est semblable.

2. Le Royaume-Uni

Contrairement à ce qui s'est passé dans le cas de la France, les résultats statistiques sont meilleurs ici que lorsque nous avons considéré les dons comme variable expliquée. En effet, 20 coefficients sur 40 sont significativement différents de zéro. Ce qui semble être un paradoxe disparaît lorsque nous constatons que la différence des nombres d'observations dans les deux cas ne dépasse pas 6, ce qui suggérerait que nous aurons de meilleurs résultats en prenant la troisième forme de mesure de l'aide.

Même si β_5 a tendance à baisser après avoir atteint son maximum en 1967, la relation particulière, qui a existé entre le Royaume-Uni et les pays en voie de développement dans le passé, continue à être une des variables prédominantes dans la distribution de l'aide britannique. Ceci confirme une fois de plus la constatation que nous avons faite au premier chapitre concernant la concentration dans certaines régions politiques de l'assistance du Royaume-Uni.

Royaume-Uni: $\ln(\text{ADO} + \text{PB}) = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j$ (Valeur de t-Student entre parenthèses)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-.002	-2.311	-2.472	-3.505	-3.029	-1.934	-3.307	-.478
β_1	-.316 (-.939)	.012 (.043)	-.064 (-.210)	-.053 (-.213)	-.076 (-.297)	-.005 (-.024)	-.032 (-.135)	-.214 (-.860)
β_2	.475* (2.145)	.469* (2.405)	.471* (2.018)	.091* (.485)	.129 (.637)	.143 (.736)	.293 (1.346)	-.029 (-.148)
β_3	-2.013* (-2.618)	-1.852* (-2.864)	-1.032 (-1.256)	.432 (.605)	.331 (.470)	-.929 (-.938)	.207 (.243)	-.836 (-1.022)
β_4	.202 (1.209)	.453* (2.824)	.445* (2.513)	.481* (3.344)	.468* (3.075)	.368* (2.660)	.469* (3.337)	.379* (2.612)
β_5	.333* (1.926)	.376* (2.607)	.484* (2.626)	.918* (5.526)	.807* (4.969)	.514* (2.444)	.668* (3.686)	.545* (3.212)
S.E.E.	1.927	1.749	1.956	1.641	1.755	1.653	1.635	1.705
N	72	71	74	79	73	80	78	79
\bar{R}^2	.507	.546	.481	.603	.524	.511	.519	.465
$\ln \bar{Y}$	5.468	5.459	5.530	5.542	5.497	5.557	5.554	5.488
$\rho(e_j, \text{Dum})$				-.40	-.39	-.53	-.63	-.54
$\rho(\text{Dum}, X_1)$				-.85	-.81	-.92	-.88	-.86
$\rho(X_1, e_j)$				.51	.49	.52	.59	.45

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

D. ADOP (les observations où les dons nuls sont éliminés) comme variable dépendante

1. La France

La constatation faite précédemment est vérifiée puisque nous obtenons de meilleurs résultats statistiques ici, ce qui s'explique entre autre par:

- i) L'identité du nombre d'observations dans le cas des dons et ADOP comme variable dépendante,
- ii) le fait que la France accorde exclusivement des prêts à beaucoup de pays.

Malgré la colinéarité élevée entre les variables e_j , dum et X_1 prises deux à deux, 35 des 40 coefficients estimés sont significativement différents de zéro. Tous les 40 coefficients sont du bon signe. Ces résultats semblent suggérer que les pays retenus comme observations dans cette section ne font pas de distinction notable entre dons d'une part et prêts publics bruts, d'autre part.

Cette conclusion préliminaire n'est donc valable que si le pays en voie de développement ne bénéficie pas exclusivement de prêts publics bruts. Elle n'est ensuite émise que lorsque nous comparons les résultats obtenus dans cette section avec ADOP comme variable à expliquer plutôt que les deux autres formes retenues comme mesure de l'aide, variable dépendante de la forme réduite de notre modèle.

$$\text{France: } \ln(\text{ADO} + \text{PB}) = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j$$

Observation éliminée si ADO = 0 mais PB ≠ 0 (t-Student entre parenthèses)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-4.256	-2.536	-1.899	-3.414	-3.158	-3.107	-2.874	-2.191
β_1	.715* (4.173)	.323 (1.254)	.216 (.948)	.185 (.539)	.617* (3.474)	.578* (4.614)	.559* (3.841)	.509* (2.663)
β_2	.300* (3.832)	.288* (2.260)	.276* (.235)	.271 (1.506)	.310* (1.999)	.182* (2.018)	.327* (3.079)	.093 (.713)
β_3	-1.732* (-6.176)	-.565* (-1.758)	-1.032* (-2.376)	-1.245* (-2.082)	-1.587* (-3.959)	-1.904* (-6.891)	-.705* (-1.743)	-1.811* (-4.411)
β_4	.770* (8.045)	.497* (3.657)	.465* (3.431)	.584* (3.039)	.356* (2.683)	.552* (5.838)	.445* (3.929)	.752* (6.657)
β_5	.359* (2.115)	.473* (1.790)	.449* (5.103)	.796* (6.167)	.292* (3.883)	.372* (6.562)	.217* (2.911)	.204* (2.470)
Standard Error of Estimate	.340	.530	.528	.753	.536	.391	.418	.584
Nombre d'observations	20	20	23	23	25	25	24	27
\bar{R}^2	.886	.622	.772	.785	.774	.884	.819	.725
$\ln \bar{Y}$	5.083	5.111	5.023	5.018	5.135	5.188	5.087	5.081

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

Il faut toutefois reconnaître qu'il y a certaines faiblesses inhérentes à l'agrégation des deux formes d'aide: don et prêt brut.

En premier lieu, les proportions de dons, d'une part et de prêts d'autre part, ne sont pas mentionnées. En plus, nous n'avons pas fait de distinction entre les prêts selon les conditions qui leur sont liées⁽³⁾. Mais au-delà de ces limites dont l'élimination devrait fort probablement améliorer les résultats, le fait que nous ayons obtenu de meilleurs résultats statistiques avec ADOP comme variable endogène dans notre fonction d'aide, exige une analyse plus extensive surtout que dans les études antérieures, il a été souvent suggéré de faire une distinction entre prêt et don. La nécessité de cette différenciation a été en général justifiée par le fait que le pays bénéficiaire fera une utilisation plus rationnelle et plus efficace des prêts dans le but de maximiser leur rendement en vue de les rembourser ultérieurement. Par contre, les dons pouvant être assimilés à une manne tombant du ciel, seront alloués de façon plus irrationnelle et inefficace.

Ces hypothèses supposent à priori que les pays en voie de développement bénéficiant de prêts connaissent, durant les périodes d'utilisations des ressources ainsi mises à leur disposition, les conditions et contraintes financières auxquelles ils auront à faire face ultérieurement. Ceci peut ne pas être le cas surtout si l'aide

(3) Il faut pourtant noter que nous analysons l'aide publique au développement. Les conditions des prêts publics sont moins difficiles que celles des capitaux privés.

est accordée simultanément en partie don et en partie prêt.

Les conditions et/ou charge des prêts ne sont connues et prises en considération avec acuité qu'ultérieurement et plus spécifiquement durant les périodes où les échéanciers approchent.

S'il y a "euphorie" générale qui implique un esprit de fête et une irresponsabilité dans la gestion des dons acquis, il est fort probable que ce même esprit existe durant la période d'acquisition des prêts et qu'il y ait aussi une allocation inefficace des ressources obtenues par les prêts des pays donateurs, ce qui impliquerait le fait que "the real worth of a loan can be as high or as low as that of a grant, to the recipient" ⁽⁴⁾.

Dans le cas où l'aide est liée à un programme, il serait difficile de faire une distinction entre les différentes formes d'aide internationale dans la mesure où le programme relève en général d'un même organisme de gestion. Comment pourrions-nous alors dire que tel dollar inefficacement ou efficacement alloué provient ou non de don? Par contre, une distinction entre don et prêt pourrait être bienvenue, s'il s'agissait d'une aide reliée à des projets spécifiques dans la mesure où la réalisation de ces projets peut relever d'organismes de gestion différents. A part le fait que nous n'avons pas de données pertinentes pour une telle analyse et la discussion ne se fait pas sur la qualité ou la non qualité socio-économique des projets, il est théoriquement difficile de pouvoir soutenir a priori que le pays bénéficiaire réserve un groupe de techniciens et administrateurs pour des projets financés par des dons d'une part, et un autre groupe

(4) J.N. Bhagwati, "Amount and Sharing of Aid", Washington, Overseas Development Council, 1970.

pour les projets financés par des prêts.

La distinction entre prêts et dons ne peut donc être rationnellement maintenue dans une analyse que lorsque le pays ne reçoit exclusivement que des prêts ou uniquement des dons. C'est pour cette raison que nous obtenons de moins bons résultats statistiques dans nos estimations économétriques, en considérant comme observation tout pays ayant reçu uniquement des dons ou des prêts exclusivement d'une part, et ceux qui ont bénéficié à la fois de prêts et/ou des dons, d'autre part.

2. Royaume-Uni:

Le postulat de non distinction, par le bénéficiaire, entre dons et prêts publics semble être confirmé ici aussi dans la mesure où les résultats sont meilleurs que ceux obtenus avec ADO comme variable dépendante. En plus, la quasi-identité de la qualité des résultats avec l'estimation de la forme réduite où $ADO + PB$ est la variable à expliquer, vient du fait qu'il n'y a pas une grande différence dans le nombre d'observations dans les deux cas. Ainsi le lecteur notera une similitude aussi bien des valeurs prises par les estimés de la variance et des coefficients de corrélation multiple corrigés dans les deux cas. Il faut aussi noter que les coefficients estimés de mauvais signes sont les mêmes que l'on considère l'aide totale ou ADOP comme variable dépendante. La différence dans les deux réside donc surtout dans la différence de niveau des coefficients.

Royaume-Uni: $\ln(ADO + PB) = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln(e_j + 1) + \beta_3 \ln C_1 + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln(X_1 + 1) + \epsilon_j$

Observation éliminée si ADO = 0 mais PB ≠ 0 (t-Student entre parenthèses)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-.274	-2.751	-2.943	-3.712	-3.051	-1.793	-3.358	-.478
β_1	-.296 (-.868)	.052 (.177)	-.022 (-.071)	-.018 (-.075)	-.133 (-.519)	-.027 (-.118)	-.025 (-.104)	-.214 (-.860)
β_2	.583* (2.499)	.548* (2.566)	.586* (2.336)	.092 (.494)	.119 (.590)	.136 (.692)	.297 (1.350)	-.029 (-.148)
β_3	-1.960* (-2.542)	-1.633* (-2.186)	-1.027 (-1.241)	.446 (.628)	.758 (1.015)	-.938 (-1.945)	.215 (.249)	-.835 (-1.022)
β_4	.169 (.985)	.406* (2.384)	.458* (2.525)	.505* (3.495)	.425* (2.779)	.356* (2.544)	.472* (3.315)	.378* (2.612)
β_5	.328* (1.866)	.395* (2.345)	.451* (2.403)	.912* (5.506)	.899* (5.259)	.519* (2.459)	.667* (3.653)	.545* (3.212)
Standard Error of Estimate	1.929	1.784	1.966	1.634	1.736	1.658	0.646	1.705
Nombre d'observations	69	65	71	78	72	79	77	79
\bar{R}^2	.516	.529	.484	.605	.539	.514	.519	.465
$\ln \bar{Y}$	5.482	5.479	5.544	5.535	5.487	5.546	5.543	5.489
$\rho(e_j, Dum)$			-.45	-.40	-.39	-.53	-.63	-.54
$\rho(Dum, X_1)$			-.81	-.84	-.83	-.92	-.88	-.86
$\rho(X_1, e_j)$				.51	.49	.52	.60	.45

* Indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

Si nous acceptons la supériorité des résultats de ADOP comme variable dépendante, l'analyse de la politique d'aide publique au développement devrait se faire à partir des résultats statistiques que nous venons d'exposer.

Il faudrait commencer par rappeler que d'après les résultats de probit nous avons conclu que la France décidait d'abord du nombre de pays auxquels elle accorderait des dons et/ou des prêts bruts. Les estimés des coefficients des différentes variables explicatives de notre forme réduite renforcent les conclusions importantes obtenues avec probit. Ainsi nous remarquons que la France favorise les pays riches dans la distribution internationale de son aide publique au développement. Cette assertion se traduit par le signe positif de b_1 (7 fois sur 8 quoiqu'aucun n'est significatif) d'une part, et le signe positif de tous les β_1 ; en plus 5 des β_1 sont significatifs. Ces deux coefficients sont ceux du revenu per capita, y_j , du pays bénéficiaire dans probit et la forme réduite respectivement.

Cette pratique est toutefois contraire à celle des autorités compétentes du Royaume-Uni où le signe positif d'un des deux coefficients fait plutôt exception à la règle.

Une autre différence que nous pouvons noter entre la politique d'aide publique internationale de la France et du Royaume-Uni ressort de l'importance accordée par ces deux pays, membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, à la variable politique, dum. En effet, alors que tous les β_3 sont négatifs et significativement différents de zéro à .05. degré de confiance dans le cas de la France, le lecteur peut remarquer

une instabilité dans le signe de β_3 dans le cas du Royaume-Uni, même si tous les coefficients significatifs sont négatifs. Nous pouvons en conclure que contrairement au Royaume-Uni, la variable politique serait un critère très important dans la distribution internationale de l'aide française. La France se confine donc surtout dans le monde francophone en ce qui concerne sa politique d'aide alors que les autorités compétentes britanniques font preuve d'un certain effort de diversification en ne se limitant pas uniquement aux pays en voie de développement qui font partie de la même coalition que leur pays.

Cette conclusion devrait toutefois être atténuée par l'importance du critère culturel dans la politique britannique et ce, à cause du degré élevé de corrélation qui existe entre dum et X_1 . Ce coefficient de corrélation a varié de $-.81$ à $-.92$ entre 1966 et 1971. S'il y a une stabilité dans l'importance accordée par le Royaume-Uni au critère culturel dans l'allocation de son aide publique au développement, nous constatons par contre une tendance à la baisse de β_5 depuis 1967, année où il avait atteint son maximum de $.912$. Cette tendance se remarque aussi dans le cas de la France où β_5 croît durant la première période d'analyse (1964-1967), pour atteindre son maximum de $.796$ en 1967 pour ensuite décroître durant la deuxième période jusqu'à $.204$ en 1971. L'évolution de β_5 semblerait traduire une certaine dépréciation du critère culturel dans la pratique de la politique d'aide au développement de ces deux pays. Cette conclusion n'est pourtant pas si sûre dans le cas de la France dans la mesure où la période de décroissance de β_5 coïncide plus ou moins avec celle de la formation de la Francophonie. Cet organisme international regroupant avec la France, entre autre, les

pays qu'elle avait colonisés d'une part, et favorisant l'aide multilatérale exclue de nos données d'autre part, il se peut qu'une partie de l'assistance française à ses anciennes dépendances y soit octroyée. Dans ces conditions, la tendance à la baisse de β_5 ne traduirait que cette réallocation de l'assistance française entre aide bilatérale d'une part, et aide multilatérale d'autre part. Ce changement structurel se reflète aussi un peu dans l'évolution contraire de β_3 qui a eu généralement tendance à s'accroître à partir de 1967.

La variable économique, e_j , serait aussi un critère important dans la détermination du montant d'aide accordée par la France aux pays en voie de développement, ce qui est un signe encourageant pour les résultats statistiques de la forme structurelle de notre modèle puisque c'est β_2 qui nous permet d'estimer l'élasticité γ de l'aide dans la production du bien pouvoir.

Si l'hypothèse et le modèle de Dudley L. et Montmarquette C. est acceptée, nos résultats statistiques confirment le fait que les coûts d'administration de l'aide sont soit croissants ou augmentent moins rapidement que le montant d'aide accordée; ceci se traduit par le signe positif de β_4 qui est significatif 15 fois sur un maximum de 16.

Tout en gardant en mémoire l'existence de la multicollinéarité entre certaines variables explicatives dans le cas du Royaume-Uni, il se dégage de cette brève analyse, que les raisons économiques ($\beta_1 > 0$), culturelles ($\beta_5 > 0$) et politiques ($\beta_3 < 0$) seraient des critères non négligeables dans la distribution internationale de l'aide française alors que le Royaume-Uni n'accorderait surtout de l'importance qu'à la

variable culturelle. En plus du fait que le nombre de coefficients significativement différents de zéro est plus élevé dans le cas de la France que celui du Royaume-Uni, le coefficient de corrélation multiple suggère que notre modèle est plus intéressant pour la France quoique les résultats obtenus pour le Royaume-Uni soient satisfaisants.

Section III. Forme structurelle: $h_j = A_j^\gamma y_j^\phi e_j^\gamma \text{Dum}^{C_1} n_j^\alpha X_1^\theta$

Compte tenu de la supériorité des résultats obtenus avec ADOP comme variable dépendante de la forme réduite, nous limiterons notre analyse des résultats à celle des coefficients de la fonction de production du bien pouvoir dérivés à partir des β_k obtenus avec ADOP comme variable dépendante. La matrice des variance-covariance des élasticités des différents inputs dans la production de h_j est obtenue en utilisant la méthode suggérée par Goldberger et Nagar⁽⁵⁾.

Dans la mesure où nos fonctions sont non linéaires, les estimés des éléments de cette matrice ne sont qu'une approximation. Si ces estimés sont supposés corrects, nous remarquons en général que les élasticités dérivées à partir des β_k ($k = 1, 2, \dots, 5$) significatifs le sont aussi.

1. France

Comme il fallait s'y attendre, X_1 et la variable coalition dum, malgré la colinéarité élevée entre ces deux variables sont les plus importantes. L'hypothèse de l'aide comme facteur de production du bien pouvoir est confirmée car γ est significatif sept fois sur huit. (Il faudrait noter que $\gamma = \Gamma$, étant dérivé à partir de β_2 , la colinéarité élevée en 1971 entre e_j d'une part, Relat et dum, d'autre part, peut expliquer le fait que γ ne soit pas significatif en 1971).

(5) Goldberger et Hagar, "The Covariance Matrices of Reduced-Form Coefficients of Forecasts for Structural Econometric Models", Econometrica, 29, no. 4, pp. 556-573.

$$\ln h_j = \gamma[\ln(A_j) + \ln(e_j + 1)] + \phi \ln y_j + \text{Dum} \ln C_1 + \alpha \ln n_j + \theta \ln(X_1 + 1)$$

$A_j = \text{ADO} + \text{PB}$ Observation éliminée si ADO = 0 (S.D. entre parenthèses)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
France								
Y	.231* (.046)	.224* (.077)	.216* (.073)	.213* (.111)	.237* (.090)	.154* (.064)	.246* (.060)	.085 (.109)
ϕ	.549* (.145)	.251 (.210)	.169 (.184)	.146 (.277)	.472* (.165)	.489* (.122)	.421* (.123)	.466* (.203)
C_1	.264* (.063)	.645* (.173)	.445* (.164)	.373* (.278)	.298* (.115)	.200* (.057)	.588* (.185)	.191* (.094)
α	.592* (.088)	.386* (.118)	.365* (.117)	.460* (.174)	.272* (.111)	.467* (.089)	.335* (.087)	.688* (.146)
θ	.276* (.131)	.367* (.208)	.352* (.083)	.626* (.147)	.223* (.074)	.315* (.064)	.163* (.064)	.187* (.089)
Royaume-Uni								
Y	.368* (.093)	.354* (.089)	.369* (.100)	.084 (.156)	.106 (.161)	.119 (.152)	.229* (.130)	-.031 (.214)
ϕ	-.187 (.208)	.034 (.190)	-.014 (.195)	-.017 (.229)	-.119 (.228)	-.024 (.206)	-.019 (.186)	-.221 (.256)
C_1	.289* (.155)	.348* (.175)	.523* (.282)	1.505 (.991)	1.970 (1.346)	.438 (.398)	1.180 (.775)	.423 (.388)
α	.107 (.112)	.262* (.118)	.289* (.125)	.462* (.158)	.380* (.154)	.314* (.136)	.364* (.124)	.390* (.171)
θ	.207* (.122)	.255* (.124)	.285* (.139)	.835* (.242)	.803* (.242)	.457* (.209)	.514* (.175)	.562* (.208)

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance

Il y a rendement décroissant à l'échelle ($\gamma < 1$).

α est positif et significativement différent de zéro durant les huit années d'estimation. Ce signe positif nécessite une analyse plus extensive.

Le nombre peut représenter aussi bien une force qu'une faiblesse dépendamment de ses degrés d'organisation et d'homogénéité. Le nombre peut représenter une force potentielle puisqu'il permet la disponibilité de ressources importantes pour l'organisation éventuelle d'une grande armée. En effet, à part les ressources naturelles, le degré de flexibilité et du niveau de technologie de l'économie, la puissance de l'armée d'un pays dépend entre autre de l'ampleur de ses ressources humaines (Klauss Knorr).

D'un autre côté, dans la mesure où nous ne tenons compte que de relation de pouvoir entre représentant des pays, donc entre gouvernement, nous pouvons émettre l'hypothèse que le gouvernement et/ou le leader d'un pays j dont la population est élevée peut se sentir très fort dans les négociations internationales s'il se sent appuyé par toute sa population. Ce dernier point nous fait voir aussi la faiblesse du nombre: pour que le leader se sente plus puissant dans les négociations, il faut qu'il soit appuyé par sa population. Il faut qu'il y ait un degré élevé d'homogénéité dans la population ou du moins que la population ait soit un sentiment d'appartenance au pays et/ou qu'elle ait la capacité de pouvoir faire un front commun lorsque la situation l'exige, que ses membres partagent quelques intérêts primordiaux communs, en plus il faut qu'elle soit organisée. C'est dans ce

sens que Marshall R. Singer disait que "numbers alone are an insignificant factor in any power equation. Organized numbers, on the other hand, constitute a major component of power". (M.R. Singer, p. 73). C'est pour ces raisons que même si dans un groupe donné, la majorité a le pouvoir potentiel, c'est en général, voire toujours la minorité mieux organisée qui a et exerce effectivement le pouvoir.

Si un pays ne réussit pas à constituer son unité nationale, si une partie de la population ne se sent pas impliquée dans les affaires nationales, si le degré de tension sociale est élevé, etc... il est alors fort probable que la population de ce pays pourrait plutôt constituer une source de faiblesse.

Organiser un groupe présuppose la possession des moyens et capacité d'organisation. Ces moyens et capacités nécessaires peuvent augmenter avec le nombre d'individus impliqués (même si nous reconnaissons la possibilité d'existence d'économie d'échelle dans ce processus d'organisation). Les moyens ne nous ont pas permis d'appréhender avec précision et de mieux caractériser la population de chaque pays j ($j = 1, 2, \dots, n$). Les critères de classifications théoriques sont nombreux mais difficiles à obtenir. Par exemple, les divisions religieuses, raciales, linguistiques, culturelles, etc... pourront être retenues comme facteurs sur lesquels le pays i peut jouer afin d'affaiblir la position du gouvernement de j (diviser pour régner) ou d'accroître le degré de tension interne dans j . Même si nous pouvions obtenir des données relatives à ces variables, il faudrait arriver à déterminer le degré de divergence actuelle, potentielle et/ou réelle

existant entre les différents groupes. La capacité et les ressources requises pour l'organisation et/ou l'homogénéisation de la population dépendront probablement beaucoup plus de l'ampleur et de l'importance des divergences plutôt que du nombre de sujets de divergence uniquement. Il est toutefois possible à i d'accentuer les divergences si le nombre est élevé.

C'est compte tenu de ces différentes difficultés théoriques et empiriques que nous avons considéré seulement la population du pays j comme facteur de production de son pouvoir passif. Dans ces conditions, le signe positif de α reflèterait alors la possibilité que l'état ne coïncide pas avec un groupe culturel homogène, qu'il englobe plusieurs entités hétérogènes, ce qui pourrait impliquer que "large percentages of the populations are totally unaware of the existence of the state as such, and certainly share little similarity of perceptions with those claim to speak for the state" (6). Cette hypothèse est justifiée par le fait que plusieurs des pays qui constitue nos observations sont indépendants depuis quelques années et que la plupart d'entre eux n'ont pas encore réussi à constituer leur unité nationale.

Une autre raison qui pourrait expliquer le signe positif de α serait la possibilité que les pays les plus peuplés et à revenu faible soient potentiellement plus dépendants en cas de cataclysme naturel

(6) M.R. Singer, "Weak States in a World of Powers: The dynamics of International Relationships", The Free Press, MacMillan Company, New York, 1972, p. 71.

(inondation, sécheresse, tremblement de terre, etc...). La possibilité que les responsables politiques d'un pays soient plus affectés par une misère frappant un très grand nombre d'individus peut expliquer ce fait.

Contrairement à l'hypothèse retenue, nous remarquons aussi que ϕ est positif dans tous les cas.

Le revenu per capita moyen des pays auxquels la France accorde de l'aide (ADO + PB) plafonne à \$245 en 1969 mais se situe en général en-dessous de \$215. Ainsi, selon nos résultats statistiques, une hausse du revenu jusqu'à \$215 au moins implique une offre additionnelle du pouvoir du pays j au pays i. Comment justifier ce paradoxe?

Nous pouvons supposer que plus le revenu s'accroît, plus la modernisation de l'économie augmente, donc l'ampleur de l'économie de subsistance et d'autosuffisance baisse. Or, le secteur d'autosuffisance d'une économie ne peut être directement influencé par les pays étrangers (si nous excluons la force brute et armée). Les effets des sanctions économiques se concentreront surtout sur le secteur moderne qui augmente avec le revenu. D'ailleurs, le fait que Bliss, I., Alexander, E. et Deutch, K. trouvent que la part du secteur extérieur dans le P.N.B., x , augmente durant la première période d'industrialisation est confirmé par nos résultats statistiques (la période initiale d'industrialisation identifiée à celle où le revenu per capita se

situe en-deça de \$225)⁽⁷⁾.

En plus, les conclusions de cette étude révèlent que x baisse durant la période intermédiaire ($\$225 < y < \600) pour s'élever ultérieurement ($\$600 < y < \$1,000$).

Ceci suggérerait que ϕ serait négatif si $\$225 < y_j < \600 et positif si $\$600 < y_j < \$1,000$. Une grande disponibilité d'observations pour chaque période d'industrialisation nous aurait permis une estimation séparée de nos équations pour chaque période d'industrialisation. Dans l'impossibilité de procéder ainsi, nous avons testé indirectement cette hypothèse en analysant les résultats pour le Royaume-Uni.

2. Royaume-Uni:

Le revenu per capita moyen des pays auxquels le Royaume-Uni accorde de l'aide est en général supérieur à \$225. Aussi, en accord avec le nouveau postulat précédent, ϕ est négatif dans sept cas sur huit. Mais aucun n'est significatif.

X_1 est la variable la plus importante dans la production du pouvoir du Royaume-Uni avec les pays en voie de développement (θ est significatif dans tous les cas).

α est toujours positif comme dans l'exemple de la France et est significatif sept fois sur huit.

C_1 est trois fois supérieur à l'unité ce qui infirme notre hypothèse, mais les trois C_1 significatifs sont inférieurs à 1.

(7) Bliss I., Alexander, E., and Deutch, K., "Population, Sovereignty and the Share of Foreign Trade", Economic Development and Cultural Change, vol. 4, 1962.

L'élasticité γ de l'aide dans la production du bien pouvoir de même que son écart-type sont calculés à partir de β_2 et de l'écart-type de ce dernier. Aussi, la colinéarité élevée qui existe entre e_j d'une part, dum et X_1 pris individuellement d'autre part, rend difficile toute inférence statistique sur γ . Pourtant, γ est significativement différent de zéro, à .05 degré de confiance quatre fois sur un maximum de huit. Comme dans le cas de la France, γ est significativement différent de 1 à .05 degré de confiance indiquant ainsi l'existence de rendement décroissant à l'échelle. Ce dernier résultat explique alors la raison pour laquelle ces deux pays ne concentrent pas toute leur aide dans un seul pays, pays où le pouvoir passif serait faible par exemple. Ne fut-ce l'existence de rendement décroissant, ce pays aurait pu être choisi parmi ceux qui ont ou ont eu des relations privilégiées avec la France ou le Royaume-Uni. En effet, l'analyse de la forme structurelle nous indique la prédominance de la contribution de X_1 dans le pouvoir de ces deux pays sur les pays en voie de développement. θ est significatif et positif dans les deux cas et pour toutes les années de la période d'estimation. Aussi, compte tenu des conditions nécessaires et suffisantes à l'existence du pouvoir nous pouvons déduire que nous sommes en présence d'un consentement par intériorisation des valeurs ou au moins d'un consentement provoqué. Les relations que la France et le Royaume-Uni ont eues avec certains pays en voie de développement ont contribué à l'intériorisation des valeurs, de ces deux membres du Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E., par les pays qu'ils avaient colonisés (ou du moins par les responsables de ces pays). Mais, mêmes si X_1 a résisté au passage du temps, nous remarquons toutefois

qu'après avoir augmenté durant la première période d'estimation pour atteindre son maximum de .626 pour la France et de .835 pour le Royaume-Uni, θ , l'élasticité de X_1 dans la production du pouvoir, a eu tendance à décroître à partir de 1967.

L'importance de la coalition dans une relation du pouvoir est aussi confirmée surtout dans le cas de la France où c_1 est significatif durant les huit années d'estimation. Si nous rappelons la corrélation élevée qui existe entre dum et X_1 , nous remarquons une fois de plus, la présence des relations particulières ayant existé entre la France et ses anciennes colonies dans le pouvoir de la France sur certains pays du Tiers-Monde. La dépendance de ces pays sur le marché de la France et du Royaume-Uni pour l'écoulement de leurs produits contribue aussi à accroître le pouvoir de ces deux pays sur la plupart des pays en voie de développement. Nous comprenons alors pourquoi ces pays ont fait et font beaucoup d'efforts pour la diversification de leurs partenaires commerciaux, ce qui aura pour effet de baisser la contribution de e_j dans la formation du pouvoir que les pays donateurs de l'aide auront sur eux.

CONCLUSION

La considération explicite de l'aide internationale comme facteur de production du pouvoir est heureuse et constitue un apport à la littérature déjà abondante de la politique d'assistance internationale. En effet, la caractéristique remarquable et commune à la plupart des études antérieures est l'analyse en général d'un seul aspect du problème assez complexe de la distribution internationale des ressources économiques, financières, techniques, etc... Ainsi, alors que les différentes versions de la théorie des deux écarts ne s'arrêtaient que sur les aspects demande, celles de la théorie marxiste trouvaient dans les motifs des pays donateurs tous les éléments pour expliquer le flux d'aide au développement entre les pays développés et le Tiers-Monde. Cette approche est toutefois contestable dans la mesure où si les pays industrialisés, membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, déterminent en dernière analyse l'aide à accorder, nous pouvons toutefois reconnaître au pays en voie de développement une certaine liberté relative dans l'acceptation et le refus de ce qui lui est offert dépendamment des conditions et impacts de l'assistance sur son environnement socio-politique économique, etc... En reconnaissant la non gratuité de l'aide⁽¹⁾, nous avons alors supposé que la détermination de sa distribution géographique et de son montant

(1) L. Dudley et C. Montmarquette, "A Model of Supply of Bilateral Foreign Aid", Forthcoming, American Economic Review, mars 1976.

se fait à travers un processus de négociation qui a pour matière et/ou objectif, l'échange d'un bien non tangible entre les deux agents: le pouvoir que le pays donateur aura sur le pays bénéficiaire. Mais contrairement à l'une des hypothèses fondamentales de la science économique, l'arbitrage entre les deux agents est souvent inconscient. Néanmoins, la difficulté de la distinction entre le conscient et l'inconscient confère une valeur à cette étude qui emprunte des concepts à notre science. Même si la définition du pouvoir par Harsanyi évite ces problèmes, les lacunes d'ordre empirique et théorique de sa contribution nous a obligé à avoir une approche plus globale du pouvoir en le définissant comme une capacité généralisée d'un agent de réduire toute ou partie de la résistance d'un autre. L'intégration du pouvoir dans la fonction d'utilité du pays donateur de l'aide nous a permis de déduire une fonction d'offre d'aide bilatérale. Mais cette dérivation n'a pas été faite dans le cadre de la maximisation intertemporelle de la fonction d'utilité sous entre autre la contrainte budgétaire du donateur comme le suggèrerait la similitude du pouvoir au bien durable. En effet, en tenant compte des conditions nécessaire et/ou suffisantes à l'existence du pouvoir et de la structure de son marché, il nous a été relativement facile de préciser que le pays donateur ne peut en détenir un stock mais plutôt en louer les services à chaque période. Ceci nous a alors permis de construire un modèle statique de demande de pouvoir et d'offre d'aide internationale à partir des conditions de premier ordre de la maximisation de la fonction d'utilité du pays donateur sous sa contrainte budgétaire et la fonction de production du bien pouvoir. La théorie du pouvoir dont nous avons fait une analyse synté- tique nous a été utile dans la sélection des intrants dans sa production. Ainsi, alors que l'aide, A_j , la part des importations du

pays donateur i dans les exportations totales du pays bénéficiaire j , e_j , et dans un moindre degré la population n_j du pays j permettent l'obtention des consentements par peur de sanctions et calcul froid d'intérêt, la durée d'une relation particulière existant ou ayant existé entre i et j , X_1 , et le fait que les deux pays fassent ou non partie de la même coalition, dum , peuvent procurer le consentement par intériorisation des valeurs. Le revenu per capita de j , y_j , procure aussi bien les consentements par peur et calcul froid d'intérêt (car son niveau bas peut impliquer une plus ou moins grande dépendance de j) et le consentement provoqué (les pays en voie de développement peuvent se soumettre aux pays riches).

Ces quatre formes de consentement étant des conditions nécessaires et suffisantes au pouvoir, nous comprenons alors pourquoi ces variables sont considérées comme facteurs de production du pouvoir. L'élimination des variables comme l'ampleur des investissements directs de i dans j , les dépenses militaires, le revenu et la population de i , les sources alternatives d'aide au pays j , semble a priori représenter des limites à notre modèle. Mais ces limites sont toutefois faibles dès que, par une analyse plus ou moins extensive, on trouve que leur impact sur le pouvoir est indirectement pris en considération par e_j et dum . La fonction de pouvoir est alors
$$h_j = A_j^\gamma e_j^\gamma n_j^\alpha c_1^{Dum} X_1^\theta Y_j^\phi$$

Les simples manipulations mathématiques inhérentes à notre problème d'optimisation donnent alors une équation où l'aide dépend des autres variables explicatives du pouvoir à savoir: e_j , n_j , dum , X_1 et Y_j

$$\ln A_j = \beta_0 + \frac{\phi}{1-\gamma} \ln y_j + \frac{\alpha}{1-\gamma} \ln n_j + \frac{\gamma}{1-\gamma} \ln (e_j+1) + \frac{\theta}{1-\gamma} \ln(x_1+1) + \frac{\text{Dum}}{1-\gamma} \ln c_1 + \varepsilon_j$$

Les résultats du processus d'estimation économétrique sont satisfaisants surtout dans le cas de la France quoique le degré de colinéarité fort élevé entre e_j , dum et X_1 pris deux à deux dans le cas du Royaume-Uni rende difficile toute inférence statistique.

L'analyse de ces résultats nous a permis de dégager les grandes lignes suivantes de la politique d'aide au développement de la France et du Royaume-Uni:

- i) les pays bénéficiaires ne font pas en général de distinction entre les dons et les prêts publics peut-être en partie à cause des conditions peu contraignantes des prêts publics;
- ii) les autorités compétentes françaises accordent beaucoup d'importance aux variables économique (y_j et e_j), politique (dum) et culturelle (X_1) alors que le Royaume-Uni ne retiendrait surtout que la variable culturelle;
- iii) si charité il y a, l'aide publique au développement du Royaume-Uni répond beaucoup plus à cet objectif (coefficient de y_1 négatif et celui de $n_j > 0$) que celle de la France.

Ainsi, l'importance de la variable politique renforcée par celle de la variable culturelle expliquerait en partie les relations toujours très proches et "amicales" entre la France d'une part, et

ses anciennes colonies, d'autre part. Elle serait aussi certainement à la base de l'appartenance de presque tous les pays en voie de développement à une coalition dominée en général par un seul pays développé, dans la mesure où les pays du Tiers-Monde craignent une baisse de l'aide reçue dans le cas d'une plus grande diversification dans leurs partenaires et une modification dans la nature de leur relation⁽³⁾.

Ce comportement reflète fort probablement une perception différente qu'ont la plupart des pays en voie de développement des motivations de l'aide selon qu'elle provienne ou non du pays avec lequel les relations actuelles (passées) sont (ont été) particulières. Si par contre, l'aide reçue quelque soit son origine, est considérée comme la valeur d'échange et/ou un facteur de production du pouvoir, la probabilité d'une discrimination selon le pays donateur en serait d'autant réduite.

Toutefois, avant de recommander l'ampleur optimale de la diversification des alliances possibles à un pays en voie de développement, il serait utile de déterminer l'impact d'une telle politique sur ses sources éventuelles et le montant total d'aide internationale qu'il recevra. Une importance de notre modèle devient alors évidente. En effet, en utilisant l'équation (17') pertinente pour savoir à (de) qui accorder (recevoir) de l'aide, le pays concerné pourrait être

(3) Il faut toutefois noter que l'élargissement des relations concrétisé par l'accord de Lomé signé en 1975, entre la CEE et les pays en voie de développement, laisse présager une plus grande différenciation dans le nombre de partenaires.

en mesure de savoir le nombre de pays pouvant lui demander (octroyer) des ressources étrangères.

Dans la deuxième étape, l'équation de la forme réduite permettrait alors à ses autorités compétentes de déterminer quel montant d'aide bilatérale le pays considéré recevra de chaque donateur. Il est toutefois possible que l'utilisation de données de série chronologique entre chaque pays donateur et le pays pourrait donner des coefficients plus pertinents à cet exercice.

Ainsi, notre modèle permet de savoir de (à) qui le pays en voie de développement (pays développé) peut recevoir (accorder) de l'aide, d'une part et de déterminer la distribution internationale de l'assistance à recevoir (donner), d'autre part.

L'utilisation de ce modèle suppose a priori l'acceptation explicite du postulat selon lequel l'aide est un facteur de production du pouvoir. Ceci ne pourrait être normalement autrement, dans la mesure où en général toute relation implique nécessairement le pouvoir. La possession du pouvoir n'est pas en soi une mauvaise chose. La nature de l'impact de ses différentes utilisations peuvent varier. Dans le domaine social, le pouvoir des parents sur leur enfant peut contribuer à conduire ce dernier soit dans un asile pour malades mentaux, soit à un poste enviable dans la société. Dans le domaine international, le pouvoir du troisième Reich a été utilisé pour la destruction d'une grande partie de la richesse universelle.

Notre étude ne peut malheureusement pas préciser la qualité de/et l'impact du pouvoir que des pays développés retirent de leur relation d'aide avec les pays en voie de développement.

Ainsi, une extension de l'étude pourrait se faire par une analyse de l'utilisation que le pays donateur de l'aide fait du pouvoir qu'il obtient en échange.

Le pays bénéficiaire reconnaissant explicitement la non gratuité de l'aide et l'impact du pouvoir qu'il offre, pourra déterminer le coût d'opportunité de l'assistance étrangère et par conséquent, une utilisation plus rationnelle et efficace des ressources étrangères ainsi obtenues du moins si les autorités de ces pays ont à coeur le bien être de leur collectivité.

Appendice

A. Dérivation des élasticités des différents facteurs de production du bien pouvoir

Par transformations mathématiques, nous avons les égalités suivantes:

$$\hat{\beta}_0 = \frac{\ln \hat{k}\hat{\omega} \cdot \hat{\gamma}}{1 - \hat{\gamma}} \quad (1) \quad \hat{\beta}_1 = \frac{\hat{\phi}}{1 - \hat{\gamma}} \quad (2)$$

$$\hat{\beta}_2 = \frac{\hat{\Gamma}}{1 - \hat{\gamma}} \quad (3) \quad \hat{\beta}_3 = \frac{\ln \hat{C}_1}{1 - \hat{\gamma}} \quad (4)$$

$$\hat{\beta}_4 = \frac{\hat{\alpha}}{1 - \hat{\gamma}} \quad (5) \quad \hat{\beta}_5 = \frac{\hat{\theta}}{1 - \hat{\gamma}} \quad (6)$$

6 équations à 8 inconnues (\hat{k} , $\hat{\omega}$, $\hat{\gamma}$, $\hat{\Gamma}$, $\hat{\alpha}$, $\hat{\phi}$, \hat{C}_1 , $\hat{\theta}$)

La détermination des valeurs individuelles de \hat{k} et $\hat{\omega}$ n'étant pas primordiale pour l'analyse, nous aurons alors 7 inconnues, la première étant $\hat{k}\hat{\omega}$. En posant $\hat{\gamma} = \hat{\Gamma}$ notre système devient déterminé:

$$(3) \Rightarrow \hat{\beta}_2 = \frac{\hat{\gamma}}{1 - \hat{\gamma}} \Rightarrow \hat{\gamma} = \frac{\hat{\beta}_2}{1 + \hat{\beta}_2}$$

$$\Rightarrow 1 - \hat{\gamma} = \frac{1}{1 + \hat{\beta}_2}$$

$$(2) \Rightarrow \hat{\phi} = \hat{\beta}_1 (1 - \hat{\gamma}) = \frac{\hat{\beta}_1}{1 + \hat{\beta}_2}$$

$$(5) \Rightarrow \hat{\alpha} = \hat{\beta}_4 (1 - \hat{\gamma}) = \frac{\hat{\beta}_4}{1 + \hat{\beta}_2}$$

$$(6) \Rightarrow \theta = \hat{\beta}_5 (1 - \hat{\gamma}) = \frac{\hat{\beta}_5}{1 + \hat{\beta}_2}$$

$$(4) \Rightarrow \ln \hat{C}_1 = \frac{\hat{\beta}_3}{1 + \hat{\beta}_2} \Rightarrow \hat{C}_1 = e^{\frac{\hat{\beta}_3}{1 + \hat{\beta}_2}}$$

$$(1) \Rightarrow \ln k\omega = \frac{\hat{\beta}_0}{1 + \hat{\beta}_2} \Rightarrow k\omega = \frac{e^{\frac{\hat{\beta}_0}{1 + \hat{\beta}_2}}}{\hat{\gamma}}$$

B. Dérivation de la matrice des variances covariances de la forme structurelle

Soient:

\hat{D} est la matrice des variances covariances des β_i ($i = 0, 1, \dots, 5$)

$\hat{\psi}$ celle de M vecteur des coefficients de la forme structurelle

$$M = (\gamma, \phi, C_1, \alpha, \theta, k\omega)$$

\hat{D} est obtenu directement avec l'estimation des β_i

Si J est le Jacobien de la transformation des β_i en M, alors l'estimateur asymptotique de ψ est $\hat{\psi} = \hat{J}' \hat{A} \hat{J}$ (1)

\hat{J} est une matrice (6 x 6) des dérivées partielles des éléments de M par rapport aux β_i

(1) Goldberger, A.S., "Econometric Theory", John Miles & Sons, New York, 1964.

$$\frac{\partial \gamma}{\partial \beta_2} = \frac{1}{(1 + \beta_2)^2}$$

$$\frac{\partial \phi}{\partial \beta_1} = \frac{1}{(1 + \beta_2)}$$

$$\frac{\partial \alpha}{\partial \beta_4} = \frac{1}{1 + \beta_2}$$

$$\frac{\partial \theta}{\partial \beta_5} = \frac{1}{1 + \beta_2}$$

$$\frac{\partial c_1}{\partial \beta_3} = \frac{c_1}{1 + \beta_2}$$

$$\frac{\partial(kw)}{\partial \beta_0} = \frac{kw}{1 + \beta_2}$$

$$\frac{\partial \phi}{\partial \beta_2} = \frac{-\beta_1}{(1 + \beta_2)^2}$$

$$\frac{\partial \alpha}{\partial \beta_2} = \frac{-\beta_4}{(1 + \beta_2)^2}$$

$$\frac{\partial \theta}{\partial \beta_2} = \frac{-\beta_5}{(1 + \beta_2)^2}$$

$$\frac{\partial c_1}{\partial \beta_2} = \frac{-c_1 \beta_3}{(1 + \beta_2)^2}$$

$$\frac{\partial(kw)}{\partial \beta_2} = \frac{-kw [\beta_2 (\beta_0 + 1) + 1]}{\beta_2 (1 + \beta_2)^2}$$

$$J' = \begin{bmatrix} \frac{\partial \gamma}{\partial \beta_0} & \frac{\partial \gamma}{\partial \beta_1} & \frac{\partial \gamma}{\partial \beta_2} & \frac{\partial \gamma}{\partial \beta_3} & \frac{\partial \gamma}{\partial \beta_4} & \frac{\partial \gamma}{\partial \beta_5} \\ \frac{\partial \phi}{\partial \beta_0} & & & & & \\ \frac{\partial c_1}{\partial \beta_0} & & & & & \\ \frac{\partial \alpha}{\partial \beta_0} & & & & & \\ \frac{\partial \theta}{\partial \beta_0} & & & & & \\ \frac{\partial(kw)}{\partial \beta_0} & & & & & \frac{\partial(kw)}{\partial \beta_5} \end{bmatrix}$$

$$\hat{J}' = \begin{bmatrix} 0 & 0 & \frac{1}{(1 + \hat{\beta}_2)^2} & 0 & 0 & 0 \\ 0 & \frac{1}{1 + \hat{\beta}_2} & \frac{-\hat{\beta}_1}{(1 + \hat{\beta}_2)^2} & 0 & 0 & 0 \\ 0 & 0 & \frac{-\hat{c}_1}{(1 + \hat{\beta}_2)^2} & \frac{1}{1 + \hat{\beta}_2} & 0 & 0 \\ 0 & 0 & \frac{-\hat{\beta}_4}{(1 + \hat{\beta}_2)^2} & 0 & \frac{1}{1 + \hat{\beta}_2} & 0 \\ 0 & 0 & \frac{-\hat{\beta}_5}{(1 + \hat{\beta}_2)^2} & 0 & 0 & \frac{1}{1 + \hat{\beta}_2} \\ \frac{\hat{k}\omega}{1 + \hat{\beta}_2} & 0 & \frac{-\hat{k}\omega[\beta_2(1 + \hat{\beta}_2) + 1]}{\beta_2(1 + \hat{\beta}_2)^2} & 0 & 0 & 0 \end{bmatrix}$$

Durée de relation privilégiée avec la France
(nombre d'années)

Algérie	131	Mauritanie	57
Maroc	54	Ile Maurice	88
Tunisie	75	Niger	56
Egypte	72	Sénégal	201
Cameroun	44	Togo	38
RCA	71	Haute-Volta	56
Tchad	79	Haiti	127
Congo Brazzaville	160	Mexique	6
Dahomey	100	Liban	28
Gabon	130	Syrie	28
Côte d'Ivoire	160	République Khmère	90
Madagascar	260	Laos	61
Mali	80	Vietnam du Sud	71

Durée de relation privilégiée avec le Royaume-Uni
(nombre d'années)

Chypre	83	Iran	39
Malte	62	Iraq	15
Egypte	54	Israël	30
Botswana	81	Jordanie	28
Ghana	207	Koweït	62
Kenya	68	Arabie Séoudite	12
Malawi	94	Yemen du Sud	128
Ile Maurice	158	Yemen	15
Nigeria	100	Afghanistan	12
Rhodésie	75	Birmanie	122
Sierra Leone	81	Sri Lanka	152
Soudan	67	Inde	187
Tanzanie	52	Népal	160
Ouganda	68	Pakistan	187
Zambie	94	Hong Kong	180
Jamaïque	307	Malaisie	161
Trinidad & Tobago	160	Singapour	144
Guyane	170		

Liste des pays auxquels la France accorde généralement de l'aide

Algérie	Haute-Volta
Maroc	République Khmère
Tunisie	Indonésie
Burundi	Laos
Cameroun	Vietnam du Sud
R.C.A.	Mexique
Tchad	Grèce
Congo Brazzaville	Turquie
Zaire	Egypte
Dahomey	Indonésie
Gabon	Argentine
Côte d'Ivoire	Brésil
République Malgache	Chili
Ile Maurice	
Niger	
Rwanda	
Sénégal	
Togo	
Mali	
Mauritanie	

Liste des pays auxquels le Royaume-Uni accorde généralement de l'aide

Chypre	Niger	Colombie
Malte	Nigeria	Equateur
Turquie	Rhodésie	Guyane
Algérie	Sénégal	Paraguay
Libye	Sierra Leone	Pérou
Maroc	Soudan	Uruguay
Tunisie	Tanzanie	Venezuela
Egypte	Togo	Iran
Botswana	Ouganda	Iraq
Burundi	Haute-Volta	Jordanie
Cameroun	Zambie	Liban
R.C.A.	Costa Rica	Yemen du Sud
Tchad	République Dominicaine	Afghanistan
Congo Brazzaville	Guatémala	Birmanie
Dahomey	Honduras	Ceylan
Ethiopie	Jamaïque	Inde
Ghana	Mexique	Nepal
Côte d'Ivoire	Panama	Pakistan
Kenya	Trinidad-Tobago	Hong Kong
Liberia	Argentine	Indonésie
République Malgache	Bolivie	Korée
Mali	Brésil	Laos
Malawi		Vietnam du Sud
		Malaisie
		Philippines
		Singapour
		Thaïlande

$$\text{France: } \ln \text{ ADO} = \beta_0 + \beta_1 \ln Y_j + \beta_2 \ln (e_j + 1) + \beta_3 (\text{dum}) + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln (X_1 + 1) + \epsilon_j$$

Observations nulles non éliminées

Coefficients	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	-.017	.565	.456	.541	1.020	.838
β_1	.012 (.241)	-.109 (-1.537)	-.054 (-.749)	-.043 (-.615)	-.073 (-1.157)	-.079 (-1.103)
β_2	.097* (2.501)	.271* (4.555)	.269* (3.682)	.241 (3.777)	.196* (3.355)	.179* (2.659)
β_3	-.244* (-2.260)	-.214 (-1.332)	-.340* (-1.807)	-.501* (-2.852)	-.772* (-3.899)	-.665* (-3.219)
β_4	.019 (.714)	-.023 (-.504)	-.019 (-.414)	.027 (.601)	.0001 (.003)	.079* (1.720)
β_5	.473* (15.692)	.319* (8.333)	.304* (6.724)	.292* (7.049)	.182* (4.042)	.233* (4.985)
S.E.E.	.329	.516	.510	.505	.468	.539
N	93	93	93	93	93	93
\bar{R}^2	.911	.787	.794	.796	.778	.726
$\ln \bar{Y}$	5.533	5.551	5.566	5.627	5.565	5.537

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance
t-Student entre parenthèses

$$\text{Royaume-Uni: } \ln \text{ ADO} = \beta_0 + \beta_1 \ln y_j + \beta_2 \ln (e_j + 1) + \beta_3 (\text{dum}) + \beta_4 \ln n_j + \beta_5 \ln (X_{j+1}) + \epsilon_j$$

les observations nulles ne sont pas éliminées

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
β_0	.896	.972	.267	1.130	.727	1.196
β_1	-.124 (-1.301)	-.128 (-1.469)	-.185* (-2.534)	-.170* (-2.588)	-.092 (-1.520)	-.138 (-2.103)
β_2	.088 (1.139)	-.020 (-.281)	.106 (1.597)	.078 (1.306)	.139* (2.455)	.067 (1.183)
β_3	-.095 (-.361)	-.072 (-.288)	-.249 (-1.194)	-.189 (-.753)	-.419 (-1.582)	-.465 (-1.962)
β_4	-.074 (-1.275)	-.019 (-.354)	-.027 (-.559)	.039 (.900)	.094 (2.343)	.085 (1.964)
β_5	.162* (2.622)	.22* (3.780)	.149* (3.028)	.158* (2.793)	.066 (1.278)	.073 (1.425)
S.E.E	.699	.663	.595	.545	.503	.544
N	93	92	93	93	93	93
\bar{r}^2	.282	.354	.414	.44	.463	.368
$\ln \bar{Y}$						

$\phi = -.167^*$ $\phi = -.157^*$ $\phi = -.129^*$
(SD = .065) (SD = .060) (SD ϕ = .061)

* indique les coefficients significativement différents de zéro à .05 degré de confiance
t-Student entre parenthèses

Remerciements

Cette thèse n'aurait peut être pas été réalisée ne fut ce l'assistance que nous avons obtenue de certaines personnes.

Ainsi, l'opportunité que Dagenais M. nous a donné de travailler avec Dudley L. et Montmarquette C. durant l'été 1973 nous a permis de préciser le sujet de la thèse.

En plus, alors que Dudley L. a accepté de diriger la thèse avec toutes les implications que cela comporte, Montmarquette C. a bien voulu nous aider et nous conseiller durant l'absence de ce dernier.

Les discussions que nous avons eues avec Torrelli M., Henry J. et surtout Tremblay R. nous ont été surtout utiles dans la formulation finale des deux premières parties de la thèse.

Avec tous ces membres de jury et professeurs, le contact a dépassé le cadre académique rendant l'atmosphère de travail très détendue.

Nicole Leducq a eu la patience de déchiffrer nos manuscrits et de dactylographier toute la thèse.

La bourse que nous avons obtenue de la Ford Foundation depuis Septembre 1973 nous a mis à l'abri de problèmes financiers.

A tous ces professeurs et ceux qui ont été en partie responsables de notre formation à l'université de Montréal, à la Ford Foundation, à Nicole Leduc et à tous ceux qui nous ont été d'un concours quelconque dont Marion Branson, de Gaulle Kira, les étudiants africains en Ph.D. du département, Forest P. et Liem T.C. il n'y a qu'un seul mot simple que nous espérons complet pour exprimer notre gratitude : MERCI.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

Sur le pouvoir.

- Bierstedt, R., "An Analysis of Social Power", American Sociological Review, Vol. 15, Dec. 1950, pp. 730-738; réimprimé dans Olsen, M.E. ed., "Power in Societies", MacMillan Co., New York, 1970.
- Cartwright, D. ed. "Studies in Social Power", The University of Michigan, Michigan, 1959.
- Emerson, R.M., "Power-Dependence Relations", American Sociological Review, Vol. 27, Feb. 1962, pp. 31-37, 39-41; réimprimé dans Olsen, M.E., pp. 44-53.
- Enriquez, E., "La Notion du Pouvoir", dans Palmade, G., Vol. 1, pp. 257-306.
- Etzioni, A., "Power as a Societal Force", in Etzioni, A., The Active Society, The Free Press, New York, 1968, pp. 314-323, 357-61. Réimprimé dans Olsen, M.E., pp. 18-27.
- French, J.R.P. & Raven, B. "The Bases of Social Power", in Cartwright, pp. 150-167.
- Harsanyi, J. "Measurement of Social Power", Behavioral Science, Vol. 7, no. 1, Janvier 1962; réimprimé dans Rothschild ed.
- Klauss, Knorr, E., "Power and Wealth", Basic Books, Inc., Publishers, New York, 1973.
- Nicolai, A. "Analyse sociologique du concept de domination", dans Palmade, G., Vol. 2.
- Olsen, M.E. ed. "Power in Societies", MacMillan Company, New York, 1970.
- Palmade, G. L'Economie et les Sciences humaines, Vol. 1 et 2, Dunod, Paris, 1967.
- Perroux, F., "L'économie du XIXe siècle", 3^e édition, Presses Universitaires de France, Paris 1969.
- "Pouvoir et Economie", Bordas, Collection Etudes, Série Verte, Economie, Paris 1973.

Rothschild, K.W. ed. Power in Economics, Penguin Modern Economics Readings, 1971.

Russel, B. "Power: A New Social Analysis", Unwin Books, London, 1971.

Singer, M.R. Weak States in a World of Powers: The Dynamics of International Relationships, The Free Press, MacMillan Company, New York, 1972.

Torrelli, M. & Valaskakis, K. L'Association C.E.E. - Afrique Noire: Phénomène de Domination?, Centre de Recherche en Développement Economique, Cahier no. 5, Université de Montréal, Montréal, 1973.

Weber, Max, "The Types of Authority and Imperative Coordination", in Weber Max, The Theory of Social and Economic Organization, The Free Press, 1947, pp. 324-25, 328-30, 341-42, 358-62.
Réimprimé dans Olsen, M.E., ed. pp. 35-39.

Bibliographie

Sur l'aide.

- Abbott, George, C., "Economic Aid as a Unilateral Transfer of Resources", Journal of Political Economy, 78, Nov.-Dec. 1970, pp. 1213-1227.
- Adelman, I. et Morris, C.T., "An Econometric Study of Socio-Economic and Political Change in Underdeveloped Countries", American Economic Review, Dec. 1968, pp. 1185-1218.
- Ahman, Nassem, "Foreign Aid, Development and Regional Disparities: A Case Study of the Emergence of Bangladesh", Université de Montréal, Thèse de Ph.D. non publiée, nov. 1973.
- Ali, N., "Development Aid Policy of the United States", Pakistan Economic Journal, 18, 1967, pp. 54-67.
- Balogh, T., "Multilateral vs. Bilateral Aid", Oxford Economic Papers, no. 19, nov. 1967, pp. 328-344.
- Bauer, P.T., "Dissent of Development", Scottish Journal of Political Economy, Vol. 16, 1969, pp. 75-94.
- Bhagwati, Jagdish N., "Amount and Sharing of Aid", Washington Overseas Development Council, 1970.
- Brecher, I. & Abbas, S.A., "Foreign Aid and Industrial Development in Pakistan", Perspective on Development, no. 1, Cambridge University Press, Londres et New York, 1972.
- Colaço, F.X., "Les Considérations d'Ordre Economique et Politique et le Volume de l'Aide Publique aux Pays en Voie de Développement", OCDE, Paris, 1973.
- Chenery, H.B. et Bruno, M., "Development Alternatives in an Open Economy: The Case of Israel", Economic Journal, 72, Mars 1962.
- Chenery, H.B. et Strout, A., "Foreign Assistance and Economic Development", American Economic Review, 56, Sept. 1966, pp. 679-733.
- Drogat, Noel, "Pays sous développés et coopération technique", SPES, Paris, 1959.
- Dudley, L. and Montmarquette, C., "A Model of the Supply of Bilateral Foreign Aid", Forthcoming, American Economic Review, march 1976.
- Durand-Reville, Luc. "L'Assistance de la France aux pays insuffisamment développés: linéaments d'une doctrine", Editions M.Th. Genin, Paris 1960.

- Frank, Charles, R., Jr., Debt and Terms of Aid, Overseas Development Council, Washington, D.C., 1970.
- Friedman, W.G., Kalmanoff, G. et Meacher, R.F., International Financial Aid, Columbia University Press, New York et Londres, 1966.
- Goldberger, A.S., Nagar, A.L. et Odeh, H.S., "The Covariance Matrices of Reduced-Form Coefficients and of Forecasts for Structural Econometric Model", Econometrica, 29, no. 4, Oct. 1961, pp. 556-573.
- Griffin, K.B. and Enos, J.L., "Foreign Assistance: Objectives and Consequences", Economic Development and Cultural Change, 18, Avril 1970, pp. 313-327.
- Hirshman, A.O. et Bird, R., Foreign Aid: A Critique and a Proposal, International Financial Section, Princeton University, 1968.
- Holbik, K. et Dreachman, E., Egypt as Recipient of Soviet Aid, 1955-1970, Boston University, Janvier 1971.
- Horvath, J., "On Evaluation of International Grants Policy", Public Finance, 1971, 26 (2), pp. 379-393.
- Horvath, J., "Foreign Economic Aid in the International Encyclopedia of the Social Sciences: A Review Article", Journal of Economic Literature, 9, juin 1971, pp. 432-441.
- Hutcheson, T. et Porter, R.C., The Cost of tying Aid: A Method and Some Colombian Estimates, Princeton Studies in International Finance, no. 30, Princeton University, 1972.
- de Kadt Emmanuel, ed., Patterns of Foreign Influence in the Caribbean, Oxford University Press for the Royal Institute of International Affairs, Londres, 1972.
- Kawate, T., "International Solidarity and Inequality with Special Reference to the problems of capital flows to developing countries", in Developing Economics, 5, mars 1967, pp. 122-138.
- Khalil, K.H., "Foreign Capital and Developing Countries", L'Egypte Contemporaine, 58, no. 328, Avril 1967, pp. 5-37.
- Kim, S., "Foreign Assistance and Korea's Economic Growth", Australian Economic Papers, juin 1972, 1 (18), pp. 89-102.
- Little, I.M.D. et Clifford, J.M., International Aid, George Allen and Unwin, Londres, 1965.
- McKinnon, R.J., "Foreign Exchange Constraints in Economic Development and Efficient Aid Allocation", The Economic Journal, Juin 1964.

- Mikesell, R.F., The Economics of Foreign Aid, Aldine, Chicago, 1968.
- Mende, Tibor, "De l'Aide à la Recolonisation: Les Leçons d'un échec", Seuil, Paris, 1972.
- Montrie, Charles, "The Organization and Functions of Foreign Aid", Economic Development and Cultural Change, 21, juillet 1973, pp. 697-713.
- Nurul, Islam, "Foreign Assistance and Economic Development: The Case of Pakistan", Economic Journal, Vol. 82, no. 328, mars 1972, pp. 502-530.
- Ohlin, Goran, Réévaluation des Politiques d'aide à l'Etranger, OCDE, Paris, 1966. Aide et endettement; relation entre les besoins d'aide, les conditions de l'Assistance et l'endettement des pays en voie de développement, OCDE, Paris, 1968.
- Papanek, Gustav, F., "The Effect of Aid and Other Resource Transfers on Savings and Growth", Economic Journal, 82, sept. 1972, pp. 934-950.
- Papanek, Gustav, F., "Aid, Foreign Private Investment, Savings and Growth in Less Developed Countries", Journal of Political Economy, 81, janvier-février 1973, pp. 120-130.
- Pearson, Lester, B., "Partners in Development: Report of the Commission on International Development", Praeger Publishers, New York, 1969.
- Pincus, J., "Trade, Aid and Development. The Rich and Poor Nations", McGraw-Hill, New York, 1967.
- Rahman, M.A., "Foreign Capital and Domestic Savings: A Test of Haavelmo's Hypothesis with Cross-Country Data", Review of Economics and Statistics, 50, février 1968, pp. 137-142.
- Reicher-Sgard, R., Introduction à l'aide aux pays sous-développés. Tome 2 Historique, Dunod, Paris, 1966.
- Sen, S.R., "Wither Aid?", American Journal of Agricultural Economics, Dec. 1971, 53 (5), pp. 768-776.
- Shukla, "A Note on Aspects of American Aid to India", India Journal of Economics, 67, janvier 1967, pp. 327-334.
- Tansky, Léo., US and USSR Aid to Developing Countries: A Comparative Study of India, Turkey and the U.A.R., Praeger Special Studies in International Economics and Development, New-York, Londres, 1967.

Vanek, Jaroslav, Estimating Foreign Resource Needs for Economic Development, McGraw-Hill, New York, 1967.

Weisskopf, Thomas E., "The Impact of Foreign Capital Inflow on Domestic Savings in Underdeveloped Countries", Journal of International Economics, 2, février 1972, pp. 25-38.

